

## QUESTION 1

**POUR TOUTES LES SOCIÉTÉS (OSBL) CRÉÉES PAR LE MINISTÈRE OU PAR UN DES EMPLOYÉS  
DU MINISTÈRE OU D'UNE SOCIÉTÉ RELEVANT DU MINISTÈRE DANS LES DEUX DERNIÈRES ANNÉES**

Le ministère n'a pas créé de société (OSBL).

Le ministère n'a pas reçu d'information de la part d'un employé, à l'effet qu'il a créé une société (OSBL).

## QUESTION 2

**COPIE DES ÉTUDES, SCÉNARIOS ET/OU ANALYSES RÉALISÉS DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> MAI 2003 CONCERNANT LA RÉGIONALISATION, LA DÉCONCENTRATION DES EFFECTIFS ET PROGRAMMES DU MINISTÈRE ET/OU DES ORGANISMES RELEVANT DE CELUI-CI**

Aucune étude, scénario et/ou analyse n'a été réalisé concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère. Les services du MICC sont largement régionalisés sur le territoire et offerts en complémentarité avec une large gamme de partenaires régionaux.

QUESTION 3

**LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2005-2006  
DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE**

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

QUESTION 4

POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2005-2006, INDiquer LA LISTE DES EMPLOYÉS OU MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ, OU NOMMÉS ET LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

## QUESTION 5

POUR L'ANNÉE 2005-2006, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL DONT LE CONTRAT EST ARRIVÉ À ÉCHÉANCE ET N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

QUESTION 6

POUR L'ANNÉE 2005-2006, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL QUI ONT ÉTÉ  
CONGÉDIÉS, PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

QUESTION 7

NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS AU MINISTÈRE EN 2005-2006 ET  
COMPARAISON AVEC LES QUATRE ANNÉES PRÉCÉDENTES

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

QUESTION 8

NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS  
POUR 2003-2004, 2004-2005 ET 2005-2006

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.



## QUESTION 9

**PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR L'ANNÉE EN COURS ET VENTILATION DÉTAILLÉE  
DES COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE MINISTÈRE ET POUR  
TOUS LES ORGANISMES SOUS SA JURIDICTION POUR L'ANNÉE 2005-2006**

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

## QUESTION 10

**POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, LE NOMBRE DE RENCONTRES, REPAS OU DE RÉUNIONS, LA LISTE DES PERSONNES À RENCONTRER ET LA LISTE DES PARTICIPATIONS À DES COLLOQUES ET CONGRÈS AINSI QUE LES FRAIS AFFÉRENTS**

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

**QUESTION 11**

**COPIE DE TOUS LES SONDAGES COMMANDÉS EN 2005-2006,  
EN INCLUANT LES COÛTS**

La réponse à cette question se trouve à la question 7 de la partie 2 sur les  
Renseignements généraux.

QUESTION 12

FRAIS DE TRADUCTION ET LISTE DES DOCUMENTS TRADUITS INCLUANT  
LA LISTE DES CONTRATS ET LE NOM DES FIRMES SÉLECTIONNÉES, DE MÊME QUE LES COÛTS

La réponse à cette question se trouve aux questions 2 et 9 des Renseignements généraux.

QUESTION 13

**COPIE DU PLAN STRATÉGIQUE 2005-2006 ET 2006-2007  
DU MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES**

Le plan stratégique est fourni tel que demandé et est également disponible sur le site internet de notre ministère [www.micc.gouv.qc.ca](http://www.micc.gouv.qc.ca).

**PRÉVISIONS DE RÉFÉRENCE QUI ONT SERVI À L'ÉLABORATION DU PLAN STRATÉGIQUE 2005-2006 ET 2006-2007 DU MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES**

Les orientations stratégiques du Ministère pour la période 2005-2008 reposent sur les assises suivantes :

**Orientation 1 : Stimuler une offre d'immigration adaptée et sélectionner des candidates et des candidats répondant aux besoins du Québec**

Cette orientation constitue un élément clé dans la mise en œuvre d'une stratégie pour faire face au défi démographique du Québec, notamment le vieillissement de la population, dans un contexte marqué par une demande accrue de main-d'œuvre qualifiée. En effet, la faible fécondité et l'accroissement de la longévité, deux éléments à la source du vieillissement de la population, laissent entrevoir un ensemble de conséquences, dont les plus connues sont :

- Un ralentissement du rythme de croissance de la population québécoise, puis du déclin à partir de 2030, déclin d'ailleurs déjà amorcé dans 6 régions administratives du Québec;
- Une diminution de la population en âge de travailler dès la première partie de la décennie 2010, aggravant ainsi les pénuries de main-d'œuvre perceptibles dans des secteurs d'activités et dans des régions du Québec;
- Une diminution du poids démographique du Québec au sein de l'ensemble canadien, entraînant des répercussions financières et politiques;
- Des difficultés associées au financement des services publics.

Par ailleurs, des pénuries de main-d'œuvre qualifiée se font sentir et se profilent à l'horizon dans plusieurs secteurs d'activité et dans bon nombre de régions du Québec. Déjà, Emploi-Québec prévoit qu'environ 640 000 postes – dont 60 % en remplacement de départs – seront à pourvoir pendant la période 2004-2008 et que quelque 120 métiers et professions offriront des perspectives d'emploi « favorables » ou « très favorables ».

Bien que le recours massif à l'immigration pour annuler les effets du vieillissement n'apparaisse pas réaliste, il est possible de trouver un point d'équilibre entre les enjeux démographiques et les considérations économiques. Cet objectif se traduit donc plutôt par une augmentation progressive du nombre d'immigrants admis au Québec. Suivant la *Planification triennale de l'immigration 2005-2007*, les niveaux d'immigration passeront de 44 400 en 2005 à 46 000 en 2006 et à 48 000 en 2007.

En raison des besoins de main-d'œuvre liés à la dynamique démographique, des efforts supplémentaires sont déployés par le Ministère pour arrimer ces besoins et le savoir-faire des immigrants sélectionnés par le Québec. Pour stimuler l'offre d'immigration, le Ministère est à mettre en place des stratégies de promotion et d'information dans les territoires où résident des candidats ayant un profil correspondant aux objectifs du Québec. Il importe aussi d'enrichir l'information sur le processus d'immigration et le parcours d'intégration, notamment en insistant sur l'importance d'entreprendre, dès l'étranger, les démarches d'insertion socioprofessionnelle et d'apprentissage linguistique, s'il y a lieu.

**Orientation 2 : Soutenir l'intégration des nouvelles arrivantes et des nouveaux arrivants et favoriser l'insertion durable en emploi**

Si les perspectives d'emploi apparaissent prometteuses, un nombre important de personnes immigrantes et de membres des minorités visibles continuent à éprouver des difficultés d'insertion en emploi, et ce, pour différentes raisons : la non-reconnaissance des diplômes et des compétences acquis à l'étranger, l'absence d'expérience nord-américaine, la méconnaissance du français ou de l'anglais et des codes culturels propres au Québec ou la présence de pratiques discriminatoires.

Cette situation se traduit, entre autres, par des taux de chômage supérieurs à ceux de la population québécoise. Au Recensement de 2001, le taux de chômage dans la population immigrée atteignait près de 12 % alors qu'il était de 8 % pour la population totale. Le taux de chômage chez les personnes immigrées faisant partie d'une minorité visible s'élevait à 15 %, comparativement à un peu plus de 8 % chez les personnes immigrées non-membres d'une minorité visible. Il était de 14 % pour les personnes des minorités visibles nées ici, contre près de 8 % pour les non-membres nées ici. Enfin, il était de 21 % chez les nouveaux arrivants, dépassant largement le taux de chômage de la population immigrée (12 %) et celui de la population non immigrée (8 %).

**PRÉVISIONS DE RÉFÉRENCE QUI ONT SERVI À L'ÉLABORATION DU PLAN STRATÉGIQUE 2005-2006 ET 2006-2007 DU MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES**

Ces difficultés d'insertion en emploi sont paradoxales, dans la mesure notamment où les immigrants sélectionnés présentent un niveau de qualification élevée et où, par ailleurs, le marché de l'emploi québécois est de plus en plus tributaire de l'apport de la population immigrée pour la satisfaction de ses besoins. En effet, en raison du vieillissement de la population québécoise, une part croissante des nouveaux arrivants sur le marché du travail provient de l'immigration. Entre 1991 et 2001, l'immigration a représenté 60 % de la croissance de la population active du Québec. D'ici 10 ans, elle représentera la totalité de cette croissance.

Cette situation de l'emploi des personnes immigrantes et des membres de minorités visibles peut également être tributaire des difficultés qu'éprouvent plusieurs employeurs, en particulier ceux de petites et moyennes entreprises, à apprécier la formation et l'expérience de ces personnes et à les intégrer au sein de leur entreprise.

La problématique de l'insertion en emploi appelle donc à la mise en œuvre d'une vigoureuse stratégie de soutien à l'intégration économique s'articulant autour des interventions visant à faciliter la reconnaissance des acquis et à lever les différents obstacles à l'emploi, notamment par l'entremise d'un accompagnement plus personnalisé du nouvel arrivant et des personnes membres d'une minorité visible dans son parcours d'intégration.

La connaissance du français constitue un catalyseur pour l'intégration des personnes immigrantes à la société québécoise et facilite grandement l'insertion en emploi. La langue constitue un facteur clé d'intégration et de participation puisqu'elle favorise l'accès non seulement au travail, mais aussi à la vie sociale et culturelle du Québec.

Suivant la *Planification triennale de l'immigration 2005-2007*, le Québec compte maintenir à au moins 50 % la proportion de personnes immigrantes connaissant le français dans les admissions. Malgré cet objectif, le nombre de personnes ne connaissant pas le français augmentera en raison de l'augmentation du volume total d'immigration, provoquant du coup une demande accrue de services de francisation.

Des mesures visant à faciliter et à accélérer l'apprentissage du français ainsi qu'à augmenter le taux de fréquentation des services de francisation sont en cours de réalisation. Des stratégies d'information axées sur l'importance pour les personnes immigrantes de bien préparer leur projet d'immigration et d'entreprendre leurs démarches d'intégration dès l'étranger sont mises en œuvre.

**Orientation 3 : Favoriser une meilleure compréhension de la diversité auprès des citoyennes et citoyens et contribuer à son rayonnement**

La diversification ethnique et religieuse est appelée à s'accroître, non seulement dans la région montréalaise, mais aussi dans l'ensemble du Québec. Il s'agit d'une tendance forte de l'évolution démographique québécoise que confirment nombre d'études. La reconnaissance de l'apport de l'immigration et de la richesse de la diversité est un préalable nécessaire à une intégration réussie des Québécois de toutes origines, notamment en ce qui a trait à l'insertion durable en emploi et à la représentation accrue des personnes issues des communautés culturelles dans les secteurs public et privé. Cette orientation vise à valoriser l'apport des Québécoises et des Québécois des communautés culturelles au développement économique, social et culturel du Québec, à accroître l'ouverture à la diversité et à lutter contre le racisme et la xénophobie pour construire un Québec inclusif.

**Orientation 4 : Susciter l'engagement des instances locales et régionales en matière d'immigration, d'intégration et de relations interculturelles**

L'impact des tendances lourdes de la dynamique démographique québécoise varie selon les régions, certaines poursuivant leur croissance, alors que d'autres sont en situation de stabilité, ou encore ont déjà amorcé un déclin. En outre, suivant les études réalisées par Emploi-Québec, d'importants besoins de main-d'œuvre se font sentir et se profilent dans plusieurs secteurs d'activités et dans bon nombre de régions du Québec.

Pour assurer leur développement, les régions devront de plus en plus miser sur l'immigration. Bien que les actions gouvernementales déployées aient permis d'augmenter au cours des dernières années le nombre d'immigrants établis en région, les résultats demeurent bien en deçà des objectifs fixés. Les efforts de régionalisation doivent se poursuivre en adoptant une nouvelle approche fondée sur l'engagement des acteurs locaux et régionaux à considérer l'immigration dans leur stratégie de développement économique et social et à devenir les maîtres d'œuvre de l'accueil et de l'intégration des nouveaux arrivants.

**PRÉVISIONS DE RÉFÉRENCE QUI ONT SERVI À L'ÉLABORATION DU PLAN STRATÉGIQUE 2005-2006 ET 2006-2007 DU MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES**

Cette orientation constitue un des moyens mis de l'avant pour répondre à la priorité gouvernementale, énoncée dans *Briller parmi les meilleurs*, d'encourager l'installation durable de personnes immigrantes en région. Les plans d'action régionaux, qui complètent le plan d'action-cadre *Des valeurs partagées, des intérêts communs*, et la signature d'ententes spécifiques avec des conférences régionales des élus et des municipalités permettront de soutenir les responsables locaux et régionaux dans la prise en charge de l'attraction, de l'accueil et de l'intégration des nouvelles arrivantes et des nouveaux arrivants s'établissant sur le territoire.

**Orientation 5 : Moderniser la prestation de services et offrir un milieu de travail mobilisateur**

Cette orientation répond au Plan de modernisation 2004-2007 du gouvernement, *Moderniser l'État, pour des services de qualité aux citoyens*, ainsi qu'au cadre de gestion gouvernementale axée sur les résultats, prévu dans la Loi sur l'administration publique. Deux axes d'intervention découlent de cette orientation.

Le premier vise à offrir, au meilleur coût, des services de qualité accessibles qui répondent aux attentes et aux besoins de la clientèle du Ministère. La prestation électronique de services, en particulier la refonte des différents sites Internet du Ministère, la mise en ligne d'un répertoire et de plusieurs outils de formation pour l'apprentissage du français ainsi que du carnet de route à l'intention des candidates et des candidats à l'immigration et des personnes nouvellement arrivées, permettra d'offrir un meilleur service à la clientèle, à moindre coût.

L'amélioration de la qualité des services passe aussi par la prise en compte des attentes et de la satisfaction de la clientèle et par l'évaluation des interventions du Ministère. Comme le Ministère mise sur un élargissement de l'action en partenariat, l'efficacité des ententes conclues avec les partenaires institutionnels et communautaires s'appuiera sur un renforcement de l'imputabilité, notamment au moyen d'indicateurs précisant les résultats attendus et facilitant l'évaluation de programme. Le deuxième axe a pour but de faire en sorte que le Ministère soit un milieu de travail stimulant et valorisant pour le personnel et les gestionnaires. Il vise à intensifier les efforts du Ministère dans la préparation de la relève et le transfert d'expertise, comme le prévoit le Plan de modernisation 2004-2007.



## QUESTION 15

**COPIE DE LA PARTIE ACCESSIBLE DE TOUS LES MÉMOIRES DÉPOSÉS AU CONSEIL DES MINISTRES  
AYANT TRANSITÉ PAR LE MICC EN 2005-2006**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'Étude des crédits.

QUESTION 16

RÉPARTITION DES IMMIGRANTS, ET CE, PAR CATÉGORIE, ADMIS AU QUÉBEC EN 2002, SELON LE PAYS DE NAISSANCE ET LA LANGUE PARLÉE EN COMPARAISON AVEC L'ANNÉE 2003, 2004, 2005 ET PRÉVISIONS POUR 2006-2007									
2005*						2004			
Rang	Pays de naissance**	Immigra- tion écono- mique	Regrou- pement familial	Réfugiés	Total*	Immigra- tion écono- mique	Regrou- pement familial	Réfugiés	Total*
1	Chine	2 760	894	28	3 689	2 855	1 049	40	3 948
2	France	3 265	289	7	3 565	3 342	270	4	3 620
3	Algérie	2 684	514	58	3 463	2 404	508	133	3 309
4	Maroc	2 097	621	11	2 732	2 688	749	8	3 453
5	Roumanie	2 321	138	60	2 521	2 748	200	44	2 996
6	Colombie	641	141	1 329	2 131	607	114	1 319	2 053
7	Liban	1 363	339	67	1 783	981	314	77	1 381
8	Haïti	533	644	217	1 428	681	654	103	1 459
9	Inde	319	348	441	1 134	292	286	580	1 192
10	Mexique	479	154	483	1 132	426	166	266	872
11	Pakistan	126	331	573	1 040	189	328	773	1 315
12	Pérou	430	178	348	975	380	184	217	796
13	Rép. dém. du Congo	95	125	544	801	80	104	629	851
14	Bulgarie	710	22	12	748	886	39	9	934
15	Philippines	490	220	2	720	426	203	-	632
16	Tunisie	408	237	13	662	471	200	20	695
17	Bangladesh	180	212	174	579	131	209	175	535
18	Iran	377	82	106	574	311	96	140	554
19	États-Unis	240	278	45	571	300	309	16	632
20	Argentine	428	42	23	494	614	31	14	662
<b>Total, tous les pays*</b>		<b>26 375</b>	<b>9 102</b>	<b>7 163</b>	<b>43 373</b>	<b>26 717</b>	<b>9 367</b>	<b>7 382</b>	<b>44 246</b>
<p>* Les données de 2005 sont préliminaires. Le total inclut 733 personnes de la catégorie des autres immigrants en 2005 et 780 en 2004. Les autres immigrants regroupent les demandeurs non reconnus du statut de réfugié et leurs personnes à charge au Canada, les cas d'ordre humanitaire et les titulaires de permis ministériel.</p> <p>** La liste des 20 principaux pays pour 2004 ne correspond pas nécessairement à celle de 2005.</p> <p>Note : Les renseignements statistiques selon la langue parlée des immigrants ne sont pas disponibles dans les fichiers sur les admissions des immigrants au Québec. En outre, il n'existe pas de prévisions d'admissions par pays de naissance et catégorie d'immigration. Ainsi, les prévisions d'admissions et la planification du plan annuel d'immigration réfèrent aux cibles minimales et maximales d'admissions pour chacune des catégories d'immigration par continent d'origine et non par pays de naissance.</p> <p>Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Direction de la recherche et de l'analyse prospective.</p>									

# QUESTION 16

## RÉPARTITION DES PERSONNES IMMIGRANTES, ET CE, PAR CATÉGORIE, ADMISES AU QUÉBEC EN 2002, 2003, 2004 ET 2005 SELON LE PAYS DE NAISSANCE ET LA LANGUE PARLÉE

**\*Note :** Les données des années précédentes se trouvent dans le Cahier explicatif des crédits 2005-2006 du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles

### Immigrants admis en 2003

Rang	Pays de naissance	Sexe	Immigration économique	Regroupement familial	Réfugiés	Total*
1	Chine	F	1 387	872	27	2 286
		H	1 452	212	20	1 684
		T	2 839	1 084	47	3 970
2	Maroc	F	926	443	6	1 377
		H	1 574	174	3	1 753
		T	2 500	617	9	3 130
3	France	F	1 240	159	4	1 403
		H	1 468	174	4	1 647
		T	2 708	333	8	3 050
4	Algérie	F	938	319	28	1 287
		H	1 441	74	67	1 596
		T	2 379	393	95	2 883
5	Roumanie	F	1 295	171	20	1 488
		H	1 258	68	24	1 351
		T	2 553	239	44	2 839
6	Colombie	F	141	69	706	923
		H	125	42	687	855
		T	266	111	1 393	1 778
7	Haïti	F	379	457	58	900
		H	382	321	49	757
		T	761	778	107	1 657
8	Liban	F	522	217	16	756
		H	742	122	20	884
		T	1 264	339	36	1 640
9	Inde	F	99	280	113	498
		H	153	197	214	576
		T	252	477	327	1 074
10	Pakistan	F	74	207	164	446
		H	88	115	259	466
		T	162	322	423	912
11	Argentine	F	362	27	3	392
		H	377	9	5	391
		T	739	36	8	783
12	Rép. dém. du Congo	F	27	37	269	342
		H	41	44	296	389
		T	68	81	565	731
13	Philippines	F	295	99	10	407
		H	113	130	8	253
		T	408	229	18	660
14	Bulgarie	F	310	15	3	329
		H	292	11	5	308
		T	602	26	8	637
15	Mexique	F	151	109	51	313
		H	186	61	64	313
		T	337	170	115	626
Total, tous les pays*		F	10 890	5 886	2 898	19 787
		H	12 974	3 415	3 286	19 796
		T	23 864	9 301	6 184	39 583

\* Le total inclut 234 personnes de la catégorie des autres immigrants (113 femmes et 121 hommes).

Note : Les données sur la langue parlée des immigrants ne sont pas disponibles dans les fichiers sur les admissions des immigrants au Québec.

Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Direction de la recherche et de l'analyse prospective.

# QUESTION 16

## RÉPARTITION DES PERSONNES IMMIGRANTES, ET CE, PAR CATÉGORIE, ADMISES AU QUÉBEC EN 2002, 2003, 2004 ET 2005 SELON LE PAYS DE NAISSANCE ET LA LANGUE PARLÉE

### Immigrants admis en 2004

Rang	Pays de naissance	Sexe	Immigration économique	Regroupement familial	Réfugiés	Total*
1	Chine	F	1 423	826	18	2 268
		H	1 432	223	22	1 680
		T	2 855	1 049	40	3 948
2	France	F	1 483	127	2	1 615
		H	1 859	143	2	2 005
		T	3 342	270	4	3 620
3	Maroc	F	1 037	544	7	1 592
		H	1 651	205	1	1 861
		T	2 688	749	8	3 453
4	Algérie	F	985	418	62	1 505
		H	1 419	90	71	1 804
		T	2 404	508	133	3 309
5	Roumanie	F	1 370	145	20	1 537
		H	1 378	55	24	1 459
		T	2 748	200	44	2 996
6	Colombie	F	287	64	689	1 045
		H	320	50	630	1 008
		T	607	114	1 319	2 053
7	Haïti	F	350	370	57	790
		H	331	284	46	669
		T	681	654	103	1 459
8	Liban	F	405	217	47	673
		H	576	97	30	708
		T	981	314	77	1 381
9	Pakistan	F	69	200	329	608
		H	120	128	444	707
		T	189	328	773	1 315
10	Inde	F	117	176	248	552
		H	175	110	332	640
		T	292	286	580	1 192
11	Bulgarie	F	431	31	4	466
		H	455	8	5	468
		T	886	39	9	934
12	Mexique	F	216	106	134	463
		H	210	60	132	409
		T	426	166	266	872
13	Rép. dém. du Congo	F	34	55	306	411
		H	46	49	323	440
		T	80	104	629	851
14	Pérou	F	185	109	125	428
		H	195	75	92	368
		T	380	184	217	796
15	Tunisie	F	144	110	6	260
		H	327	90	14	435
		T	471	200	20	695
Total, tous les pays*		F	12 269	5 998	3 582	22 137
		H	14 448	3 369	3 800	22 109
		T	26 717	9 367	7 382	44 246

\* Le total inclut 780 personnes de la catégorie des autres immigrants (288 femmes et 492 hommes).

Note : Les données sur la langue parlée des immigrants ne sont pas disponibles dans les fichiers sur les admissions des immigrants au Québec.

Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Direction de la recherche et de l'analyse prospective.

# QUESTION 16

## RÉPARTITION DES PERSONNES IMMIGRANTES, ET CE, PAR CATÉGORIE, ADMISES AU QUÉBEC EN 2002, 2003, 2004 ET 2005 SELON LE PAYS DE NAISSANCE ET LA LANGUE PARLÉE

### Immigrants admis en 2005\*

Rang	Pays de naissance	Sexe	Immigration économique	Regroupement familial	Réfugiés	Total*
1	Chine	F	1 430	698	13	2 145
		H	1 330	196	15	1 544
		T	2 760	894	28	3 689
2	France	F	1 498	129	3	1 633
		H	1 767	160	4	1 932
		T	3 265	289	7	3 565
3	Algérie	F	1 069	418	26	1 555
		H	1 615	96	32	1 908
		T	2 684	514	58	3 463
4	Maroc	F	860	427	9	1 297
		H	1 237	194	2	1 435
		T	2 097	621	11	2 732
5	Roumanie	F	1 159	94	30	1 283
		H	1 162	44	30	1 238
		T	2 321	138	60	2 521
6	Colombie	F	306	82	718	1 117
		H	335	59	611	1 014
		T	641	141	1 329	2 131
7	Liban	F	528	215	28	779
		H	835	124	39	1 004
		T	1 363	339	67	1 783
8	Haïti	F	279	381	112	792
		H	254	263	105	636
		T	533	644	217	1 428
9	Inde	F	130	206	159	509
		H	189	142	282	625
		T	319	348	441	1 134
10	Mexique	F	218	91	249	567
		H	261	63	234	565
		T	479	154	483	1 132
11	Pakistan	F	51	197	217	470
		H	75	134	356	570
		T	126	331	573	1 040
12	Pérou	F	207	119	186	523
		H	223	59	162	452
		T	430	178	348	975
13	Rép. dém. du Congo	F	44	78	288	429
		H	51	47	256	372
		T	95	125	544	801
14	Bulgarie	F	359	13	6	379
		H	351	9	6	369
		T	710	22	12	748
15	Philippines	F	349	103	1	459
		H	141	117	1	261
		T	490	220	2	720
Total, tous les pays*		F	12 226	5 730	3 504	21 771
		H	14 149	3 372	3 659	21 602
		T	26 375	9 102	7 163	43 373

\* Données préliminaires pour 2005. Le total inclut 733 personnes de la catégorie des autres immigrants (311 femmes et 422 hommes).

Note : Les données sur la langue parlée des immigrants ne sont pas disponibles dans les fichiers sur les admissions des immigrants au Québec.

Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Direction de la recherche et de l'analyse prospective.

QUESTION 17

NOMBRE DE DEMANDES D'IMMIGRATION TRAITÉES ET NOMBRE DE CERTIFICATS D'AUTORISATION ÉMIS AU COURS DE L'EXERCICE 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 ET PRÉVISIONS POUR 2006-2007

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans le Cahier explicatif des crédits 2004-2005 du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et dans le Cahier explicatif des crédits 2005-2006 du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Les données d'immigration sont compilées par année civile.

Un document est utilisé pour formuler une demande d'immigration : la demande de certificat de sélection (DCS), qui est le formulaire réglementaire.

Un requérant de la catégorie des travailleurs peut d'abord procéder à une auto-évaluation en ligne. L'évaluation préliminaire d'immigration (EPI) est une auto-évaluation par Internet, mise en vigueur en novembre 2003. Le requérant peut ensuite formuler sa demande officielle sur une DCS. Les requérants des autres catégories présentent habituellement leur demande directement sur une DCS.

L'utilisation de l'EPI par les requérants de la catégorie des travailleurs présente certains avantages. Avant d'être contraint à présenter un dossier complet dont la constitution peut s'avérer assez lourde et de payer les frais de traitement, le requérant peut auto-évaluer ses chances de répondre aux critères énoncés dans la réglementation.

Quant à la demande préliminaire d'immigration (DPI), il s'agit d'un formulaire papier utilisé jusqu'à l'introduction de l'EPI en ligne. Elle est encore utilisée par les candidats qui n'ont pas accès à Internet.

	2004	2005
Évaluations préliminaires d'immigration (EPI) en 2004 et 2005	360 982	381 117
Demandes préliminaires d'immigration (DPI) en 2004 et 2005		
Demandes de certificats de sélection (DCS) traitées	45 211	39 632
Certificats de sélection (CSQ) émis à l'étranger (pour les catégories travailleurs, gens d'affaires et réfugiés) <sup>1</sup>	42 609	36 947
Certificats de sélection (CSQ) émis sur place pour le Québec <sup>2</sup>	6 968	7 303
Certificats de sélection (CSQ) émis au Québec pour l'étranger <sup>3</sup>	13 078	15 983
<b>TOTAL DES CSQ ÉMIS À L'ÉTRANGER ET AU QUÉBEC</b>	<b>62 655</b>	<b>60 233</b>

Le Plan d'immigration du Québec pour l'année 2006 fixe à 43 700 l'objectif de certificats de sélection qui devront être délivrés au sein des catégories relevant des pouvoirs de sélection du Québec. En outre, comme en 2005, quelque 16 000 certificats de sélection pourraient être délivrés à des ressortissants étrangers membres de la catégorie du regroupement familial et à des personnes à qui l'asile est accordé sur place.

<sup>1</sup> Depuis le 1<sup>er</sup> février 2005, date de la centralisation de cette activité à Montréal, les données relatives aux CSQ délivrés à des réfugiés à l'étranger sont incluses au nombre des certificats de sélection délivrés au Québec pour l'étranger.

<sup>2</sup> Il s'agit de certificats de sélection délivrés à des personnes autorisées par Citoyenneté et Immigration Canada à voir traiter sur place leur demande de résidence permanente.

<sup>3</sup> Il s'agit principalement de certificats de sélection délivrés à des réfugiés à l'étranger, à des ressortissants étrangers appartenant à la catégorie du regroupement familial et aux membres de la famille à l'étranger de personnes dont la demande de résidence permanente est traitée sur place.

Question 18

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES BUREAUX, INDIQUER LE NOMBRE DE DEMANDES DE CERTIFICATS DE SÉLECTION POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2006-2007					
a) Nombre de demandes de certificats de sélection (DCS)* par bureau d'immigration du Québec (BIQ) à l'étranger et unités administratives au Québec par pays d'origine - quinze premiers pays - au cours des cinq dernières années**					
BIQ Buenos-Aires	2001	2002	2003	2004	2005***
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Argentine	0	0	263	252	160
Brésil	0	0	44	169	327
Chili	0	0	43	164	70
Uruguay	0	0	85	96	19
Ukraine	0	0	14	4	2
Canada	0	0	4	3	1
Paraguay	0	0	2	2	1
Fédération de Russie	0	0	4	0	0
France	0	0	2	1	0
Colombie	0	0	0	2	0
Suisse	0	0	0	0	2
Haiti	0	0	1	1	0
Bolivie	0	0	0	0	1
Cuba	0	0	1	0	0
Espagne	0	0	0	1	0
Autres	0	0	6	2	0
Total	0	0	469	697	583
Informations manquantes	0	0	3	1	0
Total des DCS	0	0	472	698	583
BIQ Damas	2001	2002	2003	2004	2005***
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Liban	1036	1027	653	945	611
Iran	242	223	453	518	441
Égypte	109	201	222	368	406
Inde	38	101	245	289	164
Pakistan	101	100	100	206	239
République arabe syrienne	210	175	92	130	118
Émirats arabes unis	71	122	121	151	95
Arabie saoudite	67	110	99	86	68
Afghanistan	75	131	85	18	1
Turquie	41	68	57	75	58
Jordanie	50	58	71	61	43
Iraq	33	20	7	11	9
Koweït	12	31	12	14	8
Qatar	4	14	20	15	19
Canada	2	10	18	10	6
Autres	43	63	68	55	36
Total	2134	2454	2311	2952	2322
Données manquantes	0	3	9	4	1
Total global	2134	2457	2320	2956	2323
* Il s'agit du nombre de dossiers déposés par des requérants principaux et non le nombre de personnes incluses dans les dossiers.					
** Les données sont compilées en fonction des années civiles.					
*** Les données sont préliminaires.					
Source : Données provenant du système informatique de sélection à l'étranger permanente et temporaire (SEPTE).					

## Question 18

**POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES BUREAUX, INDiquer LE NOMBRE DE DEMANDES DE CERTIFICATS DE SÉLECTION POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2006-2007**

**a) Nombre de demandes de certificats de sélection (DCS)\* par bureau d'immigration du Québec (BIQ) à l'étranger et unités administratives au Québec par pays d'origine - quinze premiers pays - au cours des cinq dernières années\*\***

<b>BIQ Hong Kong</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005***</b>
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
<b>Chine</b>	2484	3510	3652	1986	2272
<b>République de Corée</b>	286	314	418	188	67
<b>Taiwan</b>	102	99	76	47	65
<b>Hong Kong</b>	66	63	44	29	14
<b>Philippines</b>	22	27	46	35	43
<b>Bangladesh</b>	26	49	39	35	21
<b>Japon</b>	20	19	29	21	15
<b>Singapour</b>	7	13	25	32	13
<b>Viet Nam</b>	12	13	9	11	6
<b>Australie</b>	5	9	19	9	7
<b>Indonésie</b>	4	8	14	19	4
<b>Thaïlande</b>	8	8	11	12	5
<b>Cambodge</b>	2	4	4	4	10
<b>Chili</b>	2	5	0	10	3
<b>Nouvelle-Calédonie</b>	1	5	5	4	0
<b>Autres</b>	30	35	68	30	20
<b>Total</b>	<b>3077</b>	<b>4181</b>	<b>4459</b>	<b>2472</b>	<b>2565</b>
Données manquantes	1	3	11	5	3
<b>Total global</b>	<b>3078</b>	<b>4184</b>	<b>4470</b>	<b>2477</b>	<b>2568</b>

<b>BIQ Mexico</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005***</b>
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
<b>Haïti</b>	798	555	716	963	773
<b>Colombie</b>	367	631	924	1064	679
<b>Mexique</b>	248	273	415	615	461
<b>Pérou</b>	115	234	299	457	419
<b>Venezuela</b>	72	104	424	312	262
<b>Argentine</b>	81	717	267	0	2
<b>Équateur</b>	16	24	48	77	31
<b>Chili</b>	54	50	13	2	2
<b>Brésil</b>	36	45	26	1	0
<b>Chine</b>	27	10	2	16	19
<b>Cuba</b>	7	9	15	15	15
<b>Uruguay</b>	12	14	9	10	0
<b>Maroc</b>	21	13	0	0	7
<b>Guatemala</b>	14	6	7	3	5
<b>France</b>	14	5	3	0	11
<b>Autres</b>	163	67	106	39	42
<b>Total</b>	<b>2045</b>	<b>2757</b>	<b>3274</b>	<b>3574</b>	<b>2728</b>
Données manquantes	15	8	20	12	9
<b>Total global</b>	<b>2060</b>	<b>2765</b>	<b>3294</b>	<b>3586</b>	<b>2737</b>

\* Il s'agit du nombre de dossiers déposés par des requérants principaux et non le nombre de personnes incluses dans les dossiers.

\*\* Les données sont compilées en fonction des années civiles.

\*\*\* Les données sont préliminaires.

Source : Données provenant du système informatique de sélection à l'étranger permanente et temporaire (SEPTE).



Question 18

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES BUREAUX, INDIQUER LE NOMBRE DE DEMANDES DE CERTIFICATS DE SÉLECTION POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2006-2007					
a) Nombre de demandes de certificats de sélection (DCS)* par bureau d'immigration du Québec (BIQ) à l'étranger et unités administratives au Québec par pays d'origine - quinze premiers pays - au cours des cinq dernières années**					
BIQ Paris	2001	2002	2003	2004	2005***
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
France	2575	3709	4144	4055	3722
Israël	310	526	339	206	159
Suisse	127	237	184	246	196
Côte d'Ivoire	74	176	229	171	159
Gabon	8	27	39	133	305
Maurice	37	107	96	131	149
Royaume-Uni	77	91	114	115	102
Sénégal	51	99	150	115	77
Cameroun	24	76	77	90	102
Italie	64	68	51	61	61
République-Unie de Tanzanie	24	86	72	102	3
Kenya	60	65	57	39	6
Espagne	32	50	42	38	37
Togo	19	34	20	24	31
Ouganda	13	32	21	4	16
Autres	343	614	762	512	357
Total	3838	5997	6397	6042	5482
Données manquantes	94	6	11	15	12
Total global	3932	6003	6408	6057	5494
Antenne de Bruxelles	2001	2002	2003	2004	2005***
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Belgique	225	305	287	338	288
Algérie	2	3	1	1	0
France	2	1	1	1	0
Fédération de Russie	1	1	0	0	2
Iran	1	1	1	1	0
Kazakhstan	0	1	1	1	0
Maroc	0	2	0	0	0
Pays-Bas	1	1	0	0	0
Cameroun	1	1	0	0	0
Rép. démocratique du Congo	0	1	0	1	0
Bolivie	0	1	0	0	0
Bénin	0	1	0	0	0
Grèce	0	1	0	0	0
Guinée	0	1	0	0	0
Guyana	0	1	0	0	0
Autres	1	2	0	0	1
Total	234	324	291	343	291
Données manquantes	2	3	2	2	0
Total global	236	327	293	345	291
* Il s'agit du nombre de dossiers déposés par des requérants principaux et non le nombre de personnes incluses dans les dossiers.					
** Les données sont compilées en fonction des années civiles.					
*** Les données sont préliminaires.					
Source : Données provenant du système informatique de sélection à l'étranger permanente et temporaire (SEPTE).					

## Question 18

**POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES BUREAUX, INDIQUER LE NOMBRE DE DEMANDES DE CERTIFICATS DE SÉLECTION POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2006-2007**

**a) Nombre de demandes de certificats de sélection (DCS)\* par bureau d'immigration du Québec (BIQ) à l'étranger et unités administratives au Québec par pays d'origine - quinze premiers pays - au cours des cinq dernières années\*\***

<b>BIQ Vienne</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005***</b>
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
<b>Roumanie</b>	1472	1788	1959	2374	1814
<b>Bulgarie</b>	408	554	584	583	437
<b>Moldavie</b>	70	149	196	295	383
<b>Allemagne</b>	66	134	184	231	248
<b>Ukraine</b>	87	147	184	196	191
<b>Fédération de Russie</b>	100	167	146	162	142
<b>Kazakhstan</b>	40	51	41	61	48
<b>Bélarus</b>	19	26	30	60	64
<b>Albanie</b>	32	38	14	13	13
<b>Arménie</b>	6	11	8	50	0
<b>Pologne</b>	12	18	10	16	12
<b>Autriche</b>	9	12	15	19	9
<b>Ouzbékistan</b>	10	13	12	16	9
<b>Kirghizistan</b>	10	8	8	6	17
<b>République tchèque</b>	7	9	4	15	8
<b>Autres</b>	73	56	82	83	128
<b>Total</b>	<b>2421</b>	<b>3181</b>	<b>3477</b>	<b>4180</b>	<b>3523</b>
Données manquantes	10	6	8	6	2
<b>Total global</b>	<b>2431</b>	<b>3187</b>	<b>3485</b>	<b>4186</b>	<b>3525</b>

<b>Direction de la sélection des travailleurs (DST) Territoire États-Unis</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005***</b>
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
<b>États-Unis d'Amérique</b>	629	741	1116	767	555
<b>France</b>	528	529	507	529	476
<b>Maroc</b>	267	288	292	265	274
<b>Tunisie</b>	204	219	230	165	198
<b>Chine</b>	66	88	159	252	292
<b>Liban</b>	27	53	87	106	147
<b>Inde</b>	25	49	64	109	140
<b>Cameroun</b>	36	51	63	92	90
<b>Royaume-Uni</b>	72	92	79	49	39
<b>Côte d'Ivoire</b>	43	42	70	58	60
<b>Bénin</b>	17	28	35	63	99
<b>Haïti</b>	31	34	46	52	65
<b>Mexique</b>	29	38	46	61	50
<b>Allemagne</b>	27	33	32	54	67
<b>Algérie</b>	34	40	35	5	14
<b>Autres</b>	697	755	1168	1275	1212
<b>Total</b>	<b>2732</b>	<b>3080</b>	<b>4029</b>	<b>3902</b>	<b>3778</b>
Données manquantes	5	3	3	12	36
<b>Total global</b>	<b>2737</b>	<b>3083</b>	<b>4032</b>	<b>3914</b>	<b>3814</b>

\* Il s'agit du nombre de dossiers déposés par des requérants principaux et non le nombre de personnes incluses dans les dossiers.

\*\* Les données sont compilées en fonction des années civiles.

\*\*\* Les données sont préliminaires.

Source : Données provenant du système informatique de sélection à l'étranger permanente et temporaire (SEPTE).

Question 18

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES BUREAUX, INDIQUER LE NOMBRE DE DEMANDES DE CERTIFICATS DE SÉLECTION POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2006-2007					
a) Nombre de demandes de certificats de sélection (DCS)* par bureau d'immigration du Québec (BIQ) à l'étranger et unités administratives au Québec par pays d'origine - quinze premiers pays - au cours des cinq dernières années**					
Direction de la sélection des travailleurs (DST) Territoire Maghreb	2001	2002	2003	2004	2005**
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Maroc	381	5908	4603	2080	1906
Algérie	2557	5483	3034	1613	1749
Tunisie	445	719	637	373	448
France	2	20	11	29	32
Canada	0	11	18	26	5
États-Unis d'Amérique	0	5	13	7	6
Jamahiriya arabe libyenne	1	1	11	0	2
Alderney	2	2	1	0	0
Liban	0	0	2	1	1
Pays-Bas	0	0	2	2	0
Émirats arabes unis	0	0	1	0	3
Mauritanie	0	1	0	0	2
Roumanie	0	3	0	0	0
Suisse	0	0	2	1	0
Bulgarie	0	1	1	0	0
Autres	1	9	2	4	4
Total	3389	12163	8338	4136	4158
Données manquantes	6	15	31	14	11
Total global	3395	12178	8369	4150	4169
* Il s'agit du nombre de dossiers déposés par des requérants principaux et non le nombre de personnes incluses dans les dossiers.					
** Les données sont compilées en fonction des années civiles.					
*** Les données sont préliminaires.					
Source : Données provenant du système informatique de sélection à l'étranger permanente et temporaire (SEPTE).					

## Question 18

**POUR CHAQUE DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHAQUE DES PAYS DESSERVIS PAR CES BUREAUX, INDICER LE NOMBRE DE CERTIFICATS DE SÉLECTION DU QUÉBEC POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2006-2007**

**b) Nombre de certificats de sélection du Québec par bureau d'immigration du Québec (BIQ) à l'étranger et unités administratives au Québec par pays d'origine - (quinze premiers pays) - au cours des cinq dernières années\***

<b>BIQ Buenos-Aires</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005**</b>	<b>Objectif 2006***</b>
<b>Pays de dernière résidence</b>	<b>Nombre</b>	<b>Nombre</b>	<b>Nombre</b>	<b>Nombre</b>	<b>Nombre</b>	<b>Nombre</b>
<b>Argentine</b>	0	0	463	440	372	-
<b>Brésil</b>	0	0	59	211	385	-
<b>Chili</b>	0	0	5	309	227	-
<b>Uruguay</b>	0	0	97	221	85	-
<b>Paraguay</b>	0	0	5	6	3	-
<b>Ukraine</b>	0	0	3	7	3	-
<b>France</b>	0	0	4	3	0	-
<b>Colombie</b>	0	0	1	3	2	-
<b>Canada</b>	0	0	1	0	2	-
<b>Espagne</b>	0	0	0	0	3	-
<b>Suisse</b>	0	0	0	0	3	-
<b>Italie</b>	0	0	0	2	0	-
<b>Portugal</b>	0	0	0	0	2	-
<b>Belgique</b>	0	0	0	1	0	-
<b>Honduras</b>	0	0	0	1	0	-
Informations manquantes	0	0	0	1	4	-
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>638</b>	<b>1205</b>	<b>1091</b>	<b>1990</b>
Informations manquantes	0	0	3	3	1	-
<b>Total des CSQ</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>641</b>	<b>1211</b>	<b>1092</b>	<b>1 990</b>

  

<b>BIQ Damas</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005**</b>	<b>Objectif 2006***</b>
<b>Pays de dernière résidence</b>	<b>Nombre</b>	<b>Nombre</b>	<b>Nombre</b>	<b>Nombre</b>	<b>Nombre</b>	<b>Nombre</b>
<b>Liban</b>	938	906	1018	1402	851	-
<b>Iran</b>	215	246	409	614	947	-
<b>Égypte</b>	122	201	389	390	347	-
<b>Émirats arabes unis</b>	78	163	181	359	246	-
<b>Afghanistan</b>	194	430	237	92	7	-
<b>Arabie saoudite</b>	132	144	96	376	190	-
<b>République arabe</b>	195	143	163	218	122	-
<b>Sri Lanka</b>	6	0	0	0		-
<b>Jordanie</b>	73	67	117	167	123	-
<b>Turquie</b>	39	140	35	177	151	-
<b>Pakistan</b>	28	123	232	53	73	-
<b>Inde</b>	107	85	69	26	87	-
<b>Koweït</b>	59	38	19	26	41	-
<b>Iraq</b>	60	28	21	17	7	-
<b>Qatar</b>	17	24	16	36	31	-
<b>Autres</b>	93	110	110	132	47	-
<b>Total</b>	<b>2356</b>	<b>2878</b>	<b>3112</b>	<b>4085</b>	<b>3270</b>	<b>3700</b>
Informations manquantes	377	278	15	10	2	-
<b>Total des CSQ</b>	<b>2733</b>	<b>3156</b>	<b>3127</b>	<b>4095</b>	<b>3272</b>	<b>3 700</b>

\* Les données sont compilées en fonction des années civiles.

\*\* Données préliminaires.

\*\*\* Ce chiffre représente l'objectif fixé par territoire dans le Plan annuel d'immigration 2006.

Source : Banque Statistique sur l'immigration permanente, 10 mars 2006.

Question 18

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES BUREAUX, INDIQUER LE NOMBRE DE CERTIFICATS DE SÉLECTION DU QUÉBEC POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2006-2007						
b) Nombre de certificats de sélection du Québec par bureau d'immigration du Québec (BIQ) à l'étranger et unités administratives au Québec par pays d'origine - (quinze premiers pays) - au cours des cinq dernières années*						
BIQ Hong Kong	2001	2002	2003	2004	2005**	Objectif 2006***
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Chine	3526	3561	5208	4640	3728	-
République de Corée	623	716	554	599	524	-
Taiwan	397	395	227	247	137	-
Bangladesh	34	74	117	121	77	-
Hong Kong	74	89	83	62	45	-
Philippines	36	6	69	117	65	-
Japon	33	9	32	64	26	-
Hong Kong (ZAS)	42	44	27	7	0	-
Singapour	0	14	28	19	15	-
Viet Nam	5	6	17	18	22	-
Malaisie	6	17	11	11	16	-
Canada	16	10	5	12	5	-
Cambodge	14	3	10	11	3	-
France	14	9	12	1	4	-
Thaïlande	1	15	9	6	5	-
Autres	82	41	83	80	33	-
Total	4903	5009	6492	6015	4705	5690
Informations manquantes	51	10	3	16	8	-
Total des CSQ	4954	5019	6495	6031	4713	5 690
BIQ Mexico	2001	2002	2003	2004	2005**	Objectif 2006***
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Colombie	979	1481	1857	1713	907	-
Haïti	985	729	802	571	363	-
Argentine	171	1181	944	18	5	-
Mexique	361	392	422	540	583	-
Pérou	211	302	530	220	620	-
Venezuela	130	159	597	434	481	-
Chili	136	128	14	12	0	-
Équateur	37	29	36	112	74	-
Brésil	89	91	71	0	0	-
Canada	48	48	18	21	13	-
Chine	92	23	11	0	0	-
Cuba	32	5	10	19	10	-
Uruguay	24	17	35	0	0	-
France	58	7	7	3	0	-
Guatemala	40	15	3	0	0	-
Autres	228	158	72	38	45	-
Total	3621	4765	5429	3701	3101	4620
Informations manquantes	44	18	15	8	9	-
Total des CSQ	3665	4783	5444	3709	3110	4 620
* Les données sont compilées en fonction des années civiles.						
** Données préliminaires.						
*** Ce chiffre représente l'objectif fixé par territoire dans le Plan annuel d'immigration 2006.						
Source : Banque Statistique sur l'immigration permanente, 10 mars 2006.						

Question 18

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES BUREAUX, INDIQUER LE NOMBRE DE CERTIFICATS DE SÉLECTION DU QUÉBEC POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2006-2007

b) Nombre de certificats de sélection du Québec par bureau d'immigration du Québec (BIQ) à l'étranger et unités administratives au Québec par pays d'origine - (quinze premiers pays) - au cours des cinq dernières années\*

BIQ Paris	2001	2002	2003	2004	2005**	Objectif 2006***
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
France	3109	4451	5383	5503	4158	-
Suisse	138	266	239	303	204	-
Canada	25	39	41	54	240	-
Espagne	36	41	35	195	37	-
Réunion	20	18	37	201	49	-
Maroc	17	22	31	0	0	-
Algérie	18	25	22	0	0	-
Martinique	8	14	22	126	98	-
Royaume-Uni	9	16	15	54	240	-
Guadeloupe	0	8	18	0	0	-
Luxembourg	4	10	10	0	0	-
Italie	9	9	10	49	69	-
Belgique	7	12	4	0	0	-
Arabie Saoudite	27	1	5	0	0	-
Portugal	5	8	4	0	0	-
Autres	106	96	92	1612	907	-
Total	3538	5036	5968	8097	6002	7265
Informations manquantes	58	22	19	5	8	-
Total des CSQ	3596	5058	5987	8102	6010	7 265

Antenne de Bruxelles	2001	2002	2003	2004	2005**	Objectif 2006***
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Belgique	346	379	522	434	322	-
France	1	8	9	6	0	-
Maroc	2	6	2	6	0	-
Algérie	2	5	1	0	0	-
Canada	2	3	1	0	0	-
Bénin	0	0	1	4	0	-
Chine	0	0	5	0	0	-
Luxembourg	3	0	1	1	0	-
Pays-Bas	1	1	0	3	0	-
Albanie	4	0	0	0	0	-
Bolivie	0	0	0	4	0	-
Haïti	0	2	0	2	0	-
Iran	0	4	0	0	0	-
Madagascar	0	0	4	0	0	-
Inde	0	0	2	1	0	-
Autres	6	9	3	4	5	-
Total	367	417	551	465	327	550
Informations manquantes	11	3	1	2	0	-
Total des CSQ	378	420	552	467	327	550

\* Les données sont compilées en fonction des années civiles.

\*\* Données préliminaires.

\*\*\* Ce chiffre représente l'objectif fixé par territoire dans le Plan annuel d'immigration 2006.

Source : Banque Statistique sur l'immigration permanente, 10 mars 2006.

# Question 18

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES BUREAUX, INDIQUER LE NOMBRE DE CERTIFICATS DE SÉLECTION DU QUÉBEC POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2006-2007

b) Nombre de certificats de sélection du Québec par bureau d'immigration du Québec (BIQ) à l'étranger et unités administratives au Québec par pays d'origine - (quinze premiers pays) - au cours des cinq dernières années\*

BIQ Vienne	2001	2002	2003	2004	2005**	Objectif 2006***
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Roumanie	2778	4144	3488	3473	3108	-
Bulgarie	627	770	1167	1025	565	-
Moldavie	290	303	361	332	591	-
Ukraine	155	95	265	397	396	-
Fédération de Russie	286	239	301	184	188	-
Allemagne	24	26	141	173	249	-
Kazakhstan	90	50	72	90	75	-
Allemagne fédérale	41	34	135	83	7	-
Bélarus	11	33	70	55	117	-
Albanie	113	27	74	47	15	-
Afghanistan	0	6	36	177	0	-
Bosnie-Herzégovine	88	15	9	2	0	-
Ouzbékistan	20	12	31	20	18	-
Canada	14	20	34	19	9	-
Pologne	12	27	16	22	13	-
Autres	152	195	208	198	143	-
Total	4701	5996	6408	6297	5494	5945
Informations manquantes	51	34	14	6	3	-
Total des CSQ	4752	6030	6422	6303	5497	5 945
Direction de la sélection des travailleurs (DST) Territoire États-Unis	2001	2002	2003	2004	2005**	Objectif 2006***
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
France	800	697	599	768	567	-
États-Unis d'Amérique	366	420	537	555	571	-
Maroc	337	324	245	308	183	-
Tunisie	231	223	176	191	129	-
Chine	99	144	139	200	215	-
Inde	53	119	105	142	93	-
Royaume-Uni	85	157	90	77	63	-
Liban	46	64	84	99	101	-
Cameroun	43	58	85	90	73	-
Mexique	35	68	52	96	52	-
Haïti	67	58	63	66	48	-
Canada	31	38	31	144	30	-
Algérie	50	45	62	57	57	-
Côte d'Ivoire	45	50	62	60	53	-
Fédération de Russie	67	63	42	32	64	-
Autres	1093	1182	1140	1439	1295	-
Total	3448	3710	3512	4324	3594	4870
Informations manquantes	42	13	3	2	9	-
Total des CSQ	3490	3723	3515	4326	3603	4 870

\* Les données sont compilées en fonction des années civiles.

\*\* Données préliminaires.

\*\*\* Ce chiffre représente l'objectif fixé par territoire dans le Plan annuel d'immigration 2006.

Source : Banque Statistique sur l'immigration permanente, 10 mars 2006.

Question 18

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES BUREAUX, INDIQUER LE NOMBRE DE CERTIFICATS DE SÉLECTION DU QUÉBEC POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2006-2007

b) Nombre de certificats de sélection du Québec par bureau d'immigration du Québec (BIQ) à l'étranger et unités administratives au Québec par pays d'origine - (quinze premiers pays) - au cours des cinq dernières années\*

Direction de la sélection des travailleurs (DST) Territoire Maghreb	2001	2002	2003	2004	2005**	Objectif 2006***
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Algérie	2986	2690	1948	3914	4602	-
Maroc	3410	2330	2148	3882	4160	-
Tunisie	544	314	295	466	493	-
France	68	89	35	26	11	-
Canada	64	73	43	9	1	-
Côte d'Ivoire	0	50	13	2	2	-
Togo	0	38	5	2	0	-
Maurice	0	21	6	0	1	-
Cameroun	0	9	8	7	1	-
Jamahiriya arabe libyenne	0	1	0	24	0	-
Kenya	0	0	18	0	0	-
Sénégal	0	5	12	0	0	-
Bénin	0	13	1	0	0	-
Madagascar	0	11	2	1	0	-
États-Unis d'Amérique	2	4	0	6	1	-
Autres	146	447	48	14	16	-
Total	7220	6095	4582	8353	9288	4670
Informations manquantes	62	96	26	12	35	-
Total des CSQ	7282	6191	4608	8365	9323	4 670

\* Les données sont compilées en fonction des années civiles.

\*\* Données préliminaires.

\*\*\* Ce chiffre représente l'objectif fixé par territoire dans le Plan annuel d'immigration 2006.

Source : Banque Statistique sur l'immigration permanente, 10 mars 2006.



Question 18

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS  
DESSERVIS PAR CES BUREAUX, INDIQUER POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS  
POUR 2006-2007

c) Nombre de certificats de sélection du Québec délivrés par les bureaux d'immigration du Québec (BIQ), selon la  
catégorie d'immigration - au cours des cinq dernières années\*

BIQ Buenos-Aires						
Catégorie d'immigration	2001	2002	2003	2004	2005**	Objectif 2006*****
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Regroupement familial***	0	0	0	0	0	-
Réfugiés****	0	0	0	0	0	-
Travailleurs indépendants	0	0	628	1 179	1 070	1 950
Gens d'affaires	0	0	13	32	22	40
Total	0	0	641	1 211	1 092	1 990
BIQ Damas						
Catégorie d'immigration	2001	2002	2003	2004	2005**	Objectif 2006*****
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Regroupement familial***	0	3	0	0	0	0
Réfugiés****	463	625	463	205	5	0
Travailleurs indépendants	1405	1344	1908	2211	1452	2200
Gens d'affaires	865	1184	756	1679	1815	1500
Total	2733	3156	3127	4095	3272	3700
BIQ Hong Kong						
Catégorie d'immigration	2001	2002	2003	2004	2005**	Objectif 2006*****
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Regroupement familial***	0	0	0	0	0	-
Réfugiés****	6	19	28	21	4	-
Travailleurs indépendants	943	633	1 163	1 086	401	1000
Gens d'affaires	4 005	4 367	5 304	4 924	4 308	4690
Total	4 954	5 019	6 495	6 031	4 713	5 690
BIQ Mexico						
Catégorie d'immigration	2001	2002	2003	2004	2005**	Objectif 2006*****
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Regroupement familial***	3	0	0	0	0	0
Réfugiés****	778	963	1427	1009	11	0
Travailleurs indépendants	2743	3575	3904	2678	3069	4550
Gens d'affaires	141	245	113	22	30	70
Total	3665	4783	5444	3709	3110	4620
BIQ Paris						
Catégorie d'immigration	2001	2002	2003	2004	2005**	Objectif 2006*****
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Regroupement familial***	0	0	0	1	0	0
Réfugiés****	7	0	12	516	98	0
Travailleurs indépendants	3423	4849	5766	7294	5672	6975
Gens d'affaires	166	209	209	291	240	290
Total	3596	5058	5987	8102	6010	7265
Antenne de Bruxelles						
Catégorie d'immigration	2001	2002	2003	2004	2005**	Objectif 2006*****
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Regroupement familial***	0	0	0	0	0	-
Réfugiés****	0	0	0	0	0	-
Travailleurs indépendants	357	417	535	442	308	525
Gens d'affaires	21	3	17	25	19	25
Total	378	420	552	467	327	550

\* Données compilées en fonction des années civiles.

\*\* Données préliminaires.

\*\*\* Notons que le traitement des dossiers en regroupement familial a été progressivement transféré des BIQ vers un traitement centralisé au Québec à partir de l'année 2000.

\*\*\*\* Depuis le 1er février 2005, les CSQ émis aux réfugiés à l'étranger sont inclus dans le nombre de CSQ délivrés au Québec pour l'étranger ce qui explique l'absence de prévisions pour l'année 2006 dans les BIQ.

\*\*\*\*\* Ce chiffre représente l'objectif fixé par territoire dans le Plan annuel d'immigration 2006.

Source : Banque Statistique sur l'immigration permanente, 10 mars 2006

Question 18

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES BUREAUX, INDIQUER POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2006-2007						
c) Nombre de certificats de sélection du Québec délivrés par les bureaux d'immigration du Québec (BIQ), selon la catégorie d'immigration - au cours des cinq dernières années*						
BIQ Vienne						
Catégorie d'immigration	2001	2002	2003	2004	2005**	Objectif 2006*****
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Régroupement familial***	0	0	0	0	0	0
Réfugiés****	128	159	111	252	3	0
Travailleurs indépendants	4568	5830	6278	6026	5469	5900
Gens d'affaires	56	41	33	25	25	45
Total	4752	6030	6422	6303	5497	5945
Territoire États-Unis						
Catégorie d'immigration	2001	2002	2003	2004	2005**	Objectif 2006*****
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Régroupement familial***	0	0	0	0	0	-
Réfugiés****	0	0	0	0	0	-
Travailleurs indépendants	3 403	3 644	3 456	4 248	3 567	4800
Gens d'affaires	87	79	59	78	36	70
Total	3 490	3 723	3 515	4 326	3 603	4 870
Territoire Maghreb						
Catégorie d'immigration	2001	2002	2003	2004	2005**	Objectif 2006*****
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Régroupement familial***	0	2	0	0	0	0
Réfugiés****	5	370	6	0	0	0
Travailleurs indépendants	7072	5695	4494	8204	9218	4600
Gens d'affaires	205	124	108	161	105	70
Total	7282	6191	4608	8365	9323	4670
* Données compilées en fonction des années civiles.						
** Données préliminaires.						
*** Notons que le traitement des dossiers en regroupement familial a progressivement été transféré des BIQ vers un traitement centralisé au Québec à partir de l'année 2000.						
**** Depuis le 1er février 2005, les CSQ émis aux réfugiés à l'étranger sont inclus dans le nombre de CSQ délivrés au Québec pour l'étranger ce qui explique l'absence d'objectif pour l'année 2006 dans les BIQ.						
***** Ce chiffre représente l'objectif fixé par territoire dans le Plan annuel d'immigration 2006.						
Source : Banque Statistique sur l'immigration permanente, 10 mars 2006						

## Question 18

**POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES BUREAUX, INDIQUER LE NOMBRE D'ADMISSIONS POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2006-2007**

**d) Nombre d'immigrants admis de 2001 à 2005<sup>1</sup>, selon l'unité administrative traitante et la langue maternelle**

	BIQ Buenos Aires	BIQ Damas	BIQ Hong Kong	BIQ Mexico	BIQ Paris et Bruxelles <sup>2</sup>	BIQ Territoire Maghreb	BIQ Territoire États-Unis	BIQ Vienne	Dir. sél. des travailleurs	Immigration humanitaire	Serv. d'immig. au Québec	Indéterminés <sup>3</sup>	Total
Arabe	1	5 896	74	138	2 200	18 125	2 939	150	186	9 467	208	4 107	43 491
Français	12	45	86	215	14 578	499	4 207	367	12	4 340	222	900	25 483
Espagnol	775	6	9	10 901	133	0	784	9	8	9 489	781	875	23 770
Mandarin	0	0	7 036	91	30	1	146	2	1	2 200	1 214	5 645	16 366
Roumain	1	3	3	5	169	20	241	10 659	18	1 204	45	780	13 148
Langues créoles	3	0	2	2 734	265	18	202	2	30	3 904	311	866	8 337
Russe	43	53	8	227	739	86	427	1 806	24	2 141	206	708	6 468
Anglais	6	195	33	55	342	11	1 145	18	7	3 071	39	629	5 551
Pendjabi	0	77	22	7	11	0	75	0	2	5 011	59	226	5 490
Berbère	0	3	1	4	222	2 439	61	15	6	584	7	144	3 486
Bulgare	3	6	4	7	65	9	69	2 668	3	230	8	213	3 285
Ourdou	0	186	56	2	26	0	97	2	16	2 329	28	461	3 203
Tamoul	0	12	4	1	18	0	50	1	0	2 910	10	142	3 148
Tagal	0	3	88	1	5	0	31	0	573	1 446	92	193	2 432
Autres africaines	0	4	0	0	215	600	101	26	0	1 247	86	85	2 364
Autres chinoises	0	5	92	106	398	14	547	4	5	436	49	606	2 262
Bengali	0	9	241	8	9	1	74	1	7	1 661	3	241	2 255
Coréen	3	0	1 203	18	16	0	167	1	0	197	204	180	1 989
Farsi	0	831	11	2	27	0	64	43	8	716	15	258	1 975
Dari	0	1 082	85	0	10	0	0	287	0	262	22	160	1 908
Cantonais	0	0	529	26	2	0	13	0	0	659	219	134	1 582
Turc	0	263	0	1	10	2	72	10	1	922	41	85	1 407
Portugais	156	0	3	179	57	0	116	15	2	585	13	133	1 259
Vietnamien	0	0	38	1	80	0	49	1	2	868	77	63	1 179
Kirundi	1	7	1	0	527	53	12	1	0	418	63	42	1 125
Lingala	0	13	11	1	130	5	6	16	1	827	42	33	1 085
Albanais	0	0	0	0	50	0	25	217	7	628	35	62	1 024
Autres langues	39	626	218	115	2 122	276	1 588	1 610	116	8 545	579	1 462	17 296
Total	1 043	9 325	9 858	14 845	22 456	22 159	13 308	17 931	1 035	66 297	4 678	19 433	202 368

1 Selon l'année civile. Données préliminaires pour 2005.

2 Pour assurer la cohérence des données, les dossiers de Maghrébains traités à Paris sont attribués au Maghreb.

3 L'unité administrative qui traite la demande est indéterminée lorsque que le certificat de sélection (CSQ) n'a pu être retracé ou, encore, lorsque l'immigrant a été admis sans avoir été sélectionné. Ce regroupement comprend aussi 163 immigrants traités par diverses unités administratives.

# Question 18

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES BUREAUX, INDIQUER LE NOMBRE D'ADMISSIONS POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2006-2007

e) Nombre d'immigrants admis de 2001 à 2005<sup>1</sup>, selon l'unité administrative traitante et le statut familial

Statut familial		Année d'admission				
		2001	2002	2003	2004	2005
BIQ Buenos Aires	Requérant principal	0	0	0	133	325
	Personnes à charge	0	0	0	158	427
	Sous-total	0	0	0	291	752
BIQ Damas	Requérant principal	773	744	868	649	863
	Personnes à charge	1 123	911	1 200	1 003	1 191
	Sous-total	1 896	1 655	2 068	1 652	2 054
BIQ Hong Kong	Requérant principal	1 194	747	413	602	673
	Personnes à charge	2 421	1 348	637	825	998
	Sous-total	3 615	2 095	1 050	1 427	1 671
BIQ Mexico	Requérant principal	1 085	1 131	1 499	1 656	1 186
	Personnes à charge	1 374	1 453	1 989	2 192	1 280
	Sous-total	2 459	2 584	3 488	3 848	2 466
BIQ Paris <sup>2</sup> et Bruxelles	Requérant principal	2 584	2 136	2 259	2 961	3 044
	Personnes à charge	1 873	1 397	1 554	2 311	2 337
	Sous-total	4 457	3 533	3 813	5 272	5 381
BIQ Territoire Maghreb	Requérant principal	2 563	3 050	2 127	2 159	1 830
	Personnes à charge	2 182	2 459	1 849	1 975	1 965
	Sous-total	4 745	5 509	3 976	4 134	3 795
BIQ Territoire États-Unis	Requérant principal	1 349	1 761	1 960	2 249	1 979
	Personnes à charge	594	674	862	1 039	841
	Sous-total	1 943	2 435	2 822	3 288	2 820
BIQ Vienne	Requérant principal	956	1 568	1 366	1 714	1 618
	Personnes à charge	1 385	2 343	2 156	2 493	2 332
	Sous-total	2 341	3 911	3 522	4 207	3 950
Direction de la sélection des travailleurs	Requérant principal	0	3	238	202	314
	Personnes à charge	0	1	198	31	48
	Sous-total	0	4	436	233	362
Immigration humanitaire	Requérant principal	9 646	9 273	9 911	10 978	11 204
	Personnes à charge	3 125	2 888	2 552	3 212	3 508
	Sous-total	12 771	12 161	12 463	14 190	14 712
Services d'immigration au Québec	Requérant principal	746	729	724	850	828
	Personnes à charge	208	88	92	167	246
	Sous-total	954	817	816	1 017	1 074
Indéterminés <sup>3</sup>	Requérant principal	1 298	1 596	2 622	2 325	1 836
	Personnes à charge	1 058	1 329	2 507	2 362	2 500
	Sous-total	2 356	2 925	5 129	4 687	4 336
Total		37 537	37 629	39 583	44 246	43 373

1 Selon l'année civile. Données préliminaires pour 2005.

2 Pour assurer la cohérence des données, les dossiers de Maghrébains traités à Paris sont attribués au Maghreb.

3 L'unité administrative qui traite la demande est indéterminée lorsque que le certificat de sélection (CSQ) n'a pu être retracé ou, encore, lorsque l'immigrant a été admis sans avoir été sélectionné. Ce regroupement comprend aussi 163 immigrants traités par diverses unités administratives.

QUESTION 18

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS  
DESSERVIS PAR CES SERVICES, INDIQUER POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS  
POUR 2006-2007

**Note :** Les données concernant les pays desservis par les bureaux d'immigration du Québec ne sont pas disponibles

**f) Total des sommes obtenues par le biais des frais chargés aux personnes qui font une  
demande d'immigration et une demande de résidence permanente (demande de certificat de  
sélection) pour les cinq dernières années ainsi que les prévisions pour 2006-2007**

	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Sommes obtenues par le biais des frais chargés pour les demandes de certificats de sélection (en millions de dollars)	15,2	15,2	20,3	20,2	19,1

\* On conviendra qu'il s'agit de sommes obtenues pour les droits perçus pour des demandes de certificat de sélection  
traitées au Québec et à l'étranger. La répartition par Bureau d'immigration du Québec (BIQ) n'est pas possible  
puisque des systèmes de comptabilité différents ont été appliqués pour les périodes visées.

QUESTION 19

POUR CHACUN DES SERVICES D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER, INDIQUER LES EFFECTIFS POUR LE RECRUTEMENT ET LA SÉLECTION DES IMMIGRANTS, À LA FIN DE L'EXERCICE 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 ET PRÉVISIONS DES VARIATIONS DU NOMBRE D'EFFECTIFS POUR 2006-2007

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans le Cahier explicatif des crédits 2004-2005 du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et dans le Cahier explicatif des crédits 2005-2006 du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

EXERCICE 2005-2006

BIQ ET TERRITOIRE	DIRECTEURS ET CONSEILLERS	PERSONNEL DE SOUTIEN	TOTAL 2005-2006
Buenos Aires	2	4	6
Damas	1	6	7
Hong Kong	1	21	22
Mexico	1	7	8
New York	0	2	2 <sup>1</sup>
Paris (incluant Bruxelles)	3	18	21
Vienne	2	9	11
TOTAL	10	67	77

LES EFFECTIFS EN POSTE AU QUÉBEC POUR LE RECRUTEMENT ET LA SÉLECTION DES IMMIGRANTS À LA FIN DE L'EXERCICE 2005-2006 ET LES PRÉVISIONS DES VARIATIONS D'EFFECTIFS POUR 2006-2007<sup>2</sup>

CONSEILLERS	PERSONNEL DE SOUTIEN	TOTAL 2005-2006
30	18	48

EXERCICE 2004-2005

BIQ ET TERRITOIRE	DIRECTEURS ET CONSEILLERS	PERSONNEL DE SOUTIEN	TOTAL 2004-2005
Buenos Aires	2	4	6
Damas	1	6	7
Hong Kong	2	22	24
Mexico	1	6	7
New York	-	2	2
Paris (incluant Bruxelles)	4	22	26
Vienne	2	9	11
TOTAL	12	71	83

LES EFFECTIFS EN POSTE AU QUÉBEC POUR LE RECRUTEMENT ET LA SÉLECTION DES IMMIGRANTS À LA FIN DE L'EXERCICE 2004-2005<sup>3</sup>

CONSEILLERS	PERSONNEL DE SOUTIEN	TOTAL 2004-2005
28	18	46

<sup>1</sup> La totalité des activités du bureau de New York a été rapatriée à Montréal le 1<sup>er</sup> novembre 2005.

<sup>2</sup> Les activités des territoires Maghreb et Amérique du Nord sont gérées à partir du Québec. De plus, des conseillers en poste au Québec effectuent des missions de sélection dans les différents territoires des BIQ. De même, une partie importante des entrevues de sélection des gens d'affaires s'effectue à Montréal.

<sup>3</sup> Les activités des territoires Maghreb et Amérique du Nord sont gérées à partir du Québec. De plus, des conseillers en poste au Québec effectuent des missions de sélection dans les différents territoires des BIQ.

QUESTION 20

**NOMBRE DE PERMIS RESTRICTIFS OU DE SÉJOURS TEMPORAIRES OCTROYÉS EN 2001-2002, 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 ET PRÉVISIONS POUR 2006-2007 ET RÉPARTITION SELON LES CATÉGORIES SUIVANTES : ÉTUDIANTS, TRAVAILLEURS, CAS MÉDICAUX**

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans le cahier explicatif des crédits 2004-2005 du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et dans le cahier explicatif des crédits 2005-2006 du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Le consentement du Québec est requis avant l'admission au Québec de certains ressortissants étrangers souhaitant venir pour y étudier, travailler ou recevoir un traitement médical. Ce consentement se traduit par la délivrance d'un certificat d'acceptation du Québec (CAQ).

	2002	2003	2004	2005 <sup>1</sup>
Étudiants <sup>2</sup>	18 487	19 859	19 773	18 628 <sup>3</sup>
Travailleurs <sup>2</sup>	7 655	8 961	8 729	8 863
Cas médicaux <sup>2</sup>	28	32	18	19
<b>TOTAL</b>	<b>26 170</b>	<b>28 852</b>	<b>28 520</b>	<b>27 510</b>

1 Données préliminaires pour 2005.

2 Ces données sont disponibles pour les années civiles seulement. Elles totalisent les certificats d'acceptation du Québec délivrés au Québec et à l'étranger.

3 À la différence des années antérieures, les données de 2005 représentent le nombre de personnes auxquelles le Québec a délivré un certificat d'acceptation pour études plutôt que le nombre de certificats délivrés. Elles excluent donc les certificats qui auraient pu être délivrés en raison de corrections diverses.

**RÉPARTITION DES IMMIGRANTS ÉTABLIS AU QUÉBEC SELON LA RÉGION D'ÉTABLISSEMENT, DEPUIS 1998, EN INDIQUANT LE PAYS DE NAISSANCE, LE TYPE D'IMMIGRANT ET LEUR OCCUPATION AU QUÉBEC**

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans le Cahier explicatif des crédits 2004-2005 du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et dans le Cahier explicatif des crédits 2005-2006 du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

**1. Répartition des immigrants établis au Québec selon la région d'établissement (territoires des directions régionales du MICC) et le pays de naissance**

Cinq principaux pays de naissance des immigrants admis de 2000 à 2004 selon leur région d'établissement :

<b>Capitale-Nationale et Est-du-Québec<sup>1</sup></b>	<b>Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec</b>	<b>Estrie, Mauricie et Centre-du-Québec</b>
France	Colombie	Colombie
Colombie	France	France
Maroc	Chine	Maroc
Chine	Roumanie	Rép. dém. du Congo
Algérie	Maroc	Chine
<b>Laval, Laurentides et Lanaudière</b>	<b>Montréal</b>	<b>Montréal</b>
France	France	Algérie
Roumanie	Roumanie	Maroc
Liban	Chine	Chine
Maroc	Maroc	Roumanie
Haïti	Colombie	France

\* Les données sur la région d'établissement des immigrants admis en 2005 ne sont pas encore disponibles.

<sup>1</sup> Capitale-Nationale et Est-du-Québec : régions administratives de la Capitale-Nationale, du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, de la Chaudière-Appalaches, de la Côte-Nord et du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

**2. Répartition des immigrants établis au Québec selon le type d'immigrants**

- Immigrants admis de 2000 à 2004 :
  - 17,3 % se sont établis à l'extérieur de la Région métropolitaine de Montréal (île de Montréal, Longueuil et Laval);
  - 80,9 % dans la Région métropolitaine de Montréal;
  - 1,8 % dans une région non déterminée.
- Immigrants admis de 2000 à 2004, établis dans la **Région métropolitaine de Montréal**, par catégorie :
  - 58,4 % : Immigration économique;
  - 23,8 % : Regroupement familial;
  - 17,2 % : Réfugiés et personnes en situation semblable.
- Immigrants admis de 2000 à 2004, établis à l'extérieur de la **Région métropolitaine de Montréal**, par catégorie :
  - 45,6 % : Immigration économique;
  - 27,5 % : Regroupement familial;
  - 26,7 % : Réfugiés et personnes en situation semblable.

**3. Répartition des immigrants établis au Québec selon leur occupation (profession) au Québec**

La seule source exhaustive nous permettant de connaître la profession exercée par la population immigrante provient des données du Recensement de 2001 sur la population active occupée selon la profession. Ces données nous indiquent, qu'en 2001, les principales professions sont celles liées à la vente et aux services (21,8 % de la population immigrée occupée), aux affaires, à la finance et à l'administration (14,8 %), à la transformation et à la fabrication (13,6 %), à la gestion (11,9 %) et aux domaines des métiers, du transport et de la machinerie (10,6 %). Ces cinq groupes professionnels rassemblent près des trois quarts de la population immigrée en emploi.



QUESTION 22

VENTILATION DU NOMBRE DE RÉFUGIÉS SÉLECTIONNÉS À L'ÉTRANGER PAR PAYS, PAR LANGUE D'ORIGINE  
EN 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005 ET 2005-2006

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans le Cahier explicatif des crédits 2004-2005 du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et dans le Cahier explicatif des crédits 2005-2006 du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

LES DONNÉES PORTENT SUR LES RÉFUGIÉS SÉLECTIONNÉS À L'ÉTRANGER\*  
ET ADMIS AU QUÉBEC EN 2004 ET 2005\*\*(LES 10 PRINCIPAUX)

2004		2005	
PAYS DE NAISSANCE	NOMBRE	PAYS DE NAISSANCE	NOMBRE
Colombie	1 119	Colombie	1 047
Afghanistan	257	Afghanistan	281
Rép. dém. du Congo	251	Rép. dém. du Congo	203
Burundi	94	Burundi	136
Rwanda	65	Rwanda	69
Tanzanie	36	Tanzanie	55
Iran	30	Tadjikistan	46
Iraq	27	Iran	30
Congo	26	Ouzbékistan	30
Russie	26	Congo	19
Autres	158	Autres	149
Total	2 089	Total	2 065

2004		2005	
LANGUE MATERNELLE	NOMBRE	LANGUE MATERNELLE	NOMBRE
Espagnol	1 129	Espagnol	1 052
Dari <sup>1</sup>	246	Dari <sup>1</sup>	280
Kirundi <sup>2</sup>	118	Kirundi <sup>2</sup>	171
Français	82	Français	103
Lingala <sup>2</sup>	79	Kinyarwanda <sup>2</sup>	52
Kinyarwanda <sup>2</sup>	77	Uzbek <sup>3</sup>	33
Farsi <sup>4</sup>	57	Farsi <sup>4</sup>	29
Swahili <sup>2</sup>	48	Somali <sup>2</sup>	28
Arabe	41	Lingala <sup>2</sup>	24
Russe	27	Swahili <sup>2</sup>	22
Autres	185	Autres	271
Total	2 089	Total	2 065

\* Réfugiés pris en charge par le gouvernement, parrainés ou autonomes financièrement

\*\* Les données en immigration sont disponibles par année civile et celles-ci sont préliminaires pour 2005

<sup>1</sup> Cette langue est parlée par des réfugiés nés en Afghanistan.

<sup>2</sup> Ces langues sont parlées par des réfugiés nés au Burundi, au Congo, en République démocratique du Congo, au Rwanda ou en Tanzanie.

<sup>3</sup> Ces langues sont parlées par des réfugiés nés en Afghanistan, en Ouzbékistan ou au Tadjikistan.

<sup>4</sup> Cette langue est parlée par des réfugiés nés en Iran.

Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Direction de la recherche et de l'analyse prospective.

QUESTION 23

**NOMBRE DE MISSIONS DE RÉFUGIÉS EN 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005 ET 2005-2006  
PAYS VISITÉS ET NOMBRE D'IMMIGRANTS SÉLECTIONNÉS À LA SUITE DE CES MISSIONS<sup>1</sup>**

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans le Cahier explicatif des crédits 2004-2005 du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et dans le Cahier explicatif des crédits 2005-2006 du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

**2003** : 2 missions à Islamabad (Pakistan) – 250 réfugiés sélectionnés

**2004** : Aucune mission

**2005** : 2 missions à Islamabad (Pakistan) – 360 réfugiés sélectionnés

<sup>1</sup> Données compilées par année civile.

QUESTION 24 A

NOMBRE D'ÉTUDIANTS POUR LES COURS OFFERTS EN 2004-2005 ET 2005-2006 POUR CHAQUE RÉGION  
PAR MILIEU DE FORMATION - COURS À TEMPS COMPLET ET À TEMPS PARTIEL

NOMBRE TOTAL D'ÉTUDIANTS POUR LES COURS À TEMPS COMPLET<sup>1</sup>

A. Nombre d'étudiants inscrits aux cours à temps complet selon le milieu de formation

Milieu de formation										
Région	Carrefour		Collégial et universitaire		Commission scolaire		OBNL		Total	
	2004-2005	2005-2006	2004-2005	2005-2006	2004-2005	2005-2006	2004-2005	2005-2006	2004-2005	2005-2006
Immigration Québec Montréal	510	0	5 456	5 795	0	25	667	710	6 633	6 530
Immigration Québec Laval, Laurentides et Lanaudière	29	0	321	454	72	60	84	61	506	575
Immigration Québec Montérégie	112	0	485	641	168	151	77	111	842	903
Immigration Québec Estrie, Mauricie et centre du Québec	52	0	359	457	241	174	54	72	706	703
Immigration Québec Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	63	0	389	323	0	0	0	0	452	323
Immigration Québec Capitale-Nationale et l'Est-du-Québec	35	0	636	633	0	0	63	47	734	680
TOTAL	801	0	7 646	8 303	481	410	945	1 001	9 873	9 714

B. Nombre d'étudiants inscrits aux cours sur mesure à temps complet selon les milieux de formation

Milieu de formation										
Région	Carrefour		Collégial et universitaire		Commission scolaire		OBNL		Total	
	2004-2005	2005-2006	2004-2005	2005-2006	2004-2005	2005-2006	2004-2005	2005-2006	2004-2005	2005-2006
Immigration Québec Montréal	0	0	535	721	0	0	10	15	545	736
Immigration Québec Laval, Laurentides et Lanaudière	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Immigration Québec Montérégie	0	0	25	34	15	0	0	0	40	34
Immigration Québec Estrie, Mauricie et centre du Québec	0	0	27	19	59	0	0	0	86	19
Immigration Québec Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	0	0	42	18	0	0	0	0	42	18
Immigration Québec Capitale-Nationale et l'Est-du-Québec	0	0	77	99	0	0	16	0	93	99
TOTAL	0	0	706	873	74	0	26	15	806	906

<sup>1</sup> Pour 2005-2006, il s'agit des dernières données disponibles au 10 avril 2006 pour l'ensemble des tableaux A, B, C et D.

QUESTION 24 A

NOMBRE D'ÉTUDIANTS POUR LES COURS OFFERTS EN 2004-2005 ET 2005-2006 POUR CHAQUE RÉGION PAR MILIEU DE FORMATION - COURS À TEMPS COMPLET ET À TEMPS PARTIEL

C. Nombre d'étudiants inscrits aux cours réguliers à temps partiel selon les milieux de formation

Milieu de formation										
Région	Carrefour		Collégial et universitaire		Commission scolaire		OBNL		Total	
	2004-2005	2005-2006	2004-2005	2005-2006	2004-2005	2005-2006	2004-2005	2005-2006	2004-2005	2005-2006
Immigration Québec Montréal	291	0	698	430	0	0	6 785	6 766	7 774	7 196
Immigration Québec Laval, Laurentides et Lanaudière	0	0	89	42	85	173	151	192	325	407
Immigration Québec Montérégie	61	0	0	0	0	0	495	601	556	601
Immigration Québec Estrie, Mauricie et Centre du Québec	0	0	2	0	0	0	83	135	85	135
Immigration Québec Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Immigration Québec Capitale-Nationale et l'Est-du-Québec	0	0	3	1	7	16	304	230	314	247
TOTAL	352	0	792	474	92	177	7 818	7 909	9 054	8 586

D. Nombre d'étudiants inscrits aux cours sur mesure à temps partiel selon les milieux de formation<sup>2</sup>

Types de cours sur mesure <sup>3</sup>										
Région	Personnes isolées		Aides familiales et insertion au milieu de travail		Français écrit		Milieu de travail		Auto-apprentissage	
	2004-2005	2005-2006	2004-2005	2005-2006	2004-2005	2005-2006	2004-2005	2005-2006	2004-2005	2005-2006
Immigration Québec – Montréal	NSP	447	NSP	487	NSP	523	476	670	NSP	228
Immigration Québec – Laval, Laurentides et Lanaudière	NSP	2	NSP	0	NSP	119	0	0	NSP	0
Immigration Québec – Montérégie	NSP	0	NSP	0	NSP	0	0	0	NSP	0
Immigration Québec - Estrie, Mauricie et Centre du Québec	NSP	0	NSP	29	NSP	0	0	0	NSP	0
Immigration Québec - Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	NSP	11	NSP	0	NSP	15	0	0	NSP	0
Immigration Québec Capitale-Nationale et l'Est-du-Québec	NSP	0	NSP	37	NSP	30	2	8	NSP	140
TOTAL	NSP	460	NSP	524	NSP	716	478	678	NSP	368

<sup>2</sup> Le total de ces différents types de cours en 2005-2006 est de 2 746. Ce chiffre correspond à un nombre d'inscriptions et non d'étudiants rejoins. En effet, un client pouvant avoir fréquenté plusieurs formules de cours, le total de clients rejoins « toutes formules confondues » peut être inférieur à la somme des parties.

<sup>3</sup> En 2004-2005 les clientèles spécifiques de ces types de cours étaient comptabilisées, le cas échéant, à même les cours réguliers à temps partiel.

QUESTION 24 A

**NOMBRE D'ÉTUDIANTS POUR LES COURS OFFERTS EN 2004-2005 ET 2005-2006 POUR CHAQUE RÉGION  
PAR MILIEU DE FORMATION - COURS À TEMPS COMPLET ET À TEMPS PARTIEL**

**Informations complémentaires aux tableaux C et D**

En 2005-2006, il y a eu 10 148 clients uniques rejoints au temps partiel, peu importe le type de cours, comparativement à 9 532 clients uniques en 2004-2005. Il est à noter qu'en 2005-2006 le MICC a développé une offre de cours sur mesure à temps partiel, distinction qui n'existait pas auparavant. Ainsi si l'on comptabilisait l'ensemble des inscriptions aux cours réguliers et sur mesure à temps partiel en 2005-2006, on obtiendrait 11 332 inscriptions pour les 10 148 clients uniques.

# QUESTION 24 B

## NOMBRE DE NOUVEAUX ÉTUDIANTS INSCRITS EN 2004-2005 ET 2005-2006<sup>1</sup> POUR CHAQUE RÉGION COURS À TEMPS COMPLET ET À TEMPS PARTIEL

### A. Nombre de nouveaux étudiants inscrits aux cours à temps complet

Régions	2004-2005	2005-2006 <sup>1</sup>
Immigration Québec – Montréal	4 014	4 245
Immigration Québec – Laval, Laurentides et Lanaudière	333	332
Immigration Québec – Montérégie	500	545
Immigration Québec – Estrie, Mauricie et centre du Québec	387	420
Immigration Québec – Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	238	186
Immigration Québec – Capitale-Nationale de l'Est-du-Québec	473	402
<b>TOTAL</b>	<b>5 945</b>	<b>6 130</b>

### B. Nombre de nouveaux étudiants inscrits aux cours à temps partiel

Régions	2004-2005	2005-2006 <sup>1</sup>
Immigration Québec – Montréal	5 390	5 719
Immigration Québec – Laval, Laurentides et Lanaudière	251	323
Immigration Québec – Montérégie	339	418
Immigration Québec – Estrie, Mauricie et Centre du Québec	71	127
Immigration Québec – Outaouais, Abitibi-témiscamingue et Nord-du-Québec	0	26
Immigration Québec – Capitale-Nationale et l'Est-du-Québec	244	161
<b>TOTAL</b>	<b>6 295</b>	<b>6 774</b>

<sup>1</sup> Données préliminaires au 10 avril 2006.

**DONNÉES DÉTAILLÉES SUR LES BUDGETS GLOBAUX AUX SERVICES IMMIGRATION-QUÉBEC  
POUR 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006. NOMBRE DE DEMANDES D'ADMISSION  
ET TAUX D'ACCEPTATION PAR RAPPORT AUX CANDIDATS ADMISSIBLES DE 2005-2006.  
INDIQUER LE POURCENTAGE DE LA CLIENTÈLE POTENTIELLE REJOINTE**

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans le Cahier explicatif des crédits 2004-2005 du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et dans le Cahier explicatif des crédits 2005-2006 du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

**NOMBRE DE DEMANDES D'ADMISSION ET TAUX D'ACCEPTATION  
PAR RAPPORT AUX CANDIDATS ADMISSIBLES DE 2005-2006**

Les Carrefours d'intégration ont fait place aux Services Immigration-Québec (SIQ) en 2004-2005, dans la foulée des travaux entourant la révision des services de francisation, le parachèvement du partenariat en francisation avec les établissements d'enseignements et les organismes communautaires, la gestion centralisée des activités de francisation, la redéfinition des services d'intégration et la mise en place de l'accompagnement personnalisé. Le service Immigration-Québec constitue la porte d'entrée gouvernementale des services aux immigrants, en offrant des services d'accueil, d'installation, d'intégration sociale et économique en étroite collaboration avec les autres services du ministère et ceux offerts par des partenaires.

Le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) accueille les nouveaux arrivants à l'aéroport international de Montréal. Pour ceux qui ont un statut de résident permanent, un rendez-vous est fixé avec le service Immigration-Québec (SIQ) qui dessert leur lieu de destination. Rappelons toutefois que ces nouveaux arrivants sont libres de se présenter à nos bureaux pour leur rendez-vous.

Les SIQ offrent des services à l'ensemble de la clientèle des nouveaux arrivants sous différentes formules (entrevues personnalisées, sessions de groupe et autres). Toutes les personnes admissibles peuvent bénéficier des différents services auxquels elles ont droit. Cependant, nous constatons que ce ne sont pas tous les membres admissibles d'une même famille qui se présentent à l'un ou l'autre des services dispensés. En fait, il arrive qu'une seule personne représente une famille complète pour les différents services offerts.

Compte tenu de ces éléments, il nous est difficile d'établir le pourcentage de la clientèle potentielle rejointe. Cependant, nous présentons les données concernant les différents types de services.

TYPES DE SERVICES	TOTAL
<b>Accueil en aéroport<sup>1</sup></b>	
- résident permanent	23 924
- autres	<u>7 217</u>
Total	31 141 personnes
<b>Première entrevue d'aide à l'établissement<sup>1,2</sup></b>	
Sessions Entrevues d'aide à l'installation (Montréal)	5 951
Sessions <i>Premières démarches d'installation (Montréal)</i>	4 663
Sessions Accueil et aide à l'établissement (hors Montréal)	<u>3 466</u>
Total	14 080 personnes
<b>Services d'intégration<sup>1</sup></b>	
Sessions <i>Réalités socio-économiques</i>	4 120
Sessions <i>Intégration au marché du travail<sup>3</sup></i>	2 331
Rencontres d'accompagnement	<u>1 923</u>
Total	8 374 personnes
<b>Évaluations comparatives<sup>1</sup></b>	14 104 évaluations émises
<b>Renseignements téléphoniques<sup>4</sup></b>	Total 147 492 appels répondus

<sup>1</sup> Résultats au 31 mars 2006.

<sup>2</sup> Ces entrevues permettent également de donner les renseignements sur l'offre de services de francisation.

<sup>3</sup> Résultats au 31 octobre 2005. Ce service a été remplacé par les *Rencontres d'accompagnement* en date du 1er novembre 2005.

<sup>4</sup> Résultats au 31 mars 2006.

# QUESTION 25

DONNÉES DÉTAILLÉES SUR LES BUDGETS GLOBAUX AUX SERVICES IMMIGRATION-QUÉBEC  
POUR 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006. NOMBRE DE DEMANDES D'ADMISSION  
ET TAUX D'ACCEPTATION PAR RAPPORT AUX CANDIDATS ADMISSIBLES DE 2005-2006.  
INDIQUER LE POURCENTAGE DE LA CLIENTÈLE POTENTIELLE REJOINTE

## DÉPENSES GLOBALES PROBABLES \* AUX SERVICES IMMIGRATION-QUÉBEC POUR 2005-2006

### Rémunération

Traitements réguliers	8 081 500 \$	
Traitements occasionnels	<u>155 300 \$</u>	
Rémunération totale		8 236 800 \$

### Fonctionnement

Loyers et télécommunications	1 861 200 \$	
Autres dépenses de fonctionnement	<u>200 400 \$</u>	
Total		2 061 600 \$

### Transferts

Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants (PANA)	6 178 600 \$	
Programme régional d'intégration (PRI)	2 201 200 \$	
Programme d'appui aux relations civiques et interculturelles (PARCI)	1 057 000 \$	
Programme d'accueil et d'installation des réfugiés (PAIR)	2 250 000 \$	
Total des transferts		<u>11 686 800 \$</u>

TOTAL DES DÉPENSES		<u>21 985 200 \$</u>
--------------------	--	----------------------

\* Dépenses probables de l'exercice 2005-2006 estimées au 28 février 2006.



QUESTION 26

**LISTE DÉTAILLÉE DES SOMMES VERSÉES\* AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION EN 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, PAR ORGANISME, PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION**

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans le Cahier explicatif des crédits 2004-2005 du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et dans le Cahier explicatif des crédits 2005-2006 du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Liste des sommes versées aux organismes par IMMIGRATION-QUÉBEC DIRECTION RÉGIONALE DE LA CAPITALE-NATIONALE ET DE L'EST-DU-QUÉBEC en 2005-2006

Organismes subventionnés	PANA	PRI	PARCI	TOTAL
Accueil et Intégration BSL inc.		26 575 \$	3 750 \$	30 325 \$
Carrefour jeunesse emploi Saint-Laurent		15 422 \$		15 422 \$
Centre d'accueil, de développement et de formation en langues de Trois-Pistoles (CADFEL)	24 650 \$			24 650 \$
Centre de formation Option-Travail Sainte-Foy	37 536 \$			37 536 \$
Centre international des femmes, Québec		3 750 \$		3 750 \$
Centre multiethnique de Québec	239 462 \$			239 462 \$
Centre R.I.R.E. 2000	13 600 \$		47 000 \$	60 600 \$
Comité portes ouvertes Lac-St-Jean		15 000 \$		15 000 \$
Corporation Intégration Saguenay-Lac-Saint-Jean		22 835 \$	2 500 \$	25 335 \$
GIT Société Inc	27 506 \$		5 775 \$	33 281 \$
ICI Intégration communautaire des immigrants		34 200 \$		34 200 \$
Parc technologique du Québec métropolitain		12 810 \$		12 810 \$
Service d'aide à l'adaptation des immigrants et immigrantes (S.A.A.I.)	54 570 \$			54 570 \$
Service d'orientation et d'intégration des immigrants au travail de Québec (SOIT Québec)	40 936 \$			40 936 \$
Service externe de main-d'œuvre du Saguenay	83 096 \$	36 751 \$	2 500 \$	122 347 \$
Table régionale de concertation en immigration du Saguenay-Lac-Saint-Jean		10 000 \$		10 000 \$
<b>Sous-total</b>	<b>521 356 \$</b>	<b>177 343 \$</b>	<b>61 525 \$</b>	<b>760 224 \$</b>

\*Il s'agit de dépenses probables de l'année 2005-2006 estimées au 20 mars 2006

QUESTION 26

**LISTE DÉTAILLÉE DES SOMMES VERSÉES\* AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION EN 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, PAR ORGANISME, PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION**

Liste des sommes versées aux organismes par IMMIGRATION-QUÉBEC DIRECTION RÉGIONALE DE L'ESTRIE, DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU-QUÉBEC en 2005-2006

Organismes subventionnés	PANA	PRI	PARCI	TOTAL
Accès Travail	21 471 \$	31 500 \$		52 971 \$
Club de recherche d'emploi Mauricie/Bois-Francs	12 852 \$			12 852 \$
Comité d'accueil aux néo canadiens (Trois-Rivières) inc.	63 818 \$			63 818 \$
Comité d'accueil international des Bois-Francs	52 275 \$			52 275 \$
Fondation du centre de formation pour adultes Saint-Michel (La)		106 492 \$		106 492 \$
Regroupement interculturel de Drummond inc.	74 885 \$	64 290 \$		139 175 \$
Service d'accueil aux nouveaux arrivants de la région de Lac-Mégantic	51 000 \$			51 000 \$
Service d'aide aux Néo-canadiens (Sherbrooke) inc. (Le)	303 620 \$		1 500 \$	305 120 \$
Société pour la mise en valeur et de développement des ressources humaines (S.M.V.D.R.H.) inc.		2 000 \$		2 000 \$
Stratégie Carrière		38 619 \$		38 619 \$
<b>Sous-total</b>	<b>579 921 \$</b>	<b>242 900 \$</b>	<b>1 500 \$</b>	<b>824 321 \$</b>

\*Il s'agit de dépenses probables de l'année 2005-2006 estimées au 20 mars 2006

QUESTION 26

**LISTE DÉTAILLÉE DES SOMMES VERSÉES\* AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION EN 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, PAR ORGANISME, PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION**

Liste des sommes versées aux organismes par IMMIGRATION-QUÉBEC DIRECTION RÉGIONALE DE L'OUTAOUAIS, DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET DU NORD-DU-QUÉBEC en 2005-2006

Organismes subventionnés	PANA	PRI	PARCI	TOTAL
Accueil Parrainage Outaouais	164 560 \$			164 560 \$
Association des femmes immigrantes de l'Outaouais	54 026 \$			54 026 \$
Carrefour jeunesse emploi de l'Outaouais	109 650 \$			109 650 \$
Centre d'exposition de Val d'Or		1 917 \$		1 917 \$
Service d'intégration travail Outaouais		34 000 \$		34 000 \$
<b>Sous-total</b>	<b>328 236 \$</b>	<b>35 917 \$</b>	<b>\$</b>	<b>364 153 \$</b>

\*Il s'agit de dépenses probables de l'année 2005-2006 estimées au 20 mars 2006

QUESTION 26

**LISTE DÉTAILLÉE DES SOMMES VERSÉES\* AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION EN 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, PAR ORGANISME, PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION**

Liste des sommes versées aux organismes par IMMIGRATION-QUÉBEC DIRECTION RÉGIONALE DE LAVAL, DES LAURENTIDES ET DE LANAUDIÈRE en 2005-2006

Organismes subventionnés	PANA	PRI	PARCI	TOTAL
C.O.F.F.R.E.T. Centre d'orientation et de formation favorisant les relations ethniques traditionnelles	82 450 \$	43 750 \$	15 000 \$	141 200 \$
Carrefour d'intercultures de Laval	96 900 \$			96 900 \$
Centre de recherche d'emploi Laval	52 156 \$			52 156 \$
Centre d'intégration en emploi des Laurentides (C.I.E. Laurentides)	56 355 \$	60 625 \$		116 980 \$
Comité régional d'éducation pour le développement international Lanaudière	60 384 \$			60 384 \$
Entraide (Pont-Viau et Laval-dès-Rapides) (L')	25 160 \$			25 160 \$
Perspectives nouvelles inc.	35 530 \$			35 530 \$
<b>Sous-total</b>	<b>408 935 \$</b>	<b>104 375 \$</b>	<b>15 000 \$</b>	<b>528 310 \$</b>

\*Il s'agit de dépenses probables de l'année 2005-2006 estimées au 20 mars 2006

QUESTION 26

**LISTE DÉTAILLÉE DES SOMMES VERSÉES\* AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION EN 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, PAR ORGANISME, PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION**

Liste des sommes versées aux organismes par IMMIGRATION-QUÉBEC DIRECTION RÉGIONALE DE LA MONTÉRÉGIE en 2005-2006

Organismes subventionnés	PANA	PRI	PARCI	TOTAL
Carrefour Le Moutier	56 100 \$		10 250 \$	66 350 \$
Centre Sino-Québec de la Rive-Sud	32 742 \$			32 742 \$
Club de recherche d'emploi du Sud-Ouest (CRESO)		54 250 \$	2 550 \$	56 800 \$
Club de recherche d'emploi Saint-Hyacinthe inc.	20 978 \$	52 500 \$	15 000 \$	88 478 \$
Maison de la Famille des Maskoutains	59 262 \$		9 750 \$	69 012 \$
Maison internationale de la Rive-Sud inc.	188 122 \$			188 122 \$
Solidarité ethnique régionale de la Yamaska	109 310 \$	60 000 \$		169 310 \$
<b>Sous-total</b>	<b>466 514 \$</b>	<b>166 750 \$</b>	<b>37 550 \$</b>	<b>670 814 \$</b>

\*Il s'agit de dépenses probables de l'année 2005-2006 estimées au 20 mars 2006

QUESTION 26

LISTE DÉTAILLÉE DES SOMMES VERSÉES\* AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION EN 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, PAR ORGANISME, PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION

Liste des sommes versées aux organismes par IMMIGRATION-QUÉBEC DIRECTION RÉGIONALE DE MONTRÉAL en 2005-2006

Organismes subventionnés	PANA	PRI	PARCI	TOTAL
Centre de génération emploi	79 500 \$			79 500 \$
Fondation ressources jeunesse	79 500 \$			79 500 \$
Sous-total	159 000 \$	\$	\$	159 000 \$

\*Il s'agit de dépenses probables de l'année 2005-2006 estimées au 20 mars 2006

QUESTION 26

**LISTE DÉTAILLÉE DES SOMMES VERSÉES\* AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION EN 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, PAR ORGANISME, PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION**

Liste des sommes versées aux organismes par IMMIGRATION-QUÉBEC NORD DE MONTRÉAL en 2005-2006

Organismes subventionnés	PANA	PRI	PARCI	TOTAL
CARI St-Laurent	194 820 \$		5 500 \$	200 320 \$
Carrefour BLE		19 763 \$	5 700 \$	25 463 \$
Carrefour d'aide aux nouveaux arrivants	48 875 \$			48 875 \$
Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville (CACI)	113 560 \$			113 560 \$
CLAM (Carrefour de liaison et d'aide multi-ethnique)	217 413 \$		6 000 \$	223 413 \$
Collectif des femmes immigrantes du Québec	45 390 \$	77 000 \$	6 500 \$	128 890 \$
Filière employabilité	60 350 \$			60 350 \$
Maison d'Haïti	60 690 \$			60 690 \$
Service d'aide et de liaison pour immigrants La Maisonnée	226 032 \$		14 450 \$	240 482 \$
<b>Sous-total</b>	<b>967 130 \$</b>	<b>96 763 \$</b>	<b>38 150 \$</b>	<b>1 102 043 \$</b>

\*Il s'agit de dépenses probables de l'année 2005-2006 estimées au 20 mars 2006

QUESTION 26

**LISTE DÉTAILLÉE DES SOMMES VERSÉES\* AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION EN 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, PAR ORGANISME, PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION**

Liste des sommes versées aux organismes par IMMIGRATION-QUÉBEC SUD DE MONTRÉAL en 2005-2006

Organismes subventionnés	PANA	PRI	PARCI	TOTAL
Accueil liaison pour arrivants (ALPA)	285 600 \$			285 600 \$
Agence montréalaise pour l'emploi	81 600 \$			81 600 \$
Alternatives, réseau d'action et de communication pour le développement international	31 110 \$		3 520 \$	34 630 \$
Association latino-américaine et multiethnique de Côte-des-Neiges (ALAC)	73 695 \$			73 695 \$
CASA CAFI (Centre d'aide aux familles immigrantes)	31 195 \$			31 195 \$
Centre communautaire des femmes sud-asiatiques	91 613 \$			91 613 \$
Centre d'action socio-communautaire de Montréal	44 472 \$			44 472 \$
Centre d'éducation et de développement interculturel (CEDI)	57 800 \$			57 800 \$
Centre des femmes de Montréal	238 680 \$			238 680 \$
Centre multi-ethnique de Notre-Dame-de-Grâce	100 300 \$			100 300 \$
Centre P.R.I.S.M.E. (Promotion, référence, information et services multi-ethniques)	59 500 \$			59 500 \$
Centre social d'aide aux immigrants	227 120 \$			227 120 \$
CESAREI - Carrefour interculturel de Verdun	77 690 \$			77 690 \$
Comité d'éducation aux adultes de la Petite Bourgogne et de Saint-Henri (Le)	75 650 \$		10 000 \$	85 650 \$
Hirondelle, service d'accueil et d'intégration des immigrants (L')	278 409 \$			278 409 \$
Petites mains	19 720 \$			19 720 \$
Projet Genèse	37 842 \$		5 281 \$	43 123 \$
PROMIS (Promotion - Intégration - Société nouvelle)	173 570 \$	113 000 \$	3 000 \$	289 570 \$
<b>Sous-total</b>	<b>1 985 566 \$</b>	<b>113 000 \$</b>	<b>21 801 \$</b>	<b>2 120 367 \$</b>

\*Il s'agit de dépenses probables de l'année 2005-2006 estimées au 20 mars 2006



QUESTION 26

**LISTE DÉTAILLÉE DES SOMMES VERSÉES\* AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION EN 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, PAR ORGANISME, PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION**

Liste des sommes versées aux organismes par IMMIGRATION-QUÉBEC SUD DE MONTRÉAL en 2005-2006 (SUITE)

Organismes subventionnés	PANA	PRI	PARCI	TOTAL
Regroupement des organismes du Montréal ethnique pour le logement	44 200 \$			44 200 \$
Resto Plateau	52 700 \$			52 700 \$
Service à la famille chinoise du Grand Montréal inc.	109 973 \$		10 008 \$	119 981 \$
Service d'interprète d'aide et de référence aux immigrants (SIARI)	75 582 \$			75 582 \$
Services d'assistance aux immigrants juifs, Montréal	60 945 \$			60 945 \$
Union française	32 130 \$			32 130 \$
<b>Sous-total</b>	<b>375 530 \$</b>	<b>\$</b>	<b>10 008 \$</b>	<b>385 538 \$</b>

\*Il s'agit de dépenses probables de l'année 2005-2006 estimées au 20 mars 2006

QUESTION 26

**LISTE DÉTAILLÉE DES SOMMES VERSÉES\* AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION EN 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, PAR ORGANISME, PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION**

Liste des sommes versées aux organismes par IMMIGRATION-QUÉBEC EST DE MONTRÉAL en 2005-2006

Organismes subventionnés	PANA	PRI	PARCI	TOTAL
Accueil aux immigrants de l'Est de Montréal	141 950 \$			141 950 \$
Carrefour Solidarité Anjou	31 195 \$			31 195 \$
Centre d'action bénévole de Montréal-Nord	69 139 \$		6 934 \$	76 073 \$
Centre de recherche d'emploi de l'Est (CREE) inc.	55 760 \$			55 760 \$
<b>Sous-total</b>	<b>298 044 \$</b>	<b>\$</b>	<b>6 934 \$</b>	<b>304 978 \$</b>

\*Il s'agit de dépenses probables de l'année 2005-2006 estimées au 20 mars 2006

QUESTION 26

**LISTE DÉTAILLÉE DES SOMMES VERSÉES\* AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION EN 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, PAR ORGANISME, PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION**

Liste des sommes versées aux organismes par IMMIGRATION-QUÉBEC OUEST DE MONTRÉAL en 2005-2006

Organismes subventionnés	PANA	PRI	PARCI	TOTAL
Centre d'intégration Multi-services de l'Ouest de l'Île (C.I.M.O.I.)	88 349 \$		12 500 \$	100 849 \$
<b>Sous-total</b>	<b>88 349 \$</b>	<b>\$</b>	<b>12 500 \$</b>	<b>100 849 \$</b>
<b>TOTAL (ENSEMBLE DU QUÉBEC)</b>	<b>6 178 581 \$</b>	<b>937 047 \$</b>	<b>204 968 \$</b>	<b>7 320 596 \$</b>

\*Il s'agit de dépenses probables de l'année 2005-2006 estimées au 20 mars 2006

# QUESTION 27

## COPIE DE TOUTES LES ENTENTES DE SERVICES INTERVENUES ENTRE LE MICC ET DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION EN 2005-2006

Pour le Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants (PANA), le Programme régional d'intégration (PRI) et le Programme d'appui aux relations civiques et interculturelles (PARCI), les ententes de services intervenues entre le MICC et des organismes communautaires d'accueil et d'intégration en 2005-2006 concernant les régions suivantes :

	PANA	PRI	PARCI
01 Bas Saint-Laurent	1	1	1
02 Saguenay—Lac-Saint-Jean	1	4	2
03 Capitale-Nationale	6	3	3
04 Mauricie	2	1	0
05 Estrie	4	2	1
06 Montréal	39	3	14
07 Outaouais	3	1	0
12 Chaudière-Appalaches	0	1	0
13 Laval	3	0	0
14 Lanaudière	2	0	0
15 Laurentides	2	2	1
16 Montérégie	6	3	4
17 Centre-du-Québec	3	3	0

**COPIE DES ÉTUDES OU MANDATS VISANT À ÉVALUER LE RÔLE ET L'ORGANISATION DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION (OCAI)**

Aucune étude n'a été réalisée et aucun mandat n'a été confié en vue d'évaluer le rôle et l'organisation des organismes communautaires d'accueil et d'intégration.

Ces organismes sont partenaires du ministère depuis de nombreuses années. Ils contribuent activement à l'accueil et l'établissement des immigrants sur le territoire et participent avec les autres partenaires du milieu à l'élaboration des plans d'action régionaux. Ces organismes bénéficient d'un financement triennal mais ils doivent produire annuellement un rapport d'activités et un rapport sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de l'entente. Les versements prévus à l'entente sont liés à une évaluation positive de l'état d'avancement des activités prévues dans le cadre de l'entente.

QUESTION 29

**VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR PROGRAMME D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION EN  
2000-2001, 2001-2002, 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006  
ET PRÉVISIONS POUR 2006-2007**

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans le Cahier explicatif des crédits 2004-2005 du ministère des Relations avec les citoyens et de l'immigration et dans le Cahier explicatif des crédits 2005-2006 du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

	2003-2004		2004-2005		2005-2006	
PROGRAMME	Accordés <sup>5</sup> (000 \$)	Versés <sup>6</sup> (000 \$)	Accordés <sup>5</sup> (000 \$)	Versés <sup>6</sup> (000 \$)	Accordés <sup>5</sup> (000 \$)	Versés <sup>6</sup> (000 \$)
PAEI*	4 549,4	3 483,2 <sup>1</sup>	6 952,7 <sup>2</sup>	6 464,5		
PSIE**	1 933,0	1 462,5 <sup>1</sup>	1 431,4 <sup>2</sup>	1 919,6		
PANA***					7 288,9 <sup>4</sup>	6 178,6
FIRI****	810,4	600,3				
SPI*****	1 284,5	1 105,9				
PRI*****			2 195,0	1 336,1 <sup>3</sup>	2 706,5	2 675,4
<b>TOTAL</b>	<b>8 577,3</b>	<b>6 651,9</b>	<b>10 579,1</b> (+ 23, 3 %)	<b>9 720,2</b>	<b>9 995,4</b> (- 5, 5 %)	<b>8 854,0</b>

**Budget 2006-2007 (000 \$)**

	2005-2006	2006-2007
Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants (PANA)	7 280,0 \$	7 460, 0 \$
Programme régional d'intégration (PRI)	2 016,0 \$	2 416, 5 \$
	9 296,5 \$	9 876, 5 \$

**De 2003-2004 à 2005-2006, les sommes accordées en vertu de ces programmes ont connu une progression importante de 16, 5 %.**

L'apparence d'une diminution en 2005-2006 dans les montants accordés s'explique par le fait que les ententes signées l'année précédente couvrent une période de 15 mois, soit du 1<sup>er</sup> avril 2004 au 30 juin 2005. En réalité il n'y a pas eu de diminution du niveau de financement.

Le budget global 2006-2007 connaît une **hausse de 6,2 %** par rapport au budget de l'année 2005-2006 (9 296, 5 \$). Les montants qui seront accordés en 2006-2007 devraient donc au minimum correspondre au niveau de 2005-2006.

<sup>1</sup> Pour les programmes PAEI et PSIE, des avances pour 2003-2004, qui représentent 25 % des dépenses de 2002-2003, ont été versées aux organismes communautaires à la fin de l'année financière.

<sup>2</sup> Les ententes triennales 2001-2004 ayant pris fin le 31 mars 2004, l'année 2004-2005 a été une année de transition. Les ententes triennales ont donc été prolongées de neuf mois. De nouvelles ententes d'une durée de 30 mois débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2005 ont été signées dans le cadre du PANA. Cependant, ces ententes qui couvrent une période de six mois pour 2004-2005 débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2005 ont été affectées au PAEI; ce qui explique que les sommes accordées pour 2004-2005 couvrent une période totale de 15 mois, soit du 1<sup>er</sup> avril 2004 au 30 juin 2005.

<sup>3</sup> En 2004-2005, le SPI et le FIRI sont fusionnés dans le nouveau Programme régional d'intégration (PRI).

<sup>4</sup> Les programmes PAEI et PSIE ont été remplacés par le nouveau Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants (PANA).

<sup>5</sup> Les montants accordés correspondent aux subventions annoncées en cours d'année et pour lesquelles des ententes ont été signées.

<sup>6</sup> Les montants versés correspondent aux versements effectués au cours de l'année financière de référence. Les versements peuvent s'échelonner sur plus d'un exercice financier.

- \* Programme d'accueil et d'établissement des immigrants (PAEI)
- \*\* Programme de soutien à l'insertion en emploi (PSIE)
- \*\*\* Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants (PANA)
- \*\*\*\* Fonds d'initiatives régionales en immigration (FIRI)
- \*\*\*\*\* Programme de soutien à des projets d'intégration (SPI)
- \*\*\*\*\* Programme régional d'intégration

# QUESTION 30

## VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR PROGRAMME DE FRANCISATION EN 2000-2001, 2001-2002, 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 ET PRÉVISION POUR 2006-2007 ET LE NOMBRE DE CLASSES PAR SESSION, POUR CHACUNE DES ANNÉES

Coût de l'enseignement	Dépenses 2000-2001	Dépenses 2001-2002	Dépenses 2002-2003	Dépenses 2003-2004	Dépenses 2004-2005	Dépenses probables 2005-2006	Budget de base 2006-2007
<b>Temps complet</b>							
Enseignement	16 049 727	16 048 093	17 477 792	20 222 833	19 064 606	19 659 353	19 367 502
Contrats	4 208 969	7 478 683	9 053 229	5 795 460	10 494 449	10 084 974	9 826 620
<b>Total</b>	<b>20 258 696</b>	<b>23 526 776</b>	<b>26 531 021</b>	<b>26 018 293</b>	<b>29 559 055</b>	<b>29 744 327</b>	<b>29 194 122</b>
<b>Temps partiel</b>							
Enseignement	2 896 769	3 169 309	4 463 224	4 428 598	3 396 542	3 445 647	3 394 498
Contrats	214 820	140 036	1 286 096	923 750	1 281 505	1 152 926	1 123 380
<b>Total</b>	<b>3 111 589</b>	<b>3 309 345</b>	<b>5 749 320</b>	<b>5 352 348</b>	<b>4 678 047</b>	<b>4 598 573</b>	<b>4 517 878</b>
<b>Francisation<sup>(1)</sup> excluant les transferts</b>	<b>23 370 295</b>	<b>26 836 121</b>	<b>32 280 341</b>	<b>31 370 641</b>	<b>34 237 102</b>	<b>34 342 900</b>	<b>33 712 000</b>
Allocations	7 350 000	10 176 000	12 037 418	13 425 835	9 489 587	9 504 300	12 088 000
Subventions au PFMT	423 700	378 200	-	-	-	-	-
Subventions au PAFI	1 239 840	1 370 040	-	-	-	-	-
<b>Transferts</b>	<b>9 013 540</b>	<b>11 924 240</b>	<b>12 037 418</b>	<b>13 425 835</b>	<b>9 489 587</b>	<b>9 504 300</b>	<b>12 088 000</b>
<b>Francisation<sup>(1)</sup> incluant transferts</b>	<b>32 383 825</b>	<b>38 760 361</b>	<b>44 317 760</b>	<b>44 796 475</b>	<b>43 726 689<sup>(3)</sup></b>	<b>43 847 200<sup>(3)</sup></b>	<b>45 800 000</b>

Budget de base comparatif<sup>(2)</sup> 43 600 000 45 800 000

Variation budgétaire 2 200 000

<sup>(1)</sup> Excluant le loyer et la téléphonie.

<sup>(2)</sup> Cette donnée est plus précise depuis 2004-2005, le programme de francisation ne constituant pas un élément budgétaire distinct avant cette date.

<sup>(3)</sup> Les dépenses de 2004-2005 et celles, probables, de 2005-2006 sont supérieures au budget de base parce qu'elle tiennent compte de crédits additionnels reçus en cours d'année (ex. Secrétariat à la politique linguistique) et de différents ajustements budgétaires à l'intérieur du portefeuille du MICC

PFMT : Programme de francisation en milieu de travail

PAFI : Programme d'aide à la francisation des immigrants

QUESTION 30

**VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR PROGRAMME DE FRANCISATION EN  
2000-2001, 2001-2002, 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006  
ET PRÉVISION POUR 2006-2007 ET LE NOMBRE DE CLASSES PAR SESSION, POUR CHACUNE DES  
ANNÉES**

**NOMBRE DE GROUPES PAR SESSION, COURS À TEMPS COMPLET, EN  
2000-2001, 2001-2002, 2002-2003, 2004-2005 ET 2005-2006**

Temps complet									
Région	2000- 2001 <sup>1</sup>	2001- 2002 <sup>2</sup>	2002- 2003 <sup>2</sup>	2003- 2004 <sup>2</sup>	2004- 2005 <sup>3</sup>	2005-2006			
						Session avril- juin	Session août- octobre	Session novembre- janvier	Session février-avril
Immigration Québec - Montréal	n/d	140	144	150	126	127	117	117	147
Immigration Québec - Laval, Laurentides et Lanaudière	n/d	11	11	9	10	11	11	9	13
Immigration Québec - Montréal	n/d	15	14	17	18	19	21	20	24
Immigration Québec - Estrie, Mauricie et centre du Québec	n/d	15	15	18	18	16	15	16	19
Immigration Québec - Outaouais, Abitibi- Témiscamingue et Nord-du-Québec	n/d	11	11	9	9	8	8	8	8
Immigration Québec - Capitale-Nationale et l'Est-du-Québec	n/d	14	15	15	16	13	13	14	18
<b>TOTAL</b>	<b>n/d</b>	<b>206</b>	<b>210</b>	<b>218</b>	<b>197</b>	<b>194</b>	<b>185</b>	<b>184</b>	<b>229</b>

<sup>1</sup> L'année 2000-2001 a été marquée par une réforme majeure de l'offre de service en francisation à temps complet et le nombre moyen de groupes par session est non disponible en raison de la diversité des formules de cours alors offerts.

<sup>2</sup> Pour les années 2001-2002 à 2003-2004, la reconstitution des données pour chaque session de cours n'est pas possible à posteriori. Les données du présent tableau représentent une moyenne par session qui a été établie à partir des données annuelles.

<sup>3</sup> L'année 2004-2005 a été marquée par des changements à l'organisation pédagogique des cours à temps complet. La session mai-juillet était d'une durée de 8 semaines (cours de 25 heures/semaine) alors que les autres sessions sont d'une durée de 11 semaines (majorité de cours de 30 heures/semaine).



**VENTILATION DES DÉPENSES ET DESCRIPTION DES PROJETS DU PROGRAMME RÉGIONAL  
D'INTÉGRATION EN IMMIGRATION DEPUIS 2002. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES.  
PLAN D'ACTION ET PRÉVISIONS POUR 2006-2007**

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans le Cahier explicatif des crédits 2004-2005 du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et dans le Cahier explicatif des crédits 2005-2006 du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Le Programme régional d'intégration (PRI) a remplacé le Fonds d'initiatives régionales en immigration ainsi que le Programme de soutien à des projets d'intégration, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2004.

En 2005-2006, 39 projets ont été accordés pour un montant total de 2 706 504 \$. Parmi les 39 projets financés, 6 concernent des ententes avec des villes et municipalités. Les crédits accordés en 2006-2007 pour le Programme régional d'intégration s'élèvent à 2 416 500 \$.

**Liste des projets accordés  
Année financière 2005-2006**

<b>Organismes</b>	<b>Montants accordés</b>
Accès-Travail	42 000 \$
Accueil et intégration BSL inc.	25 000 \$
C.O.F.F.R.E.T. Centre d'orientation et de formation favorisant les relations ethniques traditionnelles	35 000 \$
Carrefour BLE	23 250 \$
Centre d'intégration en emploi des Laurentides (C.I.E. Laurentides)	62 500 \$
Centre local de développement de Kamouraska	45 274 \$
Centre local de développement de la MRC de Témiscouata	32 400 \$
Centre local de développement de la région de Rivière-du-Loup	19 120 \$
Chambre de commerce de Jonquière	2 000 \$
Club de recherche d'emploi du Sud-Ouest (CRESO)	55 000 \$
Club de recherche d'emploi Saint-Hyacinthe inc.	55 000 \$
Collectif des femmes immigrantes du Québec	55 000 \$
Collège d'enseignement général et professionnel de Jonquière	10 000 \$
Comité portes ouvertes Lac-St-Jean	30 000 \$
Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue (2 <sup>e</sup> projet)	40 000 \$
Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue	14 800 \$
Conférence régionale des élus de la Chaudière Appalaches	40 000 \$
Conférence régionale des élus de Laval	100 000 \$
Conférence régionale des élus de Longueuil	100 000 \$
Conférence régionale des élus de Montréal	50 000 \$
Corporation Intégration Saguenay Lac-Saint-Jean	38 170 \$
Fédération de l'UPA de la Beauce (La)	53 000 \$
Fédération de l'UPA du Centre-du-Québec	4 020 \$
Fondation du centre de formation pour adultes Saint-Michel (La)	105 000 \$
ICI Intégration communautaire des immigrants	12 000 \$
Municipalité de Rawdon	75 000 \$
PROMIS (Promotion – Intégration – Société nouvelle)	113 000 \$
Regroupement interculturel de Drummond inc.	44 580 \$
SADC Centre-de-la-Mauricie	9 000 \$
Service externe de main-d'œuvre du Saguenay	34 803 \$
Service intégration travail Outaouais	40 000 \$
Solidarité ethnique régionale de la Yamaska	60 000 \$
Stratégie Carrière	37 387 \$
Université du Québec à Chicoutimi	19 200 \$
Ville de Gatineau	100 000 \$
Ville de Laval	100 000 \$
Ville de Montréal	650 000 \$
Ville de Québec	300 000 \$
Ville de Sherbrooke	75 000 \$
<b>Total</b>	<b>2 706 504 \$</b>

**QUESTION 32**

<b>VENTILATION ANNUELLE, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE, DES INVESTISSEMENTS AU PROGRAMME            « IMMIGRANTS INVESTISSEURS » EN VIGUEUR APRÈS LE 8 JUIN 2000, POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES<sup>(1)</sup>            (,000) (EN MILLIERS \$)</b>					
<b>Secteur d'activité</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>
Secteur primaire (spécialités horticoles, carrière, agriculture <sup>2</sup> )		165	1 310	40	232
Alimentation et boissons	1 066	6 818	5 442	9 870	8 540
Caoutchouc et plastique	-	3 353	4 629	6 283	5 126
Industrie du cuir	-	89	498	-	115
Produits du textile et de première transformation	-	1 767	1 551	1 615	1 456
Vêtements	690	1 766	678	1 516	729
Produits du bois	915	4 277	4 262	7 198	6 154
Meubles	1 481	2 369	2 470	3 648	2 546
Papier	507	-	1 928	1 124	1 598
Imprimerie	823	1 215	1 206	2 147	4 039

**Source : IQ Immigrants Investisseurs Inc, filiale d'Investissement Québec**

<sup>1</sup> Les données ne sont disponibles qu'à partir de l'année 2001, première année des retombées économiques du nouveau volet du programme. Les retombées par secteur d'activité sont sous la forme de contribution financière non remboursable autorisée à partir des revenus de placement effectués auprès d'IQ Immigrants Investisseurs inc., filiale d'Investissement Québec.

<sup>2</sup> Contribution financière découlant de mesures transitoires réglementaires.

QUESTION 32

VENTILATION ANNUELLE, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE, DES INVESTISSEMENTS AU PROGRAMME « IMMIGRANTS INVESTISSEURS » EN VIGUEUR <u>APRÈS LE 8 JUIN 2000</u> , POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES <sup>1</sup> (,000) (EN MILLIERS \$)					
Secteur d'activité	2001	2002	2003	2004	2005
Métaux (1 <sup>ère</sup> transformation) et produits métalliques	712	3 923	6 051	7 550	6 708
Machinerie	187	433	2 491	4 354	2 992
Matériel de transport	50	455	1 508	983	2 438
Produits électriques et électroniques	1 000	900	2 130	2 470	1 880
Produits minéraux non métalliques	-	1 476	753	1 247	1 874
Produits raffinés du pétrole, du charbon et des industries chimiques	439	1 968	1 533	2 615	1 855
Industries manufacturières diverses	-	823	80	3 185	926
Tertiaire (technologie de l'information, tourisme et services divers)	600	2 665	1 974	5 543	4 080
Tertiaire (hébergement et restauration)	-	1 800	1 804	2 557	3 159
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>8 470</b>	<b>36 262</b>	<b>42 299</b>	<b>63 945</b>	<b>56 447</b>

Source : Investissement Québec

QUESTION 32

VENTILATION ANNUELLE, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE, DES INVESTISSEMENTS AU PROGRAMME  
« IMMIGRANTS INVESTISSEURS » EN VIGUEUR AVANT LE 8 JUIN 2000, POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES  
( '000) (EN MILLIERS \$)

Secteur d'activité	2001 <sup>(1)</sup>	2002 <sup>(1)</sup>	2003 <sup>(1)</sup>	2004 <sup>(1)</sup>	2005 <sup>(1)</sup>
Agriculture et services connexes	40 950	30 700	4 200	835	4 550
Exploitation forestière et services forestiers	19 850	-	-	-	-
Mines, carrières et puits de pétrole	2 100	-	-	-	-
Manufacturier	193 850	65 000	59 450	2 750	3 400
Construction	13 450	9 700	5 150	3 350	-
Transport et entreposage	17 900	39 800	24 800	4 650	7 100
Communications et autres services publics	-	4 750	2 000	-	-
Commerce de gros	15 350	23 300	24 150	1 050	1 600
Commerce de détail	96 150	50 350	37 950	27 800	2 700
Intermédiaires financiers et assurances	24 250	38 350	24 800	22 700	1 600
Services immobiliers	46 100	32 300	16 200	6 150	-
Services aux entreprises	12 300	5 350	10 150	-	-
Services d'enseignement	350	-	-	-	-
Services de soins de santé et services sociaux	400	7 850	9 850	6 900	3 550
Hébergement et restauration	10 600	17 300	3 900	8 400	-
Autres industries de services	28 850	18 300	14 450	-	1 800
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>522 450</b>	<b>343 050</b>	<b>237 050</b>	<b>84 585</b>	<b>26 300</b>

(1) Données provisoires en date du 14 mars 2006

(2) La sélection des candidats ayant déposé une demande de certificat de sélection dans le cadre du programme en vigueur avant le 8 juin 2000 est terminée. Depuis 2002, les montants transférés et investis sont moindres et vont continuer à diminuer pour les années à venir.

**QUESTION 32**

<b>NOMBRE DE CERTIFICATS DE SÉLECTION DU QUÉBEC (CSQ) DÉLIVRÉS PAR LE QUÉBEC POUR LES GENS D'AFFAIRES POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES ET PRÉVISIONS POUR 2006-2007<sup>1</sup></b>										
	2001		2002		2003		2004		2005	
	Requérants principaux	Nombre de personnes <sup>2</sup>	Requérants principaux	Nombre de personnes <sup>2</sup>	Requérants principaux	Nombre de personnes <sup>2</sup>	Requérants principaux	Nombre de personnes <sup>2</sup>	Requérants principaux	Nombre de personnes <sup>2</sup>
Travailleurs autonomes	70	244	133	437	78	241	78	261	69	223
Entrepreneurs	197	757	210	786	114	437	178	646	90	339
Investisseurs	1 243	4 673	1 361	5 089	1 655	6 076	1 695	6 330	1 652	6 133
<b>TOTAL</b>	<b>1 510</b>	<b>5 674</b>	<b>1 704</b>	<b>6 312</b>	<b>1 847</b>	<b>6 754</b>	<b>1 951</b>	<b>7 237</b>	<b>1 811</b>	<b>6 695</b>

<sup>1</sup> Données fournies selon l'année civile.

<sup>2</sup> Nombre total de personnes, incluant les requérants principaux.

# QUESTION 32

VENTILATION PAR PAYS D'ORIGINE DES IMMIGRANTS INVESTISSEURS ADMIS AU QUÉBEC EN 2005		
Note : Les données des années précédentes se trouvent dans le Cahier explicatif des crédits 2004-2005 du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et dans le Cahier explicatif des crédits 2005-2006 du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.		
Continent ou région de dernière résidence	Pays de dernière résidence	Nombre de requérants principaux admis en 2005*
Afrique du Nord	Égypte	5
	Autres pays	5
	<b>Total</b>	<b>10</b>
Amérique du Sud	<b>Total</b>	<b>7</b>
Moyen-Orient	Arabie saoudite	12
	Émirats arabes unis	22
	Jordanie	10
	Liban	11
	Autres pays	7
	<b>Total</b>	<b>62</b>
Asie orientale	Chine	81
	Corée du Sud	14
	Taïwan	12
	Autres pays	6
	<b>Total</b>	<b>113</b>
Asie occidentale et centrale	Iran	26
	Turquie	28
	Autre pays	1
	<b>Total</b>	<b>55</b>
Asie méridionale	Bangladesh	27
	Pakistan	6
	Autres pays	6
	<b>Total</b>	<b>39</b>
Asie du Sud-Est	<b>Total</b>	<b>7</b>
<b>Autres pays</b>		<b>24</b>
<b>Total pour tous les pays</b>		<b>317</b>

\* Données préliminaires.

Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Direction de la recherche et de l'analyse prospective.

**MONTANTS D'ARGENT EN ATTENTE DE PLACEMENT  
PROGRAMME « IMMIGRANTS INVESTISSEURS »**

**Dans le cadre du programme des immigrants investisseurs en vigueur avant le 8 juin 2000**, les montants d'argent en attente de placement sont des sommes transférées au Québec chez un courtier ou à la société de fiducie, mais non encore placées dans une corporation admissible. Les intermédiaires financiers attendent généralement que le candidat ait obtenu son statut de résident permanent de la part du gouvernement canadien avant de proposer un placement à l'investisseur.

Au 31 janvier 2006, la somme de 136,3 M\$, transférée au Québec par des candidats sélectionnés, était en attente de placement.

**Dans le cadre du programme des immigrants investisseurs en vigueur depuis le 8 juin 2000**, le certificat de sélection du Québec n'est délivré que lorsque la somme de 400 000 \$ est placée au Fonds consolidé du revenu du Québec. Au 28 février 2005, 105 candidats étaient en voie de placer le montant prescrit par règlement auprès d'Investissement Québec (ce qui représente une somme totale de 42 M\$ en attente de placement). Investissement Québec gère le *Programme des immigrants investisseurs pour l'aide aux entreprises* financé à même les revenus générés par ces placements au Fonds consolidé du revenu du Québec. Le candidat dispose d'un délai réglementaire maximal de 120 jours pour réaliser ce placement auprès d'Investissement-Québec; ce délai est entré en vigueur le 2 mars 2005. Les sommes en attente de placement au 28 février 2005 sont donc liées à une sélection récente du candidat.

# QUESTION 33

## VENTILATION DÉTAILLÉE DES EFFECTIFS DU MINISTÈRE POUR L'ACCUEIL ET LA FORMATION LINGUISTIQUE EN 2003-2004, 2004-2005 ET 2005-2006 AVEC LE LIEU DE TRAVAIL HABITUEL DE CHAQUE EMPLOYÉ. NOMBRE PRÉVU EN 2006-2007 D'EFFECTIFS MOBILISÉS DANS LES PAYS D'ORIGINE POUR OFFRIR UN PROGRAMME DE FRANCISATION ET VENTILATION DES DÉPENSES ENGENDRÉES PAR CE PROGRAMME

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans le Cahier explicatif des crédits 2004-2005 du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et dans le Cahier explicatif des crédits 2005-2006 du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

### 2005-2006

#### Activités d'accueil : \*

▪ Montréal	38
▪ Laval, Laurentides, Lanaudière	5
▪ Montérégie	5
▪ Capitale-Nationale et Est-du-Québec	5
▪ Estrie, Mauricie et Centre-du-Québec	6
▪ Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	4
	<hr/>
	63

#### Formation linguistique au 31 mars 2005 : \*\*

▪ Montréal ***	157
▪ Laval	7
▪ Longueuil	10
▪ Québec	9
▪ Estrie	4
▪ Outaouais	5
▪ Effectifs occasionnels non ventilés <sup>1</sup>	60
	<hr/>
	252 <sup>2</sup>

#### Notes :

- \* Les activités d'accueil comprennent l'accueil des nouveaux arrivants, les renseignements et l'aide à l'établissement. Il s'agit essentiellement de préposés aux renseignements ainsi que du personnel de niveau technique qui interviennent directement auprès de la clientèle.
- \*\* Il s'agit de tout l'effectif affecté à la formation linguistique tels les cadres, les enseignants, les conseillers en francisation ainsi que le personnel de soutien.
- \*\*\* Il est important de noter que tout l'effectif administratif dédié à la francisation est affecté à Montréal. Les professeurs sont répartis selon leur région d'enseignement.
- <sup>1</sup> Il s'agit essentiellement de professeurs occasionnels embauchés pour effectuer des remplacements de professeurs réguliers et pour répondre aux besoins reliés à l'accroissement de la clientèle.
- <sup>2</sup> Malgré un effectif d'enseignants relativement stable d'une année à l'autre, l'accroissement du nombre moyen d'étudiants par groupe, entre autres, a permis de desservir une clientèle accrue.

#### Effectifs mobilisés dans les pays d'origine

Il n'y a pas d'effectif du ministère affecté à l'extérieur du Québec en francisation. Pour débiter leur apprentissage du français à l'étranger, les candidats à l'immigration sont référés aux partenaires du Ministère, telles les Alliances françaises qui dispensent les cours de français.



## QUESTION 34

### COPIE DE TOUS LES MANDATS DONNÉS AU CONSEIL DES RELATIONS INTERCULTURELLES DEPUIS 2002

Le Conseil des relations interculturelles a réalisé plusieurs activités et mandats depuis 2002 :

- Un portrait statistique des femmes immigrantes et issues des minorités (juillet 2002).
- Une recherche sur la participation des jeunes des minorités ethniques aux principaux lieux de concertation de la jeunesse québécoise (août 2002).
- Une consultation auprès de divers organismes montréalais (partenaires du MRCI), des organismes issus des communautés culturelles et des minorités visibles et des institutions publiques et certains représentants du milieu des affaires sur les problématiques d'accueil et d'intégration des immigrants (août 2003).
- Un avis portant sur l'accueil et l'intégration, notamment sociale, des femmes immigrantes (octobre 2003).
- Un avis portant sur l'insertion en emploi des jeunes issus des communautés discriminées (octobre 2003).
- Un avis portant sur la gestion de la diversité (octobre 2003).
- Un avis portant sur la planification de l'immigration au Québec pour la période 2005-2007 (janvier 2004).
- Un mémoire sur le projet de loi 53 loi modifiant la loi sur l'immigration au Québec (juin 2004).
- Des commentaires sur le document de consultation concernant les personnes immigrantes formées à l'étranger et l'accès aux professions et métiers réglementés (octobre 2004).
- Dans le cadre de l'avis concernant la prise en compte et la gestion de la diversité ethnoculturelle, le développement prioritaire de deux volets, soit celui de la santé et des services sociaux et celui de la vie urbaine (mai 2005).
- Un mémoire sur la pleine participation à la société québécoise des communautés noires présenté au groupe de travail lors de la consultation (septembre 2005).

## QUESTION 35

### COPIE DES CONSULTATIONS, ÉTUDES, RECHERCHES ET AVIS EFFECTUÉES PAR LE CONSEIL DES RELATIONS INTERCULTURELLES EN 2005-2006

Le Conseil des relations interculturelles a publié les documents suivants durant l'exercice financier 2005-2006 :

- Un mémoire sur *La pleine participation à la société québécoise des communautés noires* – mémoire présenté lors de la consultation au groupe de travail (décembre 2005).
- Les éléments de réflexion sur l'avant-projet de Loi modifiant la réforme électorale présentée à la commission spéciale (mars 2006).

Par ailleurs, la présidente siège sur différents comités tels que le groupe de travail sur le profilage racial, le comité des Grands Prix du patrimoine d'expression, la Semaine d'actions contre le racisme, Immigration et métropoles, volet économique, le Conseil des partenaires du centre d'excellence universitaire Immigration et métropoles, le comité directeur du développement social, les Prix québécois de la citoyenneté, le groupe de discussion McCord, etc. Le Conseil fait partie également d'autres comités comme le Comité ethnoculturel sur la diversité en milieu carcéral du Service correctionnel du Canada, le Conseil des arts de Montréal, la Semaine québécoise des familles. Lors de ces rencontres, les membres du comité ont à se prononcer sur les documents déposés et à les approuver.

**PLAN D'ACTION ET PRÉVISIONS DES DÉPENSES ASSOCIÉES AUX PROGRAMMES DE SENSIBILISATION POUR ENRAYER LE PROFILAGE RACIAL ET POUR INFORMER SUR LES RÉALITÉS ET LES DIFFÉRENCES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET MINORITÉS VISIBLES**

En matière de lutte contre le racisme, le MICC continuera son action par :

- le financement de projets réalisés par des organismes communautaires dans le cadre du Programme d'appui aux relations civiques et interculturelles;
- le soutien du Mois de l'histoire des Noirs et de la Semaine d'actions contre le racisme;
- la poursuite des travaux du Groupe de travail sur le profilage racial;
- les travaux des tables de travail des communautés culturelles : communautés bangladaise, maghrébine et latino-américaine;
- les activités du Service-conseil en relations interculturelles visant à élaborer et à diffuser, à l'intention des gestionnaires publics et privés, des outils, des guides pratiques et des formations visant l'embauche et le maintien en emploi d'une main-d'œuvre diversifiée;
- l'organisation de la Semaine québécoise des rencontres interculturelles.

Les dépenses associées à ces projets dépendent du nombre de projets déposés par les organismes communautaires. Elles ne seront connues, par conséquent, qu'à la fin de l'exercice financier 2005-2006.

## QUESTION 37

### DÉTAIL DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE PROFILAGE RACIAL. DÉPOSER PROCÈS VERBAUX ET ÉCHÉANCIER PRÉVU POUR LE DÉPÔT D'UN PLAN D'ACTION SUR LE PROFILAGE RACIAL

Le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) a sensibilisé les autres ministères et organismes à cette question du profilage racial, qui non seulement concerne sa clientèle, mais interpelle l'ensemble de la société québécoise. Cette préoccupation s'inscrit dans un ensemble d'actions entreprises par le MICC en vue de lutter contre le racisme et la discrimination.

Le Groupe de travail sur le profilage racial est coprésidé par le MICC et par le ministère de la Sécurité publique (MSP). Les autres participants sont la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ), le Conseil des relations interculturelles (CRI), le ministère de la Justice (MJQ), le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), l'École nationale de police du Québec (ENPQ), le Commissaire à la déontologie policière, divers corps policiers et une dizaine d'intervenants communautaires (notamment, le Centre de recherche-action sur les relations raciales (CRARR), B'nai Brith Canada, le Centre culturel algérien (CCA) et le Service à la famille chinoise du Grand Montréal).

#### TRAVAUX RÉALISÉS

- Définition du profilage racial.
- Introduction de la notion du profilage racial dans les programmes d'enseignement :
  - Formation en techniques policières dans les cégeps (en vigueur depuis septembre 2005);
  - École nationale de police (en vigueur depuis septembre 2005).
- Lancement de la Politique en matière de profilage racial et illicite par le Service de police de la Ville de Montréal (2004).
- Commissaire à la déontologie policière :
  - rencontres d'information avec les communautés culturelles relativement à leurs recours en cas de profilage racial.
- Réorganisation du fonctionnement du groupe de travail à l'automne 2005, avec formation du comité sectoriel du milieu policier et élaboration de plans de travail par le MELS et l'ENPQ relativement à la formation policière, par le MJQ et par la CDPDJ. Ce nouveau mode de fonctionnement a été présenté au groupe de travail sur le profilage racial le 27 janvier 2006.

#### ACTIONS À VENIR

- Travaux du comité sectoriel du milieu policier :
  - élaboration d'une définition cadre permettant d'en uniformiser la compréhension;
  - documentation de la problématique et identification d'indicateurs de profilage racial et illicite;
  - élaboration de stratégies de prévention, de sensibilisation et de suivi du profilage racial et illicite adaptables aux particularités du milieu desservi par chacun des corps policiers.
- Élaboration d'une formation par le MJQ en vue de sensibiliser les substituts du procureur général au phénomène du profilage racial.
- Travaux du MELS en collaboration avec l'ENPQ afin :
  - d'assurer le suivi des engagements du MELS et de l'ENPQ sur la formation des aspirants policiers;
  - de favoriser l'harmonisation et la cohérence entre les programmes d'études des collèges et ceux de l'ENPQ relativement à la problématique du profilage racial.
- Travaux de la CDPDJ afin de :
  - mettre à jour la jurisprudence en matière de profilage racial;
  - élaborer des lignes directrices pour guider les enquêtes.

Les divers comités rendront compte de leurs travaux au groupe de travail en juin 2006.

## QUESTION 37

### DÉTAIL DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE PROFILAGE RACIAL. DÉPOSER PROCÈS VERBAUX ET ÉCHÉANCIER PRÉVU POUR LE DÉPÔT D'UN PLAN D'ACTION SUR LE PROFILAGE RACIAL

#### LISTE DES COMPTES RENDUS

- Compte rendu de la réunion du 27 octobre 2003
- Compte rendu de la réunion du 20 novembre 2003
- Compte rendu de la réunion du 17 décembre 2003
- Compte rendu de la réunion du 28 janvier 2004
- Compte rendu de la réunion du 15 octobre 2004
- Compte rendu de la réunion du 3 décembre 2004
- Compte rendu de la réunion du 28 janvier 2005
- Compte rendu de la réunion du 1<sup>er</sup> avril 2005
- Compte rendu de la réunion du 21 juin 2005
- Compte rendu de la réunion du 27 janvier 2006 (à venir)

QUESTION 38

**LISTE ET COPIE DE TOUTES LES ÉTUDES ET DE TOUS LES RAPPORTS SUR L'INTÉGRATION SOCIO-ÉCONOMIQUE DES IMMIGRANTS ET MINORITÉS VISIBLES DANS LA FONCTION PUBLIQUE ET L'ENTREPRISE PRIVÉE COMMANDÉS POUR OU PAR LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES EN 2004-2005 ET 2005-2006**

Le Secrétariat du Conseil du trésor répondra à cette question.

QUESTION 39

**PLAN D'ACTION 2006-2007 DU PROGRAMME DE PARTICIPATION DES MINORITÉS VISIBLES AU  
PROCESSUS DE SÉLECTION DES CANDIDATS À LA FONCTION PUBLIQUE ET PARAPUBLIQUE**

Le Secrétariat du Conseil du trésor répondra à cette question.

**ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DEPUIS 2001 DANS LA RÉVISION DES OUTILS QUI POURRAIENT DÉSAVANTAGER LES MEMBRES DE COMMUNAUTÉS CULTURELLES DANS LE PROCESSUS DE SÉLECTION ET DE PROMOTION DANS LA FONCTION PUBLIQUE ET DANS L'ACCESSIBILITÉ À CERTAINES SUBVENTIONS**

À la demande du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT), un rapport de recherche sur les membres de communautés culturelles et les moyens d'évaluation utilisés dans la fonction publique vient d'être complété. Ce rapport constitue une revue de la littérature scientifique et pertinente du domaine et décrit différents facteurs pouvant avoir une influence sur l'évaluation des compétences.

Le rapport soulève des hypothèses quant aux sources des différences observées et présente des recommandations et des pistes d'actions susceptibles de favoriser l'atteinte des objectifs gouvernementaux.

Le SCT se donnera un plan d'action qui tiendra compte à la fois du contexte de l'administration publique et des recommandations du rapport de recherche.

Des échanges sont en cours présentement avec l'auteur principal de la recherche et les spécialistes du domaine de l'évaluation afin de voir à l'amélioration continue de ses outils d'évaluation.

En ce qui a trait à l'accessibilité à certaines subventions dans le processus de sélection, le SCT, afin de favoriser l'embauche des membres de communautés culturelles, a mis à la disposition des ministères et organismes des sommes pour supporter le coût de déménagement des candidats membres de communautés culturelles qui accepteraient un emploi à l'extérieur de leur zone de résidence.

De plus, sous certaines conditions, le SCT s'engage, pendant une durée déterminée, à défrayer l'ETC et le salaire des membres de communautés culturelles embauchés à titre occasionnel lorsque le ministère ou l'organisme s'engage à le titulariser sur un emploi régulier.



**DÉTAIL DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX ENTRE LE MICC ET LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT  
POSTSECONDAIRE DES RÉGIONS POUR LA PROMOTION ET LE RECRUTEMENT  
DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS DEPUIS 2001**

**ÉduQuébec-Régions**

- Ce projet est entrepris en juin 2002. À la suite d'une tournée des régions, le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI) élabore et met sur pied un projet de partenariat visant à accroître le nombre d'étudiants étrangers dans les cinq régions ressources québécoises abritant une constituante de l'Université du Québec (Abitibi-Témiscamingue, Bas-St-Laurent, Mauricie, Outaouais, Saguenay-Lac-St-Jean).
- Dans le cadre de ce projet, un comité d'orientation et un groupe de travail sont formés réunissant des représentants du MRCI, du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ), des cinq constituantes de l'Université du Québec en région et de Cégep international.
- Le MEQ accorde au projet de partenariat une subvention non récurrente de 300 000 \$, devant servir à la réalisation de matériel promotionnel commun.
- Le partenariat entre le MRCI, le MEQ, les cinq établissements universitaires et Cégep international, au nom de 14 cégeps, se concrétise par une entente qui prévoit notamment l'utilisation de la signature corporative « ÉduQuébec-Régions », pour la réalisation des activités et du matériel promotionnel commun aux partenaires du regroupement. Ce partenariat est prévu pour une durée de trois ans, se terminant le 31 mars 2006.
- Dans un premier temps, le matériel promotionnel requis est élaboré, puis réalisé : dépliant, brochure, affiches, cartes postales, bannières et site Internet, en versions française et espagnole.
- Les activités de promotion en France et au Mexique sont planifiées chaque année. Ces activités comprennent la participation à des salons, la rencontre avec des relayeurs et la présentation de sessions d'information. Ces activités constituent des occasions de rencontrer d'éventuels candidats étudiants et de distribuer le matériel de promotion.

**1<sup>ère</sup> année de réalisation (novembre 2003 à mars 2004) :**

- Une première série d'activités promotionnelles est réalisée par les représentantes du ministère, sous la bannière ÉduQuébec-Régions, en France, y compris à l'Île de la Réunion, et au Mexique. Elles incluent la participation à des salons de l'éducation, des rencontres de représentants d'établissements et des séances d'information. Plusieurs établissements participent à ces activités, en y déléguant un représentant.
- Le matériel de promotion français et espagnol suivant est distribué : 8 135 dépliants, 9 160 cartes postales, 115 brochures, 340 affiches et 1 000 feuillets sur les écoles de langues.

**2<sup>e</sup> année de réalisation (avril 2004 à mars 2005) :**

- Le projet ÉduQuébec-Régions est identifié comme mesure du Plan d'action 2004-2007 *Des valeurs partagées, des intérêts communs*.
- En 2004-2005, cinq missions sont réalisées au Mexique et en France, auxquelles s'ajoute une mission exploratoire en Argentine. La Réunion devient un territoire de promotion et de recrutement où le ministère applique une stratégie distincte.
- Le matériel de promotion français et espagnol suivant est distribué : 15 000 dépliants, 23 600 cartes postales, 600 brochures, 1 200 affiches et 7 050 feuillets sur les écoles de langues.

**3<sup>e</sup> année de réalisation (avril 2005 à mars 2006) :**

- En 2005-2006, un total de six missions de promotion sont réalisées, dont trois en France et trois au Mexique, couvrant un total de 16 villes.
- Par ailleurs, diverses expériences sont tentées afin d'attirer un plus grand nombre d'internautes sur le site Internet d'ÉduQuébec-Régions : *edukebec-regions.com*. Une campagne de courriels marketing

**DÉTAIL DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX ENTRE LE MICC ET LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT  
POSTSECONDAIRE DES RÉGIONS POUR LA PROMOTION ET LE RECRUTEMENT  
DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS DEPUIS 2001**

est réalisée auprès de plus de 550 000 candidats potentiels au Mexique, en Argentine et au Chili; 35 000 cartes postales d'ÉduQuébec-Régions identifiant l'adresse Internet sont distribuées à des lycéens de terminale de la région Rhône-Alpes; des profils des établissements partenaires d'ÉduQuébec-Régions sont ajoutés dans les sites Internet du réseau des Centres d'éducation canadiens (CÉC) et de l'Étudiant (principal organisateur de salons de l'éducation en France); des bannières ÉduQuébec-Régions sont publiées dans les sites Argentine et Mexique du réseau des CÉC; une annonce publicitaire est placée dans la revue de l'Association des professeurs et chercheurs de français langue seconde du Mexique (AMIFRAM) avec distribution de dépliants. De plus, un contrat est donné à une firme externe afin d'assurer un meilleur référencement du site Internet d'ÉduQuébec-Régions dans les moteurs et répertoires de recherche.

- Le matériel de promotion français et espagnol suivant a été distribué, en plus des 35 000 cartes postales (en français) mentionnées précédemment : 12 770 dépliants, 15 250 cartes postales (en espagnol seulement), 208 brochures, 945 affiches et 11 170 feuillets sur les écoles de langues.

**Île de la Réunion**

- En mars 2003, le ministère conclut une Déclaration de coopération avec le Conseil régional de la Réunion, prévoyant notamment un échange de fonctionnaires, en vue de favoriser la mobilité entre les deux territoires.
- Une fonctionnaire québécoise est détachée à la Réunion de janvier 2003 au 31 mars 2004, afin d'y faire la promotion du Québec. Le ministère accueille à son tour, depuis novembre 2004, une chargée de projet du Conseil régional de la Réunion.
- Du 22 au 26 novembre 2004, une mission d'envergure est organisée et coordonnée par le ministère à l'Île de la Réunion, sous le thème *Semaine du Québec à la Réunion*. Cette mission vise uniquement la promotion et le recrutement d'étudiants et réunit des participants du Bas-Saint-Laurent, de Chaudière-Appalaches, de la Gaspésie et de la Mauricie, représentant 12 établissements et une conférence régionale des élus.
- À l'automne 2005, les établissements d'enseignement supérieur de ces régions accueillent 161 nouveaux étudiants de la Réunion.
- Une nouvelle mission à la Réunion est réalisée du 7 au 18 novembre 2005, sous le thème *Étudier et vivre au Québec*. Elle comprend des participants de huit régions du Québec, dont l'Abitibi-Témiscamingue, la Côte Nord, l'Estrie et le Saguenay-Lac-Saint-Jean, en plus des régions présentes l'année précédente, représentant 17 établissements d'enseignement et trois conférences régionales des élus. Selon les résultats préliminaires, cette nouvelle mission pourrait générer quelque 300 nouvelles inscriptions en région à l'automne 2006.

**Travail hors campus des étudiants internationaux**

- Le MRCI, le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes (SAIC) et Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) signent l'*Entente relative au travail hors campus des étudiants internationaux*, le 21 mai 2004. Cette entente, dont le projet initial a été développé en collaboration avec le réseau des universités du Québec en région, se veut un incitatif, auprès des étudiants internationaux, à venir étudier en région.
- Après diverses interventions du Québec et des autres provinces canadiennes, l'élargissement à tout le Canada des projets de travail hors campus en cours est annoncé le 18 avril 2005. En même temps, CIC annonce que les étudiants internationaux à l'extérieur de Montréal, Toronto et Vancouver pourront obtenir un permis de travail d'une durée maximale de deux ans (au lieu d'un an), après l'obtention de leur diplôme.
- Pour le Québec, l'élargissement du travail hors campus signifie que les étudiants des régions de Québec et de Montréal pourront avoir accès au marché du travail durant leurs études. Cet élargissement est soumis à la signature d'une entente entre le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, le SAIC et CIC. Une telle entente est conclue le 21 novembre 2005, et son entrée en vigueur est annoncée le 27 avril 2006.

**NOMBRE DE MÉDECINS ÉTRANGERS RECRUTÉS PAR L'ÉQUIPE « RECRUTEMENT SANTÉ QUÉBEC »  
EN 2003-2004, 2004-2005 ET 2005-2006 AINSI QUE LE NOMBRE DE DEMANDES TOTAL**

La réponse suivante a été fournie par le ministère de la Santé et des Services sociaux :

En novembre 2003, le ministre de la Santé et des Services sociaux annonçait la mise en place d'une équipe, Recrutement Santé Québec (RSQ), qui est devenue la porte d'entrée pour la très grande majorité des médecins détenteurs d'un diplôme d'une faculté de médecine située à l'extérieur du Canada et des États-Unis qui souhaitent obtenir un permis restrictif pour exercer la médecine dans un établissement d'une région éloignée, intermédiaire ou périphérique. Jusqu'à maintenant, RSQ a reçu 753 demandes d'inscriptions et réalisé 173 parrainages avec divers établissements. De plus, 25 candidats sont présentement en stage d'évaluation ou en attente d'un tel stage. Ainsi, plusieurs candidats pourraient débiter d'ici quelques mois leur pratique de la médecine au Québec.

Voici au cours des dernières années, le nombre de permis restrictifs dit « cliniques » émis par le Collège des médecins du Québec (CMQ) :

2000 :	11
2001 :	17
2002 :	16
2003 :	22
2004 :	16
2005 :	20

Par ailleurs, il faut noter que les milieux universitaires recrutent aussi des médecins étrangers. Ces médecins que l'on nomme « médecins sélectionnés professeurs » sont recrutés pour de l'enseignement, de la recherche et de la clinique. Le recrutement de ces médecins n'est pas assujéti aux mêmes règles que ceux recrutés pour les milieux autres qu'universitaires. Le nombre de permis émis de médecins sélectionnés par le CMQ est le suivant :

2000 :	24
2001 :	47
2002 :	39
2003 :	41
2004 :	36
2005 :	42

Il faut noter que 386 médecins pratiquent actuellement sous permis restrictif au Québec incluant 244 de « médecin sélectionné professeur » et 142 cliniciens dont 47 en régions périphériques, 41 en régions intermédiaires et 36 en régions éloignées.

**DÉTAIL DES DÉMARCHES EFFECTUÉES EN 2005-2006 AUPRÈS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DANS LE BUT DE RÉDUIRE LES DÉLAIS DE TRAITEMENT DES DEMANDES D'IMMIGRATION**

**Travaux du Groupe de travail du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles et de Citoyenneté et Immigration Canada (MICC-CIC) portant sur les opérations à l'étranger**

- Dans le cadre de ses rencontres bi-annuelles, le Québec a réitéré en 2005 sa demande au gouvernement canadien de prendre les mesures appropriées pour réduire sensiblement les délais de traitement des demandes d'immigration.
- Au cours des réunions tenues en 2005, le MICC a rappelé que ces demandes devaient être traitées avec célérité, conformément à l'Accord Canada-Québec en matière d'immigration. Plus spécifiquement, le Québec a souligné que les délais de traitement du bureau canadien des visas du Caire dans les dossiers de gens d'affaires sélectionnés par le Québec étaient démesurément longs. De façon à accélérer les prises de décision, le gouvernement canadien s'est engagé à ajouter des ressources additionnelles au Caire en 2006 et 2007.
- Par ailleurs, le Québec s'est également inquiété des retards apportés par le gouvernement canadien dans le traitement des demandes de travailleurs qualifiés en provenance du Maroc. Conscient de la situation et des efforts du Québec depuis les deux dernières années en vue de traiter les arrérages de dossiers sur ce territoire, le gouvernement canadien s'est engagé à affecter des agents temporaires et du personnel local additionnel à Rabat.

**Interventions dans le dossier du parrainage collectif**

- Des interventions ont été menées, à la fois, auprès de l'Administration centrale de CIC et auprès de bureaux canadiens des visas afin d'examiner les pistes de collaboration pour diminuer les délais de traitement des dossiers de parrainage collectif et atteindre les objectifs de réfugiés parrainés. Une mission à Islamabad à l'été 2005 a permis d'atteindre les objectifs de sélection 2005 pour cette sous-catégorie. Des discussions sont en cours avec le bureau canadien des visas de Nairobi pour une mission en 2006.

**Interventions ministérielle et sous-ministérielle**

- Lors des conférences fédéral-provinciale-territoriale des ministres responsables de l'immigration tenues en juillet et en novembre 2005, le Québec a réitéré son souci que le traitement des demandes d'immigration permette une accélération de la prise de décision et rencontre les objectifs de sélection et d'admission du gouvernement du Québec.
- Par ailleurs, compte tenu de la réponse satisfaisante faite au niveau administratif, aucune intervention particulière en bilatéral n'a été faite.

QUESTION 44

DÉPENSES TOTALES ET DÉTAILLÉES DE LA TOURNÉE DE CONSULTATION DES DÉPUTÉS SUR LES COMMUNAUTÉS NOIRES AU QUÉBEC			
DÉPLACEMENTS	Personnel du ministère	Groupe de travail	
	1 605,09 \$	2720,44 \$	
<b>Sous-total</b>	<b>1 605,09 \$</b>	<b>2 720,44 \$</b>	
<b>TOTAL</b>		<b>4 325,53 \$</b>	
HÉBERGEMENT			
Delta Centre-Ville Montréal		(4N)	556,20 \$
Delta Québec	(4N) 411,38 \$		
Delta Sherbrooke	(2N) 182,00 \$	(1N)	91,00 \$
Delta Trois-Rivières	(2N) 162,00 \$	(1N)	81,00 \$
Holiday Inn Plaza La Chaudière	(2N) 214,75 \$		
Hôtel des Gouverneurs Trois-Rivières		(1N)	86,00 \$
Hyatt Regency Montréal		(7N)	1 035,15 \$
<b>Sous-total</b>	10 nuitées <b>970,13 \$</b>	14 nuitées	<b>1 849,35 \$</b>
<b>TOTAL</b>			<b>2 819,48 \$</b>
FRAIS DE REPAS			
(Groupe de travail, personnel du ministère et participants)			
La Brûlerie de Café Sherbrooke			
Groupe de travail, personnel du ministère et participants – 1 rencontre			59,00 \$
Buffet Clémentine Sainte-Foy			
Groupe de travail, personnel du ministère et participants – 2 rencontres			416,25 \$
Buffet maison, Le Traiteur d'Orléans – Québec			
Groupe de travail – 3 rencontres visio			247,90 \$
Le Cartet Boutique alimentaire – Montréal			
Groupe de travail, personnel du ministère et participants – 18 rencontres			1053,75 \$
Le traiteur des anges – Québec			
Groupe de travail et personnel du ministère – 1 rencontre			176,75 \$
M <sup>me</sup> Hoang, traiteur - Montréal			
Groupe de travail, personnel du ministère et médias ethniques – 1 rencontre			281,25 \$
Café Vienne – Québec			
Groupe de travail – 1 rencontre visio			37,59 \$
Centre communautaire Tétreau – Outaouais			
Groupe de travail, personnel du ministère et participants – 1 rencontre			119,06 \$
Sodexo Trois-Rivières			
Groupe de travail, personnel du ministère et participants – 2 rencontres			127,65 \$
Sodexo Québec			
Groupe de travail – 2 rencontres			63,00 \$
Restaurant La Diva			
Groupe de travail, personnel du ministère et médias – 1 rencontre			181,50 \$
<b>Sous-total</b>			<b>2 763,70 \$</b>
DOCUMENT DE CONSULTATION			
Reprographie			3 691,86 \$
Traduction			3 031,82 \$
Promotion			1 443,00 \$
Frais de réception pour le lancement			660,00 \$
<b>Sous-total</b>			<b>8 826,68 \$</b>
FOURNITURES DE BUREAU ET MESSAGERIE			
<b>Sous-total</b>			<b>460,66 \$</b>
LOCATION DE SALLES			
Centre communautaire Tétreau-Gatineau			220,00 \$
Centre Saint-Pierre-Montréal			110,00 \$
<b>Sous-total</b>			<b>330,00 \$</b>
<b>TOTAL</b>			<b>19 526,05 \$</b>
N = Nuitée			
Nombre de participants : 275 (café, jus, collation)			

**SUIVI DÉTAILLÉ DES TRAVAUX DU MICC DEPUIS 2001 POUR LA RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES ACQUISES À L'ÉTRANGER PAR LES PERSONNES IMMIGRANTES**

- Le 29 avril 2002, une série d'actions visant à faciliter l'accès des personnes immigrantes aux professions régies par les ordres professionnels ont été annoncées lors d'une conférence de presse. Ces actions visent à mieux informer les personnes immigrantes et les candidats à l'immigration, à mieux reconnaître leurs acquis et à améliorer leur accès à la formation d'appoint. Parmi les mesures annoncées, on retrouve notamment la création du programme *Soutien à des projets pilotes afin de faciliter l'admission aux ordres professionnels* et la conception de documents d'information.
- Des journées de travail sur les méthodes et les outils utilisés en matière de reconnaissance d'équivalence et des sessions de formation sur l'intervention en contexte interculturel ont été organisées par le Conseil interprofessionnel du Québec, avec la contribution du MICC, à l'intention du personnel des ordres professionnels.
- Mise en place du Service d'information sur les professions réglementées (SIPR), le 9 septembre 2002, et inauguration officielle le 7 octobre 2002. Nombre de clients reçus et aidés par le SIPR du 1<sup>er</sup> avril 2004 au 31 mars 2005 : 1 704 personnes. En 2005, le mandat du SIPR, qui ne touchait que les professions régies par les ordres professionnels, a été élargi et couvre maintenant les autres professions et métiers réglementés.
- En octobre 2002, diffusion d'une nouvelle trousse de l'Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec.
- Quarante-cinq fiches d'information spécifiques aux professions régies par les ordres professionnels produites par le MICC et validées par les ordres sont diffusées depuis 2002. Des documents d'information générale, intitulés *L'exercice d'une profession régie par un ordre professionnel* et *Les métiers régis de la construction et les métiers régis hors construction* ont également été produits. Ces documents sont distribués à la clientèle du MICC, notamment aux candidats à l'immigration à l'étranger, et sont accessibles dans le site Internet du ministère.
- Des séances d'information, animées par des agents d'immigration du MICC, sont offertes afin de renseigner davantage les candidats sélectionnés, notamment, sur la question de l'accès aux professions régies par les ordres.

**Les projets en matière de reconnaissance de la formation et de l'expérience**

- Une mesure d'accompagnement personnalisé à l'intention des médecins formés à l'étranger est en place depuis novembre 2003 au Service d'information sur les professions réglementées du ministère. Il s'agit de soutenir ces candidats dans leurs démarches d'intégration au marché du travail par l'accès à la profession de médecin ou par une aide en matière d'orientation vers une profession connexe.

Avec le soutien financier du ministère, divers projets sont également mis en œuvre :

- Des ateliers préparatoires à l'examen des sciences cliniques médicales du Collège des médecins du Québec ont été offerts au cours des étés 2003, 2004 et 2005. L'impact des ateliers est significatif : un taux de réussite à l'examen de 52,5 % à 54,3 % pour les candidats ayant suivi l'atelier comparativement à un taux de 30,2 % à 35,4 % pour ceux qui ne l'ont pas suivi. Des groupes d'études ont aussi été mis en place au cours des étés 2004 et 2005 sous la coordination de deux associations de médecins formés à l'étranger. En 2004 et en 2005, le taux de réussite le plus élevé, soit 62,5 %, pour chacune de ces années, a été obtenu par les personnes ayant participé à la fois aux ateliers de formation et aux groupes d'études.
- L'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec a produit un document de formation, disponible depuis juillet 2003, pour la préparation à l'examen professionnel des candidats formés à l'étranger.

**SUIVI DÉTAILLÉ DES TRAVAUX DU MICC DEPUIS 2001 POUR LA RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES ACQUISES À L'ÉTRANGER PAR LES PERSONNES IMMIGRANTES**

- L'Ordre des orthophonistes et audiologistes du Québec a conçu un examen fiable et valide d'évaluation de la formation extrascolaire des candidats à la profession d'orthophoniste.
- L'Ordre des agronomes du Québec a préparé un guide d'autoformation en préparation à l'examen professionnel.
- En outre, des formations d'appoint sont offertes aux infirmières, aux ingénieurs et aux infirmières auxiliaires formées à l'étranger. Le ministère, Emploi-Québec, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le ministère de la Santé et des Services sociaux et les ordres professionnels visés collaborent à la mise en œuvre de ces formations.

**L'Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec**

- Une consultation sur l'Évaluation comparative a été menée auprès des employeurs, des établissements d'enseignement et des organismes de réglementation en septembre et en octobre 2004, afin de vérifier si ce document répond adéquatement à leurs besoins. De plus, le ministère a réalisé une enquête en février et en mars 2005 auprès des personnes immigrantes afin de mesurer leurs attentes et leur satisfaction quant au service offert. Les deux enquêtes présentent des résultats positifs en ce qui a trait à l'appréciation du document et du service. Sur la base des résultats de ces travaux, qui ont été rendus publics en janvier dernier, des améliorations seront apportées à l'information qui accompagne ce document.
- Le 23 mars 2005, annonce de l'entente entre le Conseil interprofessionnel du Québec et le MICC. L'objectif est de favoriser l'échange de renseignements factuels et d'expertise sur l'évaluation des diplômes délivrés hors du Québec. Il s'agit d'échanges entre les analystes en éducation internationale au MICC et les responsables de l'admission au sein des ordres professionnels sur les données générales qu'ils détiennent sur les différents systèmes scolaires qui existent dans le monde, sur les méthodes d'évaluation des diplômes étrangers, sur le résultat de l'évaluation de certains de ces diplômes, ainsi que sur l'authentification des documents et leur traduction. Pour les personnes immigrantes, cette collaboration facilitera et accélérera l'étude de leur dossier en vue d'obtenir un permis d'un ordre professionnel ou l'Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec.
- En 2005-2006, le ministère a délivré 14 104 *Évaluations comparatives des études effectuées hors du Québec* à des personnes diplômées hors du Québec, ayant pour la plupart l'intention d'utiliser ce document pour se trouver un emploi. En 2004-2005, 14 226 Évaluations comparatives ont été délivrées.
- Depuis 2003, diffusion dans le site Internet Immigration-Québec de Guides de comparaison des études. Cinq guides sont maintenant disponibles. Ils portent sur le Chili, la Chine, la France, le Maroc et le Rwanda. D'autres guides sont en préparation.

**Le Groupe de travail de parlementaires sur l'accès aux professions et métiers réglementés**

- Le 26 mars 2004, annonce de la constitution du Groupe de travail sur les professions et métiers réglementés dont le mandat était d'exposer les difficultés liées à la reconnaissance des compétences et des formations des personnes formées à l'étranger et de proposer des solutions pour faciliter l'accès aux professions et métiers réglementés. Ce groupe de travail était formé de quatre députés, sous la direction de M<sup>me</sup> Diane Legault, alors adjointe parlementaire de la ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration.
- En s'appuyant sur les résultats d'une consultation menée auprès de la population du Québec et des intervenants touchés par la question de la reconnaissance des acquis, le Groupe de travail a produit un rapport proposant des recommandations qui se veulent réalistes et qui visent à faciliter l'accès aux professions et métiers réglementés et, ainsi, favoriser une insertion professionnelle plus rapide des personnes immigrantes.
- Le rapport du Groupe de travail a été rendu public le 18 mars 2005.

**SUIVI DÉTAILLÉ DES TRAVAUX DU MICC DEPUIS 2001 POUR LA RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES ACQUISES À L'ÉTRANGER PAR LES PERSONNES IMMIGRANTES**

**L'Équipe de travail sur la reconnaissance des diplômes et des compétences des personnes formées à l'étranger**

- Le 4 février 2005, début des travaux de l'Équipe de travail sur la reconnaissance des diplômes et des compétences des personnes formées à l'étranger. La formation d'une telle équipe a été annoncée lors du Forum des générations afin d'accélérer la concertation de tous les intervenants visés par la question de la reconnaissance des acquis. L'Équipe de travail avait le mandat de proposer des moyens concrets pour mettre en œuvre les recommandations du Groupe de travail liés à l'accès aux professions régies par les ordres professionnels.
- Sur la base des recommandations du Groupe de travail sur l'accès aux professions et métiers réglementés et qui concernent spécifiquement l'accès aux professions régies par les ordres professionnels, le mandat de l'Équipe de travail était le suivant :
  - circonscrire les principales difficultés qui empêchent de reconnaître plus rapidement la formation et les compétences des personnes formées à l'étranger;
  - déterminer les actions et les mesures incontournables pour lever ces difficultés;
  - susciter l'engagement des intervenants concernés à réaliser rapidement des actions structurantes et concrètes qui auront un impact significatif.
- Le 5 décembre 2005, l'Équipe de travail a officiellement remis son rapport à la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, M<sup>me</sup> Lise Thériault. Les recommandations de l'Équipe de travail, ainsi que celles du Groupe de travail de parlementaires sont en bonne voie d'être réalisées.
- À titre d'exemple, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport accepte maintenant de financer toutes les formations d'appoint de niveau collégial prescrites à un candidat par un ordre professionnel. Cela a permis de lever une des difficultés liées à l'accès à ces formations d'appoint.



**TOUTE DOCUMENTATION DEPUIS 2001 (ÉTUDES, RAPPORTS, PROCÈS VERBAUX, CORRESPONDANCE)  
PRODUITE PAR LA TABLE DE CONCERTATION SUR L'IMMIGRATION ET L'ADMISSION  
AUX ORDRES PROFESSIONNELS**

1. Compte rendu du 16 octobre 2001
2. Compte rendu du 12 décembre 2001
3. Compte rendu du 21 février 2002
4. Compte rendu du 20 juin 2002
5. Compte rendu du 13 février 2003
6. Plan de travail révisé en avril 2003
7. Compte rendu du 2 mai 2003
8. Compte rendu du 8 juillet 2003
9. Plan de travail révisé en octobre 2003
10. Compte rendu du 29 octobre 2003
11. Plan de travail révisé en mars 2004
12. Compte rendu du 4 mai 2004

## QUESTION 47

### **TOUTE DOCUMENTATION ÉVALUANT LE COÛT ET LA FAISABILITÉ DES RECOMMANDATIONS DE L'ÉQUIPE DE TRAVAIL SUR LA RECONNAISSANCE DES DIPLÔMES ET DES COMPÉTENCES DES PERSONNES FORMÉES À L'ÉTRANGER**

L'évaluation de la faisabilité et des coûts des recommandations de l'Équipe de travail sur la reconnaissance des diplômes et des compétences des personnes formées à l'étranger est un mandat qui sera réalisé par un comité multipartite. Celui-ci tiendra sa première réunion au mois de mai 2006. En effet, ce comité aura pour tâche :

- d'assurer la cohérence des actions et les suites appropriées, notamment, sur l'accès à la formation d'appoint et le soutien financier aux personnes engagées dans une démarche de reconnaissance d'équivalence de leurs diplômes et de leur formation;
- de préparer un plan de mise en œuvre des recommandations et
- de chiffrer le coût des mesures proposées.

**DÉTAIL DES DÉMARCHES ENTREPRISES DEPUIS 2001 AFIN DE CONSTITUER UN RÉSEAU DE  
PARTENAIRES ÉTRANGERS POUR L'ÉVALUATION DES CONNAISSANCES LINGUISTIQUES  
ET POUR L'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS**

**ENTENTES DE FRANCISATION AVEC DES PARTENAIRES À L'ÉTRANGER**

- En 2001, une collaboration s'amorce avec des Alliances françaises, au niveau de la promotion et de la référence à des cours de français sur le territoire du Mexique.
- En 2002, la collaboration s'intensifie en Amérique latine, notamment avec l'ouverture du bureau de Buenos Aires. Des liens sont établis avec différents partenaires (Alliances françaises, Centre d'éducation canadien, Université de Buenos Aires) afin de leur référer des candidats à l'immigration qui ont besoin de suivre des cours de français.
- En 2002, des discussions avec les Alliances françaises de Beijing, de Guangzhou et de Shanghai et de l'Université de langues étrangères de Beijing, ont lieu en vue d'une éventuelle collaboration pour des projets de francisation à l'étranger de candidats à l'immigration se destinant au Québec.
- Des ententes officielles avec le MICC sont signées en mai 2003 au Mexique (Mexico, Puebla et Xalapa), en septembre 2003 en Chine (Beijing, Shanghai et Guangzhou), en janvier 2004 en Argentine (Buenos Aires, Cordoba), en février 2004 en Uruguay (Montevideo), en avril 2004 en Bulgarie (Plovdiv), en octobre 2005 en Colombie (Bogota), en novembre 2005 en Roumanie (Bucarest), en Bulgarie (Sofia), en Ukraine (Kiev), au Chili (Santiago), en Colombie (Cali), en décembre 2005 au Pérou (Lima), au Brésil (Rio de Janeiro et Sao Paulo), en janvier 2006 en Inde (New Delhi, Kolkata et Mumbai) et en février 2006 en Argentine (Buenos Aires).
- Au total, trente et une ententes ont été signées en Amérique latine, en Asie et en Europe de l'Est. Ces ententes, toutes identiques, prévoient que, pour le moment, le partenaire évaluera le degré d'apprentissage des étudiants à l'aide de ses propres tests.

**ÉVALUATION DU FRANÇAIS PAR UN ORGANISME EXTERNE**

- En vue d'une accréditation éventuelle, des contacts ont été établis et des discussions de travail sont en cours avec les fournisseurs suivants de services spécialisés dans l'élaboration d'instruments standardisés pour l'évaluation des compétences langagières en français :
  - la Chambre de commerce et d'Industrie de Paris (CCIP) pour le *Test d'évaluation de français* (TEF) calibré sur l'échelle du cadre commun européen;
  - le Centre international d'études pédagogiques de Paris (CIEP) pour le *Test de connaissance de français* (TCF) qui positionne également les candidats sur l'échelle du cadre européen commun de référence pour les langues.
- Des demandes ont été formulées et les travaux se poursuivent avec ces deux organisations afin que leur offre de service soit adaptée aux besoins du Québec, notamment pour l'évaluation des compétences linguistiques des candidats aux fins de leur sélection dans la catégorie des travailleurs.
- Des travaux ont aussi été entrepris afin d'établir des correspondances entre les résultats au TCF et au TEF, les *Niveaux de compétence en français langue seconde pour les immigrants adultes* du MICC et le pointage à la grille de sélection relatif aux connaissances linguistiques.

**APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS EN LIGNE**

- Le MICC a expérimenté à l'étranger et au Québec un cours en ligne de niveau intermédiaire pour l'apprentissage du français écrit visant l'intégration au milieu du travail. Cette expérimentation a été réalisée en 2003 en collaboration avec l'Institut d'enseignement supérieur en langues vivantes Juan Ramón Fernández, à Buenos Aires et avec l'Institut supérieur Almirante Guillermo Brown, à Santa Fé. En octobre 2005, un appel d'offres provenant de la Direction des politiques et programmes de francisation (DPPF) et la Direction des systèmes d'information (DSI) a été lancé dans le cadre du projet de formation en ligne pour la francisation des immigrants. L'appel d'offres incluait un devis pédagogique et un échantillon d'un module d'apprentissage.

**DÉTAIL DES MESURES EXISTANTES OU ENVISAGÉES DANS LE BUT DE MIEUX INTÉGRER LES FEMMES IMMIGRANTES ET ISSUES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES VICTIMES DE VIOLENCE ET D'ISOLEMENT**

- Le Plan d'action 2004-2007 *Des valeurs partagées, des intérêts communs* prévoit deux mesures spécifiques visant les femmes immigrantes et des communautés culturelles. La première de ces mesures vise à remédier à l'isolement de ces personnes : quinze projets ont été réalisés en ce sens en 2005-2006 pour un montant total de 277 173 \$. La seconde mesure visait la prévention de la violence faite aux femmes immigrantes et des communautés culturelles : deux projets ont été réalisés en 2005-2006 pour un total de 33 000 \$.
- Le Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants (PANA) prévoit des projets s'adressant particulièrement à des clientèles de femmes immigrantes pour des services d'intégration socioéconomique. À cet effet, pour l'année financière 2005-2006, six organismes ont été subventionnés dans le PANA pour un total de 617 660 \$.
- Les personnes immigrantes participant aux cours de francisation sont en majorité des femmes (environ 60 %). Des mesures visant à rejoindre les femmes immigrantes, notamment celles des communautés culturelles qui participent en plus faible nombre aux services de francisation, ont été prévues au Plan d'action *Des valeurs partagées, des intérêts communs*. En 2005-2006, des projets ont été amorcés et sont en cours, notamment, avec la Société internationale du Bangladesh, l'Accueil aux immigrants de l'Est de Montréal ainsi qu'un projet visant les femmes mauritaniennes. À Gatineau, un projet est en cours avec l'Association des femmes immigrantes de l'Outaouais. Le démarrage de d'autres projets est prévu, notamment avec l'organisme PRISME pour les femmes sikhs et punjabi.
- L'organisme le Centre des femmes de Montréal dispense aussi des sessions de sensibilisation à la violence conjugale aux finissants en francisation sur l'île de Montréal. Près de 60 sessions ont été données en 2005-2006. Hors de Montréal, des sessions ont aussi été offertes en Estrie (Sherbrooke, Drummondville, Victoriaville) et en Outaouais. Dans la prochaine année, des sessions devraient aussi être offertes dans la région de la Capitale-Nationale.

DÉTAIL DE L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DE LA RÉVISION  
DU PROGRAMME DE PARRAINAGE COLLECTIF

▪ **Révision de certaines exigences réglementaires**

Dans le Plan d'action *Des valeurs partagées, des intérêts communs*, le MICC a rendu publiques ses intentions relativement à l'assouplissement de certaines règles régissant le programme de parrainage collectif des réfugiés. Elles se résument comme suit :

- composition des groupes : il est prévu de permettre à des groupes de deux à cinq personnes (plutôt que de cinq personnes seulement) de s'engager conjointement et solidairement envers des réfugiés en souscrivant un parrainage. Une formule mixte est également prévue afin de permettre à une personne morale et à un individu de souscrire conjointement un engagement;
- durée de l'engagement : il est également prévu de permettre des engagements d'une durée de trois ans (plutôt que d'un an seulement) de manière à ce que des personnes présentant de plus faibles capacités d'établissement puissent également être sélectionnées dans le cadre de ce programme.

Sous réserve de l'approbation du Conseil des ministres, ces modifications réglementaires entreront en vigueur en 2006.

▪ **Gestion des activités**

Dans le cadre du Plan de modernisation de l'État, le MICC a rapatrié à Montréal, en février 2005, la sélection des réfugiés au sein d'une équipe dédiée à l'immigration humanitaire. Cette mesure permet au ministère de gérer plus efficacement ces candidatures et d'assurer une meilleure rétro information auprès des partenaires.

▪ **Réduction des délais de traitement**

Les délais de traitement constituent un irritant majeur dans le programme de parrainage collectif des réfugiés. Les délais les plus importants sont liés au fait qu'il appartient au gouvernement canadien de déterminer si la personne parrainée est un réfugié ou une personne en situation semblable.

Dans le Plan d'action *Des valeurs partagées, des intérêts communs*, le ministère s'est engagé à renforcer les interventions du Québec à l'étranger en matière de sélection humanitaire, notamment afin de réduire les délais de traitement. Une mission a été effectuée à Islamabad en juillet 2005 auprès de réfugiés afghans. Une mission à Nairobi, prévue pour juin 2006, est en cours de préparation.

**DÉTAIL DE L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX SUR LA RÉVISION DU PROCESSUS DE TRAITEMENT  
EN VUE DE RÉDUIRE LES DÉLAIS POUR LES DEMANDES D'ENGAGEMENT  
DANS LA CATÉGORIE DU REGROUPEMENT FAMILIAL**

▪ **Révision du processus de traitement**

La révision du processus de traitement des demandes s'inscrit dans la foulée du Plan d'action *Des valeurs partagées, des intérêts communs* qui prévoit accélérer la réunification des membres de la catégorie du regroupement familial.

En 2005-2006, un examen fin de chaque activité relative à la gestion des demandes d'engagement a été amorcé. L'objectif est de faire en sorte que, notamment par une utilisation accrue de la technologie, les garants du Québec ne soient pas soumis à des délais de traitement supérieurs à ceux des autres provinces.

Le nouveau processus devra pouvoir intégrer l'échange électronique des données avec Citoyenneté et Immigration Canada (CIC).

▪ **Révision des guides (garant et parrainé) et des outils d'information**

La révision des Guides du garant et du parrainé est amorcée et leur parution est liée aux modifications réglementaires, dont l'entrée en vigueur est prévue en 2006, et à la révision du processus.

Un document visant à outiller les intervenants auprès des personnes violentées en attente de la résidence permanente, élaboré en collaboration avec CIC, est disponible depuis mai 2005.

▪ **Échange électronique de données avec Citoyenneté et Immigration Canada**

Dans le cadre du traitement des demandes d'engagement, le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) et CIC doivent échanger des renseignements personnels. Cet échange est prévu à l'*Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains*.

Le projet d'échange électronique de données vise à réduire le temps de transit des renseignements entre les bureaux fédéraux et le MICC en permettant au MICC de recevoir, par voie électronique, les renseignements inscrits sur le formulaire fédéral de parrainage dans la catégorie du regroupement familial.

Les travaux ont été suspendus en 2003, la partie fédérale devant consacrer ses efforts au Système mondial de gestion des cas (SMGC) dont l'implantation des dernières composantes devrait être complétée en août 2007. Le MICC prévoit une reprise des travaux à la fin de 2007.

QUESTION 52

DÉLAIS D'ATTENTE POUR DES COÛRS DE FRANCISATION DURANT LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES			
Le délai d'attente est calculé en nombre de jours de calendrier entre l'admission et le début du cours. Il est calculé pour les étudiants en francisation au temps complet régulier seulement.			
a) Par centres régionaux			
Délai moyen en nombre de jours de calendrier	Années financières		
	2003-2004	2004-2005	2005-2006 <sup>1</sup>
Montréal	58	66	72
Québec	23	24	52
Estrie	26	53	34
Outaouais	51	71	54
Montréal	64	88	80
Laval	67	83	83
Ensemble du Québec	55	66	69
b) Pour tout le Québec			
	Années financières		
	2003-2004	2004-2005	2005-2006 <sup>1</sup>
Nombre de nouveaux étudiants inscrits	6 919 <sup>2</sup>	5 811 <sup>2</sup>	6 130
Nombre de nouveaux étudiants qui bénéficient d'un 1 <sup>er</sup> cours de français dans un délai de 3 mois ou moins	5 665	3 939	4 287
Proportion de nouveaux étudiants qui bénéficient d'un 1 <sup>er</sup> cours de français dans un délai de 3 mois ou moins	81,9 %	67,8 %	70,0 %
Délai moyen d'attente	55 jours	66 jours	69 jours
Il est à noter que la durée des sessions au temps complet est passée de 8 semaines à 11 semaines en août 2004, ce qui explique l'augmentation de la durée d'attente de 55 jours en 2003-2004 à 69 jours en 2005-2006. La durée d'attente moyenne qui était équivalente à une session en 2003-2004, est donc moindre aujourd'hui que la durée des nouvelles sessions, ce qui constitue une amélioration.			

<sup>1</sup> Données préliminaires

<sup>2</sup> Le calcul du délai d'attente ne peut être établi que lorsque toutes les informations requises sont disponibles. Ainsi, le nombre de nouveaux étudiants apparaissant dans le présent tableau pour 2003-2004 et 2004-2005 diffèrent quelque peu du nombre réel de nouveaux étudiants pour ces deux années, soit respectivement 7 020 et 5945.

QUESTION 53

NOMBRE D'IMMIGRANTS PARLANT FRANÇAIS À LEUR ARRIVÉE AU QUÉBEC

NOMBRE ET PROPORTION D'IMMIGRANTS ADMIS AU QUÉBEC EN 2005\*  
SELON LA CONNAISSANCE DU FRANÇAIS ET DE L'ANGLAIS\*\*

Connaissance du français et de l'anglais	2005*	
	n	%
Français seulement	10 240	23,6
Français et anglais	14 608	33,7
<i>Connaissant le français</i>	24 848	57,3
Anglais seulement	8 062	18,6
Ni français, ni anglais	10 463	24,1
Total (100 %)	43 373	100,0

\* Données préliminaires pour 2005.

\*\* Connaissance linguistique au moment de l'admission.

Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Direction de la recherche et de l'analyse prospective.



**NOMBRE D'IMMIGRANTS NE PARLANT PAS FRANÇAIS ET NE  
S'INSCRIVANT PAS AU COURS DE FRANÇAIS**

**CONTEXTE**

Les cours de français aux nouveaux immigrants sont offerts aux adultes ne connaissant pas le français ou ceux ayant des connaissances insuffisantes du français.

Il faut tenir compte que les nouveaux arrivants ne vont pas nécessairement s'inscrire dès leur arrivée. Plus de 70 % de ceux qui s'inscrivent le font la première année, mais certains viendront deux ans, trois ans et plus après avoir obtenu leur statut de résident permanent.

En réponse à la question sur le nombre d'immigrants ne parlant pas le français et ne s'inscrivant pas aux cours de français du MICC, nous avons utilisé les données de l'immigration de 2004.

**RÉSULTATS**

En 2004 le nombre d'immigrants admis a été de 44 246. Sur ce nombre, nous avons estimé qu'il y avait 12 152 adultes ne connaissant pas le français à leur arrivée au Québec.

Au 31 mars 2006, 3 998 immigrants ayant obtenu leur statut de résident permanent en 2004 s'étaient inscrits à un cours de français du MICC, soit une proportion de 33,4 %.

Il est à noter que des cours de langues sont offerts par d'autres institutions que le MICC, notamment les commissions scolaires, les écoles de langue de divers cégeps et universités et le YMCA. Le MICC ne comptabilise pas les clientèles immigrantes rejointes par l'ensemble des services ainsi offerts au Québec.

La dernière étude disponible sur la fréquentation des cours, tous services confondus, indiquait que, en 1996, environ 60 % des personnes ne connaissant pas le français s'étaient inscrites à un cours de français. La proportion rejointe par les services ministériels était alors équivalente à celle d'aujourd'hui, soit autour de 35 %.

**TAUX DE DÉCROCHAGE DES COURS DE FRANCISATION\* DURANT LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES**

Pour le MICC le taux de décrochage des cours de francisation est le rapport du nombre de départs et d'exclusions qui ont lieu avant la fin d'un cours sur le nombre d'étudiants actifs. Les cours à temps complet et à temps partiel du MICC sont tous d'une durée de 11 semaines, à l'exception des cours à temps partiel qui sont offerts durant l'été et, qui sont d'une durée de 7 semaines.

Les principaux constats tirés des tableau 1, 2 et 3 sont les suivants :

- En 2005-2006, le décrochage des étudiants des cours à temps complet est en diminution par rapport à ce qu'on a observé en 2004-2005 :
- Environ 15 % des étudiants du programme général quittent les cours avant la fin de la session;
- Un peu plus de 8 % des étudiants du programme adapté<sup>1</sup> en 2005-2006 quittent les cours avant la fin de la session, ce qui représente une baisse par rapport à l'année précédente;
- En général, le décrochage est un peu plus élevé pour le dernier bloc de cours de notre offre de service, soit le 3<sup>e</sup> cours du programme régulier et le 4<sup>e</sup> cours du programme adapté;
- Les taux de décrochage sont plus élevés dans les cours à temps partiel, ce qui est concordant avec ce qui est observé dans d'autres milieux de formation en ce qui concerne la persévérance des personnes qui suivent des cours ou des formations diverses à temps partiel.

N.B. : Il y aurait lieu d'utiliser un autre terme que celui de « décrochage des cours de francisation » car il ne s'applique pas tout à fait à la réalité de la formation chez les adultes. Ainsi, en francisation, les principaux motifs d'abandon sont : le travail à temps complet, le retour aux études à temps complet, la maternité et la maladie. De plus, ceux qui ne poursuivent pas leur francisation à temps complet peuvent le faire au temps partiel et un certain nombre d'entre eux le font.

<sup>1</sup> Pour étudiants peu scolarisés ou peu alphabétisés

\* La durée des sessions de cours ayant changé en 2004-2005, la comparaison avec les années antérieures n'est pas possible.

Tableau 1  
Taux d'abandon dans les cours réguliers à temps complet du programme général

COURS*	Année budgétaire	
	2004-2005	2005-2006
cours 1	15,5	14,6
cours 2	15,1	12,7
cours 3	16,9	17,9

Note:

Le taux d'abandon est le rapport du nombre de départs et d'exclusions qui ont eu lieu durant un cours sur le nombre d'étudiants actifs durant ce cours. En 2004-2005, à des fins de comparaison, seuls les groupes de la **nouvelle** offre de service en vigueur à partir d'août 2004 (11 semaines au lieu de 8 semaines auparavant) ont été considérés.

Capitale nationale et Est du Québec

COURS	Année budgétaire	
	2004-2005	2005-2006
cours 1	11,2	8,2
cours 2	12,6	10,7
cours 3	10,5	10,5

Laval Laurentides Lanaudières

COURS	Année budgétaire	
	2004-2005	2005-2006
cours 1	17,0	15,7
cours 2	13,2	10,5
cours 3	10,4	17,3

Estrie, Mauricie et Centre du Québec

COURS	Année budgétaire	
	2004-2005	2005-2006
cours 1	10,1	5,2
cours 2	9,4	10,9
cours 3	16,0	16,8

Montréal

COURS	Année budgétaire	
	2004-2005	2005-2006
cours 1	16,7	15,9
cours 2	16,8	13,0
cours 3	18,7	19,1

Outaouais, Abitibi, Témiscamingue et Nord du Québec

COURS	Année budgétaire	
	2004-2005	2005-2006
cours 1	23,2	15,0
cours 2	10,3	17,4
cours 3	5,9	18,2

Montréal

COURS	Année budgétaire	
	2004-2005	2005-2006
cours 1	9,4	15,3
cours 2	10,2	12,4
cours 3	17,8	13,8

\* L'offre de service des cours à temps complet est de 990 heures réparties en 3 sessions d'où la notion de cours 1, 2 et 3.

Tableau 2  
Taux d'abandon dans les cours réguliers à temps complet du programme adapté  
(c'est-à-dire pour étudiants peu alphabétisés ou peu scolarisés)

Ensemble du Québec

COURS*	Année budgétaire	
	2004-2005	2005-2006
cours 1	12,4	8,1
cours 2	10,3	7,1
cours 3	9,9	8,5
cours 4	13,0	12,3

Note:

Le taux d'abandon est le rapport du nombre de départs et d'exclusions qui ont eu lieu durant un cours sur le nombre d'étudiants actifs durant ce cours. En 2004-2005, à des fins de comparaison, seuls les groupes de la nouvelle offre de service en vigueur à partir d'août 2004 (11 semaines au lieu de 8 semaines auparavant) ont été considérés. Les cellules en grisé font état de cours qui n'ont pas été dispensés dans la région indiquée.

Capitale nationale et Est du Québec

COURS	Année budgétaire	
	2004-2005	2005-2006
cours 1	19,0	10,9
cours 2		7,0
cours 3	20,0	8,2
cours 4	12,5	0,0

Laval, Laurentides, Lanaudières

COURS	Année budgétaire	
	2004-2005	2005-2006
cours 1		5,6
cours 2		10,0
cours 3		10,0
cours 4		

Estrie, Mauricie et Centre du Québec

COURS	Année budgétaire	
	2004-2005	2005-2006
cours 1	2,7	6,6
cours 2	4,3	2,0
cours 3	5,0	8,0
cours 4	15,0	11,7

Montréal

COURS	Année budgétaire	
	2004-2005	2005-2006
cours 1	15,3	13,6
cours 2	13,3	9,9
cours 3	13,2	10,7
cours 4	20,0	24,0

Outaouais, Abitibi, Témiscamingue et Nord du Québec

COURS	Année budgétaire	
	2004-2005	2005-2006
cours 1		4,0
cours 2		11,5
cours 3		8,3
cours 4		9,1

Montréal

COURS	Année budgétaire	
	2004-2005	2005-2006
cours 1	9,8	3,0
cours 2		7,8
cours 3	0,0	5,8
cours 4	4,2	6,4

\* L'offre de service des cours à temps complet pour la clientèle peu alphabétisée et peu scolarisée est de 1100 heures réparties en 4 sessions d'où la notion de cours 1, 2, 3 et 4.

Tableau 3 Taux d'abandon observés durant les cours réguliers à temps partiel Ensemble du Québec *					
Année budgétaire	Selon le nombre d'heures de cours par semaine				Total
	4 hres / sem.	6 hres / sem.	9 hres / sem.	12 hres / sem.	
2004-2005	21,0	29,7	32,7	35,2	30,8
2005-2006	20,5	28,7	33,3	39,1	31,5

\* La grande majorité des cours à temps partiel se donnant à Montréal, les données par région ne sont pas significatives.

**COPIE À JOUR DE LA LISTE DE CLASSEMENT DE TOUS LES DOCUMENTS DISPONIBLES DANS VOTRE MINISTÈRE OU ORGANISME TEL QUE PRESCRIT PART LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (CHAPITRE A-2.1)**

La liste de classement du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles reproduit le Plan ministériel de classification. Afin de faciliter le repérage des documents, elle comprend six sections :

1. Des notes explicatives
2. Les plans de classification abrégés :
  - *Dossiers de gestion*
  - *Dossiers d'exploitation*
3. Un index alphabétique
4. Le plan de classification détaillé des dossiers de gestion
5. Le plan de classification détaillé des dossiers d'exploitation
6. Le plan de classification détaillé des dossiers nominatifs

L'ensemble forme un document de quelque 360 pages.

p.j. : Section 2 de la liste ministérielle de classement

PLAN DE CLASSIFICATION ABRÉGÉ  
DOSSIERS DE GESTION

2005-09-15

000-099 LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION	100-199 ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET GESTION DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS	200-299 FINANCES, VÉRIFICATION ET ÉVALUATION	300-399 RESSOURCES HUMAINES	400-499 RESSOURCES MATÉRIELLES
<b>010 – Documents constitutifs</b>  011 – Statuts et chartes Histoire du Ministère	<b>110 – Politiques, directives et procédures</b> 111 – Politiques administratives 112 – Directives, normes et procédures administratives 113 – Délégation des pouvoirs de signature 114 – Directives, normes et procédures du Ministère 115 – Guide de procédures de sélection (GPS)	<b>210 – Gestion financière</b> 212 – Plan de gestion financière du Ministère 213 – Structure budgétaire 214 – Programmation budgétaire	<b>310 – Organisation et contrôle des effectifs</b> 311 – Plan d'organisation administrative supérieure (POAS) 312 – Plan d'organisation administrative inférieure (POAI) 313 – Classification des emplois 314 – Description, analyse et évaluation des emplois 315 – Cahier des effectifs	<b>410 – Achats et approvisionnements</b> 411 – Réquisitions au Service des ressources matérielles 413 – Réquisitions à la Direction générale de l'approvisionnement 414 – Commandes ouvertes
<b>020 – Mémoires</b> 021 – Mémoires au Conseil des ministres 022 – Autres mémoires	<b>120 – Planification</b> 121 – Dossiers majeurs 122 – Objectifs opérationnels 123 – Planification du travail 124 – Rapport annuel 125 – Rapports d'activités	<b>220 – Préparation du budget</b> 221 – Revue des programmes 222 – Prévisions détaillées des crédits 223 – Étude des crédits	<b>320 – Dotation</b> 322 – Politique de dotation 323 – Offres de service 324 – Dotation en personnel régulier 325 – Dotation en personnel occasionnel, contractuel et autres 327 – Cartes d'identité	<b>420 – Aménagement et utilisation des locaux</b> 421 – Acquisition et aménagement des locaux et des immeubles 422 – Entretien et réparation 423 – Affichage et signalisation 424 – Utilisation des locaux 425 – Stationnement 426 – Surveillance, sécurité et évacuation 427 – Services de premiers soins
<b>030 – Projets de loi et projets de règlement</b> 030A – Projets de loi et projets de règlement en rapport avec la compétence du ministère 030B – Autres projets de loi qui ne sont pas directement reliés à la compétence du ministère	<b>130 – Gestion des technologies de l'information</b> 131 – Coordination des t.i. 132 – Demandes des usagers 133 – Gestion des projets informatiques 134 – Doc. technique des systèmes 135 – Infrastructure technologique et réseau 136 – Exploitation des systèmes 137 – Support aux usagers 138 – Systèmes d'information aux fins de gestion	<b>230 – Modification du budget</b> 231 – Virements de fonds 232 – Demandes additionnelles de crédits 234 – Réaménagement budgétaire	<b>330 – Organisation de la carrière</b> 331 – Accueil et intégration du personnel 332 – Évaluation du rendement 333 – Permanence 334 – Avancement d'échelon 335 – Changement de grade et avancement de classe 336 – Aide aux employé(e)s 337 – Cessation d'emploi	<b>430 – Mobilier, fournitures, matériel et équipements</b> 431 – Approvisionnement 433 – Inventaire 434 – Entretien et réparation 436 – Prêts d'équipement 437 – Disposition et récupération des biens 438 – Plans d'équipement
<b>040 – Lois et règlements</b> 041 – Lois et règlements qui sont directement reliés à la compétence du ministère 042 – Autres lois et règlements qui ne sont pas directement reliés à la compétence du ministère	<b>140 – Organisation du travail</b> 141 – Accès à l'information 142 – Gestion des documents 143 – Gestion des formulaires 144 – Étude du fonctionnement et des méthodes de travail	<b>240 – Suivi du budget</b> 241 – Suivi de l'évolution du budget 242 – Gestion des engagements 243 – Gestion des paiements 244 – Gel des crédits et crédits périmés 245 – Fonds locaux (petite caisse) 247 – Rapports SYGBEC	<b>340 – Développement des ressources humaines</b> 341 – Plan annuel de développ. 342 – Programmes de développ. 343 – Réalisation et suivi du plan annuel 344 – Comités de perfectionnement 345 – Fichiers des ressources	<b>440 – Ressources documentaires</b> 441 – Monographies 442 – Périodiques 443 – Ouvrages de référence
<b>050 – Ententes</b>	<b>150 – Statistiques, études, recherches</b> 151 – Statistiques 152 – Études et recherches du Ministère 153 – Études et recherches externes	<b>250 – Gestion des revenus</b> 251 – Revenus en vertu des ententes – PNFE 252 – Revenus en vertu des ententes – Manuels scolaires 253 – Revenus en vertu des ententes – Citoyenneté 255 – Autres revenus	<b>350 – Présence au travail</b> 351 – Horaire de travail 352 – Fermeture des bureaux 353 – Travail à temps partiel 354 – Assiduité 355 – Absence pour activités syndicales 356 – Congé sans traitement à traitement différé	<b>450 – Télécommunications</b> 451 – Réseau téléphonique 452 – Répertoires téléphoniques 453 – Télécopieurs 454 – Abonnements à des banques de données externes 456 – Télégrammes
<b>060 – Décrets et décisions du gouvernement</b> 061 – Décrets du Conseil des ministres 062 – Décisions du Conseil des ministres 063 – Décrets (arrêtés) ministériels		<b>260 – États financiers et vérification</b> 261 – États financiers 262 – Contrôle et vérification 263 – Vérification interne 264 – Commission des engagements financiers 265 – Rapports aux organismes centraux	<b>360 – Rémunération, primes et allocations</b> 361 – Administration de la paie	<b>460 – Services des postes et de messageries</b> 461 – Courrier interne 462 – Service gouvernemental 463 – Firms de messagerie 464 – Postes Canada
<b>070 – Décisions du Conseil du trésor</b> 072 – Gestion des ressources humaines 073 – Gestion financière 074 – Gestion des ressources matérielles	<b>170 – Communications</b> 171 – Plans et programmes de communication 172 – Publications du Ministère 173 – Utilisation des langues 174 – Documents graphiques et audiovisuels 175 – Campagnes d'information et de publicité 176 – Relations avec les médias 177 – Événements spéciaux 178 – Campagnes de sollicitation 179 – Relations entre les unités	<b>270 – Évaluation des programmes et des services du ministère</b> 271 – Techniques et outils d'évaluation 272 – Plans et programmes d'évaluation 273 – Études et rapports d'évaluation	<b>370 – Avantages sociaux, santé et sécurité au travail</b> 371 – Régimes d'assurance 372 – Régimes de retraite 374 – Santé et sécurité au travail 375 – Autres avantages sociaux	<b>470 – Véhicules</b> 471 – Spécifications 472 – Achats, échanges et locations 473 – Immatriculation et assurances 474 – Accidents 475 – Entretien, réparation et utilisation 476 – Cartes de crédit
<b>080 – Matières juridiques</b> 080A – Litiges et poursuites pénales 080C – Études juridiques 081 – Commissions de commissaire à l'assermentation	<b>180 – Affaires et relations extérieures</b> 181 – Relations internationales 182 – Relations féd.-prov. 183 – Relations interprovinciales 184 – Relations avec les ministères et les organismes du gouv. Québec 185 – Relations avec les autres organismes 186 – Relations avec les clientèles 187 – Demandes de communications ou de rectifications d'info. 188 – Relations avec les partis pol.	<b>280 – État des dépenses</b> 281 – Coûts reliés à l'accord Canada-Québec 282 – Coûts des services dispensés aux revendicateurs du statut de réfugié 283 – Coûts des produits et services 284 – Dépenses inhérentes au développement régional 285 – Dépenses inhérentes à la culture	<b>380 – Relations du travail</b> 381 – Conventions collectives 382 – Conditions de travail des employés non syndiqués 383 – Syndicats et associations professionnelles 384 – Comités ministériels de relations professionnelles (CMRP) 385 – Grievs et appels 387 – Grèves et lock-out 388 – Règles d'éthique 389 – Mesures administratives ou disciplinaires	<b>480 – Reprographie</b> 481 – Services de reprographie 482 – Microfilms
	<b>190 – Comités, colloques, réunions</b> 191 – Comités et conseils 193 – Réunions au niveau supérieur 194 – Autres réunions 195 – Conférences, congrès, colloques et séminaires 196 – Associations et autres regroupements		<b>390 – Dossiers des employé(e)s</b>	<b>490 – Acquisition de biens et services</b> 491 – Documents d'appel d'offres 494 – Contrats

# PLAN DE CLASSIFICATION ABRÉGÉ DOSSIERS D'EXPLOITATION

2003-12-18

500-599 IMMIGRATION	600-699 INTÉGRATION SOCIO-ÉCONOMIQUE	700-799 INTÉGRATION LINGUISTIQUE	800-899 RELATIONS CIVIQUES ET POPULATION	900-999 AUTRES MISSIONS DU M.R.C.I.
510 – Politiques et niveaux d'immigration 511 – Politiques d'immigration 512 – Niveaux d'immigration 520 – Programmes d'immigration permanente 521 – Catégorie des enfants 522 – Catégorie : famille 523 – Réfugiés 524 – Revendicateurs du statut de réfugié 525 – Autres 530 – Programmes d'immigration temporaire 531 – Travailleurs temporaires 532 – Étudiants 533 – Cas médicaux	610 – Politiques d'intégration socio-économique 620 – Programmes d'intégration sociale 621 – Accueil 622 – Programmes relatifs au logement 623 – Programmes de santé et de services sociaux 630 – Programmes d'intégration économique	710 – Clientèles 711 – Données générales et spécifiques sur les clientèles 712 – Études sur les clientèles 720 – Politiques d'intégration linguistique 721 – Politiques d'intégration linguistique 722 – Planification des activités d'intégration linguistique 730 – Programmes et services d'intégration linguistique 731 – Programmes fédéraux 732 – Programmes et services d'intégration linguistique en réseaux institutionnels 733 – Programmes et services d'intégration linguistique en partenariat 734 – Programmes et services d'intégration linguistique offerts dans le secteur privé 735 – Cours de français à l'étranger 736 – Autres programmes d'intégration linguistique 740 – Développement pédagogique 741 – Politiques de développement pédagogique 742 – Programmes d'études de base et adaptés 743 – Matériel didactique 744 – Formation et perfectionnement des maîtres 750 – Politiques et programmes de promotion de l'apprentissage de la langue française 751 – Politiques de promotion de l'apprentissage de la langue française 752 – Programmes de promotion de l'apprentissage de la langue française 760 – Mesures des connaissances et évaluation des apprentissages 761 – Politiques d'évaluation 762 – Évaluation des connaissances et des apprentissages	810 – Politiques de relations civiques et de population 820 – Programmes de relations civiques et de population 821 – Conception des programmes 822 – Mise en œuvre des programmes 823 – Application des programmes 830 – Participation civique 831 – Éducation civique 832 – Promotion de la citoyenneté 833 – Hommage au civisme – Dossiers de propositions 840 – Droits de la personne 850 – Relations entre les collectivités 851 – Gestion de la diversité 852 – Adaptation des organisations 853 – Pluralisme et rapprochement interculturel 854 – Groupes religieux et relations interconfessionnelles 855 – Lutte au racisme 856 – Autres projets d'intervention auprès des collectivités 860 – Organismes non gouvernementaux 860A – Renseignements généraux sur les groupes d'appartenance 860B – Renseignements spécifiques sur les groupes d'appartenance 860C – Organismes non gouvernementaux – Dossier général 860D – Organismes non gouvernementaux – Demandes d'aide financière 870 – Coordination gouvernementale en matière de relations interculturelles 871 – Plan d'action gouvernemental en matière d'intégration des immigrants et des membres des communautés culturelles 872 – Coordination du réseau des répondants 873 – Autres 880 – Relations avec les jeunes et les aînés	910 – Intégration des femmes immigrantes et des communautés culturelles 930 – Programme national de réconciliation avec les orphelins et orphelines de Duplessis 931 – Conception du programme 932 – Mise en œuvre du programme 933 – Dossiers des bénéficiaires du programme
	650 – Programmes d'intégration aux études et au marché du travail 651 – Référence scolaire et professionnelle 652 – Information scolaire 653 – Information professionnelle 654 – Counseling d'orientation 655 – Reconnaissance des acquis 660 – Programmes de régionalisation			
560 – Programmes humanitaires 561 – Programmes spéciaux 562 – Situation des réfugiés 570 – Services aux gens d'affaires 580 – Bureaux d'immigration du Québec à l'étranger 590 – Missions				

## DOSSIERS NOMINATIFS

1100	1200	1300	1400	1500
Cas de représentation	Candidats à l'immigration permanente	Candidats aux séjours temporaires	Garants	Gens d'affaires
1600	1700	1800		
Accueil et soutien	Évaluation et référence scolaire et professionnelle	Stagiaire en formation linguistique		

Centre de gestion documentaire

Direction des affaires publiques et des communications



**ÉTAT DE SITUATION DU SUIVI DONNÉ AUX ENGAGEMENTS CONTENUS DANS LE PLAN QUÉBEC-  
RÉGIONS EN PRÉCISANT LES SOMMES VERSÉES POUR 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006  
AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2006-2007**

**Étudiants étrangers**

- Accélérer le traitement des demandes des candidats intéressants pour les régions en offrant un service personnalisé aux étudiants étrangers en région pour leurs démarches d'immigration permanente (Mesure 9).
  - Les Services d'immigration du Québec (SIQ) en Outaouais, en Estrie, en Mauricie et à Québec offrent un service personnalisé aux étudiants étrangers en vue de faciliter leurs démarches d'immigration permanente. À cet effet, ces services :
    - informent et conseillent les étudiants au sujet des démarches à entreprendre;
    - les aident à remplir les documents;
    - les informent de l'état d'avancement de leur dossier.
  - En amont, trois SIQ ont également tenu un total de 14 séances d'information sur les campus en 2005-2006, auprès des étudiants intéressés. Le SIQ de l'Outaouais a pour sa part misé sur des rencontres individuelles.
  - Tout comme pour l'exercice précédent, aucun budget additionnel n'est prévu en 2006-2007 pour assurer la poursuite de cette mesure, assumée à même les budgets de fonctionnement respectifs de chaque SIQ.
- Déployer des activités visant à augmenter le nombre d'étudiants étrangers dans les établissements de niveau postsecondaire des régions (Mesure 10).

*ÉduQuébec-Régions*

- Débutée à l'automne 2003, une entente de partenariat avec les universités du Québec situées en Abitibi-Témiscamingue, au Bas-Saint-Laurent, en Mauricie, en Outaouais et au Saguenay-Lac-St-Jean, ainsi qu'avec Cégep International, au nom des 14 cégeps publics de ces mêmes régions, vise à promouvoir les programmes d'études et les établissements en région auprès des étudiants étrangers. Cette entente donne lieu à des activités de promotion communes avec les partenaires de ce projet, sous la bannière ÉduQuébec-Régions. Ce projet est devenu une mesure du Plan d'action ministériel 2004-2007.
- Le projet a bénéficié d'une subvention initiale non récurrente de 300 000 \$ du ministère de l'Éducation du Québec, pour l'élaboration et les mises à jour du matériel promotionnel.
- En 2005-2006, un total de six missions de promotion ont été réalisées, dont trois en France et trois au Mexique, couvrant un total de 16 villes. Les dépenses de fonctionnement reliées aux activités d'ÉduQuébec-Régions s'élevaient à 74 000 \$ au 1<sup>er</sup> mars 2006, incluant les frais de déplacement à l'étranger.

*Île de la Réunion*

- Entreprise à l'automne 2003, sous la bannière ÉduQuébec-Régions, la participation à des missions de promotion auprès d'étudiants de l'Île de la Réunion est devenue une activité de promotion à part entière, depuis l'automne 2004, alors qu'une mission élargie regroupait les représentants d'une douzaine d'établissements, dont des cégeps de régions non partenaires d'ÉduQuébec-Régions.
- En 2005-2006, les dépenses de fonctionnement liées à la Réunion ont totalisé quelque 23 000 \$.

**ÉTAT DE SITUATION DU SUIVI DONNÉ AUX ENGAGEMENTS CONTENUS DANS LE PLAN QUÉBEC-RÉGIONS EN PRÉCISANT LES SOMMES VERSÉES POUR 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2006-2007**

**Travailleurs étrangers**

- Accélérer le traitement des demandes des candidats intéressants pour les régions en offrant un service personnalisé aux travailleurs étrangers en région pour leurs démarches d'immigration permanente (Mesure 9).

Le MICC a continué, au cours de l'année 2005-2006, d'offrir un service personnalisé aux travailleurs étrangers dans les services d'immigration du MICC, soit en Outaouais, en Estrie, en Mauricie et dans la région de Québec. Ce service a pour objectif de faciliter les démarches d'immigration des travailleurs temporaires étrangers :

- information et conseils sur la démarche d'immigration;
- aide pour compléter les documents;
- entrevues au Québec, si possible.

- Amorcer les procédures pour la demande de certificat d'acceptation du Québec du travailleur temporaire recruté par l'employeur, dès la signature du contrat de travail lors de l'entrevue réalisée dans le cadre d'une mission de recrutement à l'étranger (Mesure 9).

Depuis 2001-2002, le ministère donne ce service dans le cadre de missions de recrutement des travailleurs temporaires à l'étranger. Lors de ces missions, des conseils et de l'information sur les démarches d'immigration permanente sont également offerts aux travailleurs étrangers qui sont intéressés.

- S'entendre avec Citoyenneté et Immigration Canada sur des modalités accélérées de traitement de permis de travail pour des travailleurs temporaires se destinant en région (Mesure 9).

En 2003-2004, le ministère a convenu avec CIC que les demandes des travailleurs recrutés dans le cadre de mission de recrutement soient traitées individuellement, que ceux-ci se destinent en région ou non. Ces demandes sont préalablement identifiées et référées par le MICC aux Bureaux canadiens des visas qui ont à traiter les demandes de permis de travail pour ces travailleurs temporaires.

En 2005-2006, le MICC a poursuivi la révision des modalités de sélection des candidats à l'immigration de la catégorie des travailleurs se destinant au Québec. Dans le cadre de ces changements, il est prévu de faciliter l'arrimage entre les besoins des employeurs en région et les candidats à l'immigration.

Dans cette optique, des pourparlers ont été amorcés avec CIC pour convenir de modalités de traitement accéléré de la demande de résidence permanente et aussi de la demande de permis de travail des travailleurs sélectionnés par le Québec qui sont détenteurs d'une offre d'emploi validée.

**LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES EN 2005-2006 AFIN DE PROMOUVOIR  
L'INTÉGRATION DES IMMIGRANTS EN RÉGION**

Le ministère a entrepris les actions suivantes :

- la sélection d'immigrants aptes à occuper des emplois en région;
- la sélection de travailleurs temporaires qui répondent à des besoins de main-d'œuvre spécifiques en région, notamment le recrutement de médecins étrangers, d'infirmières et d'orthophonistes dans le cadre des actions menées par l'équipe « Recrutement Santé-Québec »;
- la sélection d'immigrants investisseurs et entrepreneurs susceptibles d'effectuer des placements de capitaux dans des entreprises en région ou de créer eux-mêmes des entreprises;
- la sélection d'étudiants étrangers qui fréquentent les établissements en région et qui peuvent représenter un bassin potentiel d'immigrants pour les régions, comme, par exemple, dans le cadre d'une entente avec l'Île de la Réunion qui favorise la venue d'étudiants réunionnais et leur établissement éventuel dans plusieurs régions du Québec;
- le travail des Bureaux d'immigration du Québec à l'étranger qui fournissent aux candidats potentiels de l'information sur les régions du Québec;
- le lancement en mai 2004 du Plan d'action *Des valeurs partagées, des intérêts communs*;
- le lancement de sept plans d'action régionaux, adaptés aux spécificités régionales et qui prévoient plusieurs mesures pour favoriser l'intégration des immigrants en régions : Capitale-Nationale (mai 2004), Estrie (mars 2005), Saguenay—Lac-Saint-Jean (avril 2005), Laval (octobre 2005), Mauricie (novembre 2005), agglomération de Longueuil (novembre 2005) et est de la Montérégie (novembre 2005);
- quatre ententes avec des municipalités adaptées aux besoins du milieu ont été rendues publiques : Ville de Sherbrooke (mars 2005), Municipalité de Rawdon (juin 2005), Ville de Montréal (juin 2005) et Ville de Québec (janvier 2006);
- l'annonce de six ententes avec des Conférences régionales des élus (CRÉ) visant la régionalisation de l'immigration : CRÉ de l'Estrie (octobre 2005), CRÉ de Montréal (octobre 2005), CRÉ de la Chaudière-Appalaches (janvier 2006), CRÉ et Ville de Laval (mars 2006) et CRÉ du Saguenay—Lac-Saint-Jean (mars 2006), CRÉ de Longueuil (avril 2006);
- les services Immigration-Québec qui fournissent de l'information sur les régions du Québec et développent l'accompagnement personnalisé auprès des immigrants, avec le concours des organismes partenaires;
- certains projets spécifiques conclus avec des organismes d'accueil et d'intégration (de Montréal et des régions) qui ciblent les immigrants présents dans la région métropolitaine de Montréal et les incitent à explorer les possibilités d'emploi et d'installation en région;
- la mise en place au cours des derniers mois de plusieurs mesures en matière de francisation, telles l'ouverture d'un centre d'auto-apprentissage du français à Québec, une entente avec des partenaires institutionnels et communautaires locaux afin de favoriser l'intégration à la communauté (redéploiement des services de francisation à temps complet vers les collèges, universités, commissions scolaires et ONG) et la mise en ligne d'une banque de 1 000 exercices (débutant, intermédiaire, avancé) d'apprentissage du français.

**LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES EN 2005-2006 AFIN DE PROMOUVOIR  
L'INTÉGRATION DES IMMIGRANTS EN RÉGION**

Le financement de projets dans le cadre du :

- **Programme régional d'intégration (PRI) :** pour le volet spécifique aux organismes communautaires, ce programme vise à augmenter l'établissement et la rétention des immigrants en dehors de la région métropolitaine de Montréal, par l'amélioration des conditions d'accueil, d'établissement et d'intégration. Il vise également à valoriser auprès des populations des régions l'apport économique, social et culturel de l'immigration. En 2005-2006, le montant accordé a été de 1 515 254 \$ pour 31 projets, incluant les ententes avec les municipalités, également financées dans le cadre de ce programme.
- **Programme d'appui aux relations civiques et interculturelles (PARCI) :** ce programme vise à assurer la pleine participation des communautés culturelles au développement du Québec. En 2005-2006, le PARCI a octroyé en dehors de la région métropolitaine 555 677 \$ pour 52 projets.

**LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES AFIN DE PROMOUVOIR  
L'ACCÈS À L'EMPLOI POUR LES IMMIGRANTS EN RÉGION**

Le ministère a entrepris les actions suivantes afin de promouvoir l'accès à l'emploi pour les immigrants en région :

- le lancement en mai 2004 du Plan d'action *Des valeurs partagées, des intérêts communs*;
- le lancement de sept plans d'action régionaux, adaptés aux spécificités régionales et qui prévoient plusieurs mesures pour favoriser l'accès à l'emploi des immigrants en régions : Capitale-Nationale (mai 2004), Estrie (mars 2005), Saguenay—Lac-Saint-Jean (avril 2005), Laval (octobre 2005), Mauricie (novembre 2005), agglomération de Longueuil (novembre 2005) et est de la Montérégie (novembre 2005);
- la signature d'ententes de régionalisation de l'immigration avec des conférences régionales des élus (CRÉ), auxquelles sont associés dans plusieurs cas les intervenants du milieu de l'emploi, notamment Emploi-Québec, dans le but de soutenir l'insertion en emploi des personnes immigrantes;
- la signature de l'entente interministérielle MESS/MICC en mai 2004 afin d'établir le partage des responsabilités des mesures d'insertion en emploi du Plan d'action *Des valeurs partagées, des intérêts communs*;
- la création en mai 2005 du Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME), conjointement avec Emploi-Québec et avec la collaboration d'Investissement-Québec, qui offre des mesures d'aide à l'emploi aux petites et moyennes entreprises voulant développer leurs habiletés en gestion de la diversité et embaucher des personnes immigrantes nouvellement arrivées et des membres des minorités visibles;
- le développement d'une approche d'accompagnement personnalisé auprès des personnes immigrantes;
- la mise sur pied, il y a 18 mois, du Service-conseil en relations interculturelles (SCRI) qui offre aux employeurs, aux réseaux d'employeurs et aux directions des ressources humaines des services d'information, de référence, de consultation, de sensibilisation, de formation et de soutien en matière de gestion de la diversité interculturelle en emploi;
- la mise en place au cours des derniers mois de plusieurs mesures en matière de francisation, telles l'intensification de la formation (30 heures/semaine au lieu de 25 heures/semaine), l'ouverture d'un centre d'autoapprentissage du français à Québec et l'allocation d'heures de francisation à temps partiel au Centre RIRE 2000 de Québec pour la prestation d'un cours de niveau avancé à l'écrit pour les candidats à l'Ordre des ingénieurs du Québec.